

155 من الأصل

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Belgique, 15 sch. ; Espagne, 165 P. ; Grèce, 200 dr. ; Israël, 125 N. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 500 L. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Tch. 200 scs. ; Yougoslavie, 20 d.

Les prix des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris 01 59372
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Nouveaux bombardements de Beyrouth

Désespoir et terreur

De jour en jour, le bilan de l'opération militaire lancée par MM. Begin et Sharon s'allonge : durant la seule journée de vendredi, les bombardements israéliens de Beyrouth ont fait plus de deux cents morts. Ce samedi matin, ils avaient repris, faisant de nouvelles victimes. Selon la Croix-Rouge libanaise, les seuls combats menés à Saïda se solderaient par plus de mille morts. Ce ne sont là que deux chiffres. Il y en aura bientôt d'autres, sans compter plusieurs centaines de milliers de réfugiés, Libanais et Palestiniens confondus.

Si les Beyrouthins, habitués au pire depuis sept ans, avaient pu éprouver l'ombre d'un soulagement à l'annonce d'un cessez-le-feu sur leur sol, entre leurs voisins israéliens et syriens, l'évolution de la situation ne peut qu'accroître leur désespoir. Il y avait déjà quelque chose de dérisoire dans la façon dont, proclamant une heure et quart avant de la mettre en pratique, son intention d'arrêter les combats, Israël promettait de les poursuivre contre les « terroristes » sur le sol libanais. Il n'a eu qu'un succès : au quart, l'armée d'arrêter le déroulement d'une machine de guerre sans égale au Proche-Orient. La Syrie s'était prêtée, pour éviter l'effondrement, à un soutien partiel et truqué. Elle avait même accepté que l'arrêt « présent » comme une « concession militaire » de l'Etat hébreu au accord en fait conclu par l'ambassadeur de Washington.

Massacrant aveuglément des civils libanais — notamment des dizaines de fuyards à bord de leurs voitures, les Israéliens entendent bloquer Beyrouth pour interdire à leurs adversaires, pris dans la masse, de se soustraire à leurs coups. Sachant que l'invasion de la cité leur coûterait de lourdes pertes dans des batailles de rue, ils s'en sont abstenus, mais on peut se demander si, pour les Libanais, le pillage incessant et indiscriminé de leur capitale et de ses alentours n'est pas tout aussi désastreux.

Sur le plan strictement technique, l'armée de Jérusalem, qui n'avait plus besoin de faire ses preuves, se montre parfaitement capable de frapper les quartiers généraux et les immeubles de ses adversaires « terroristes ». En allant bien au-delà, c'est de la terreur qu'elle entend user.

L'impuissance de la communauté internationale à soulager le drame libanais permettrait aux dirigeants israéliens de prétendre qu'ils ont en une appréciation réaliste des rapports de forces : les Etats-Unis ont par conséquent un cessez-le-feu tenant de la mascarade et fondé sur des données parfaitement contradictoires, qui semblent conçus pour être violés. Pour la première fois un « cordon sanitaire » des Nations unies a été forcé de démissionner par l'armée d'un des Etats membres et mis dans l'impossibilité d'exercer sa mission. En ridiculisant la FINUL, Israël batte la seule véritable force qui tient au consensus des Etats. La France, membre permanent du Conseil de sécurité et puissance militaire la plus importante à avoir fourni un contingent, est, plus que d'autres, atteinte par ce camouflet.

Le Liban, soumis à cette politique de la terreur, saigne. Les paroles de sympathie ne lui font pas défaut et elles sont sincères. Encore faudrait-il faire entendre raison à ceux pour qui le sang libanais peut couler à flots dès lors qu'ils croient servir leur Etat.

La population civile a subi de lourdes pertes

Le cessez-le-feu intervenu vendredi n'étant conclu qu'avec le Syrie, Israël n'a pas interrompu ce samedi 12 juin ses opérations au Liban. De nombreux bombardements de Beyrouth ont eu lieu.

Dans la nuit du vendredi au samedi et encore samedi matin, l'armée de Jérusalem a poursuivi et intensifié ses bombardements de l'aéroport international de Khadza, du carrefour du même nom qui « varrouille » l'entrée méridionale de Beyrouth, des divers autres accès de la capitale, sauf celui conduisant au secteur chrétien. Des quartiers habités presque exclusivement par des Libanais musulmans, à l'intérieur de la ville, ont été également atteints.

Parallèlement, l'armée israélienne poursuit ses assauts contre les positions tenues par les Palestiniens dans le Sud-Liban, en particulier contre Saïda, qui n'a pas capitulé après une semaine de siège et de bombardements aériens ininterrompus. Les pilonnages ont fait jusqu'ici plus de mille morts et trois mille blessés, selon un rapport de la Croix-Rouge libanaise.

M. Yasser Arafat a confirmé, dans un message adressé au secrétaire général de l'ONU, que l'O.L.P. était disposée à appliquer le cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité — et qui comportait l'évacuation immédiate et inconditionnelle des forces israéliennes — mais non celui proclamé vendredi par Jérusalem et Damas.

(Lire l'article d'Eric Rouleau page 2.)

La « pax hebraïca »

par ANDRÉ FONTAINE

Pour la cinquième fois depuis la proclamation de son indépendance, il y a trente ans, Israël se trouve en guerre. Les intervalles entre ces différents rounds ayant été peuplés d'innombrables opérations militaires. Il s'agit bien, comme l'écrivait l'autre jour (1) Eric Rouleau d'une « guerre permanente » et l'économiste américain Oscar Gasz s'enthousiasme à prédire qu'elle durera au moins jusqu'à la fin du siècle (2).

La même guerre, mais pas toujours pour Israël, les mêmes adversaires. En 1948, l'ensemble des armées arabes, commandées par le général Chubb qui son titre de pacha n'empêchait pas d'être sujet britannique. En 1956, la seule Egypte. En 1967, l'Egypte encore, mais aussi la Syrie et la Jordanie, avec la participation d'unités marocaines, algériennes, libyennes, irakiennes, etc. En 1973, l'Egypte et la Syrie seules.

Aujourd'hui et pour la première fois la guerre oppose Israël non plus à des Etats arabes, mais à cette nation palestinienne dont il conteste l'existence avec autant d'obstination que l'O.L.P. en met à refuser d'admettre la sienne. L'enjeu des combats n'est plus la possession de territoires, mais le démantèlement d'une organisation. Elle se déroule sur le sol

d'un Etat qui n'y peut mais, et dont la population, durement éprouvée depuis des années par une guerre qu'elle n'appelle « civile » que par antiphrase, partage ses sympathies entre les deux belligérants.

(Lire la suite page 3.)

Une semaine avec le Languedoc-Roussillon

Depuis le début de cette semaine, « Le Monde » a publié, dans toutes ses éditions, les enquêtes et les reportages de ses correspondants et de ses écrivains spécialisés sur les cinq départements du Languedoc-Roussillon.

Aujourd'hui, en conclusion : la culture, une entreprise avec le président de la région, la présentation du département de l'Herault.

(Lire pages 9 à 12.)

AU JOUR LE JOUR

Les marins britanniques sont rentrés au pays, venant des Malouines, à bord du « Queen Elizabeth II ». Ils ont été accueillis triomphalement. Du quel, la foule, qui les accueillait, a pu lire la pancarte brandie par l'un d'eux. Il y avait tracé ces mots d'espoir :

VALEURS

« La prochaine fois, c'est la Coupe du monde ! »

On avait dit proposer cette formule à la réflexion des candidats à l'épreuve de philosophie du baccalauréat, qui ont planché sur la relativité des valeurs et le sens de l'histoire.

BRUNO FRAPPAT.

Réunion en Belgique des ministres des finances

• Annonce d'un « plan d'accompagnement » par M. Jacques Delors

• Conseil restreint dimanche à l'Élysée

Les ministres des finances des dix pays de la Communauté européenne se sont réunis samedi 12 juin dans l'après-midi, à Bruxelles. Ils ont examiné les conditions d'un réajustement des parités au sein du S.M.E. (Système monétaire européen), comportant une éventuelle dévaluation du franc et une réévaluation du deutschemark. Le comité monétaire chargé de préparer les travaux des ministres, s'était réuni la veille en session spéciale.

M. Pierre Mauroy, en week-end à Lille, devait rentrer à Paris samedi en fin d'après-midi. Le premier ministre a fait savoir qu'il ne ferait aucune déclaration sur le franc.

A Deauville, où il assistait au congrès des Jeunes Dirigeants, M. Delors, ministre de l'économie et des finances, a déclaré qu'il partait à Bruxelles « avec entrain et optimisme, bardé d'un bon programme d'accompagnement ». « La deuxième étape de notre politique sera plus une étape de montage que de planification », a-t-il ajouté, en rappelant les récents propos du président de la République.

Un conseil restreint devait se tenir, dimanche matin, à l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand.

Plus vite que prévu

par FRANÇOIS RENARD

Le deuxième réajustement du système monétaire européen (S.M.E.) après celui du 4 octobre 1981, n'était prévu, en principe, que pour l'automne 1982, le creusement du différentiel d'inflation entre les pays à faible hausse des prix, Allemagne et

Pays-Bas, et ceux à forte hausse des prix, France et Italie, étant de nature à le rendre inévitable dans le délai d'un an. Cela faisait partie, en outre, du nécessaire « réajustement » dans une zone de stabilité monétaire, certes, mais non pas de fixité absolue des parités.

Les événements en ont disposé autrement. La dévaluation du franc belge, tout d'abord, le 22 février 1982, a contribué à déstabiliser le S.M.E. en plaçant le franc français en première ligne. Dès le début de mars, notre monnaie, dont la tenue avait été satisfaisante depuis le mois d'octobre précédent, commençait à subir des pressions. Les milieux financiers étrangers s'alarmèrent du gonflement du déficit budgétaire, de la poursuite de l'inflation en France face au ralentissement observé en Allemagne, et de la très forte augmentation du déficit de la balance commerciale française avec ce dernier pays.

(Lire la suite page 18.)

Lire page 18

CET ÉLAN
QUI TARDE À VENIR
par ALAIN VERNHOLLES

Après Versailles

Remous commerciaux et boursiers mondiaux ont donc suivi d'une semaine la grand-messe versaillaise. Qui s'en étonnera ? La soule de solidarité des grands de l'Occident ne s'y était pas suffisamment manifestée pour qu'on puisse espérer de ce sommet un intichissement des évolutions perverses qui minent les économies du monde capitaliste.

Jedli, les Etats-Unis rompent les négociations engagées depuis six mois avec la Commission de Bruxelles en vue de s'entendre sur le niveau des exportations européennes d'acier vers l'autre rive de l'Atlantique. L'administration Reagan, très inféodée à son industrie, poursuit depuis des mois — avant Versailles, malgré Versailles — un objectif simple : exclure les maîtres de la grande Europe du marché américain. Le vice-président Davignon, homme de modération, s'est montré sévère à l'égard de cette attitude. Il rapproche aux Américains de chercher moins aux Européens sans vraie raison et au plus mauvais moment.

L'agressivité commerciale américaine et japonaise appelle une réponse collective des Dix. Elle est possible. Voici longtemps, aussi, que certains plaident en faveur d'actions communes pour contrer la politique monétaire des Etats-Unis ou en atténuer les effets de ce côté-ci de l'Atlantique. Les lours d'intérêts élevés pratiqués aux Etats-Unis et le dollar en folie ont sans aucun doute contribué aux difficultés du Louvre. Cependant, à Bruxelles, rien n'a été fait au cours des derniers mois pour renforcer la cohésion du système monétaire européen — S.M.E. — et mieux se protéger des déréglés américains. La responsabilité d'une telle carence ne peut être recherchée dans la communauté elle-même et singulièrement en France. Une action européenne extérieure n'est possible que si elle repose sur un accord interne. C'est là une leçon malheureusement oubliée.

JORIS IVENS ou la mémoire d'un regard



A travers le regard
exceptionnel de ce cinéaste,
l'histoire de notre siècle.

par robert destanque et joris ivens

352 pages 89 F

ÉDITIONS BFB

LES MÉMOIRES DE GEORGES POMPIDOU

La vérité d'un homme meurtri

par ANDRÉ PASSERON

Mme Claude Pompidou et son fils Alain ont eu sous, à l'éclosion des anciens collaborateurs du président de la République disparu le 2 avril 1974 — ont décidé d'écouter une volonté posthume de Georges Pompidou. Celui-ci avait écrit en effet : « Il est des épisodes sur lesquels l'éprouve le besoin de s'expliquer, ne serait-ce que pour établir une vérité qui a beaucoup souffert des imaginations et des racontars. »

C'est donc « pour rétablir une vérité », selon le titre donné à ces brèves fractions de Mémoires (cent vingt-sept pages de la main de l'auteur, que les héritiers de l'ancien chef de l'Etat ont voulu apporter un témoignage essentiellement politique et historique.

On peut naturellement s'interroger sur les raisons de la publication de tels extraits — d'autres documents demeurent secrets — un peu plus de huit ans après la mort de Georges Pompidou.

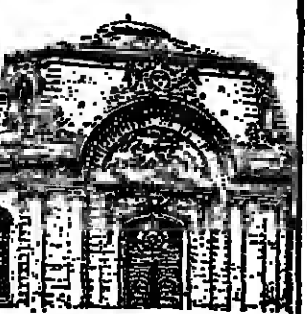
A-t-on voulu seulement compléter le portrait psychologique de l'ancien président avant que ses traits ne s'estompent trop dans les souvenirs ? A-t-on mesuré précisément l'apport politique que pourrait être faite contre certains gaullistes d'aujourd'hui de quelques affaires restées en partie obscures dans le mémoire collective ? A-t-on simplement voulu apporter une contribution partielle à quelques pages de l'histoire récente ? Aucune réponse convaincante ne peut encore être fournie à chacune de ces questions, à moins que toutes ces raisons ne s'additionnent.

Deux brefs chapitres de vingt-huit et vingt-deux pages fournissent, en fait, quelques révélations, ou plutôt des confirmations, sur les dessous de deux ou trois épisodes qui ont précédé l'accession de Georges Pompidou à l'Élysée. Ils éclairent surtout d'une lumière crue et parfois cruelle les rapports entre les hommes qui dirigeaient le pays dans les années 1968-1969. On retient essentiellement le malaise, l'amer, la grande déception, le « goût de cendre » que laisse à Georges Pompidou le comportement de de Gaulle envers lui pendant les deux premiers mois de mai et jusqu'à son départ du gouvernement, le 10 juillet 1968.

Le passionnant récit qu'il donne des journées d'émotion vécues de l'hô-

tel Maignon confirme totalement les impressions qu'un observateur attentif et fréquentant quotidiennement le premier ministre. Mais celui-ci livre maintenant au public les confidences desolées qu'il faisait alors en privé sur l'attitude du chef de l'Etat.

(Lire la suite page 6.)



DIMANCHE
CHANTILLY
PRIX de DIANE
HERMÈS

Le Monde

étranger

L'INVASION ISRAËLIENNE

Violent le cessez-le-feu qu'ils avaient proposé à leurs seuls adversaires syriens, les Israéliens ont repris, ce samedi matin 12 juin, le pilonnage des positions tenues par les forces de Damas dans tout le périmètre de Beyrouth et même dans la Bekaa, région qui se trouve entièrement sous le contrôle syrien. Toutes les issues de la capitale ont été durement touchées, à l'exception de celles partant du secteur chrétien, impraticables pour les Palestiniens et les Syriens. Les intentions des Israéliens paraissent claires : parachuter l'encerclement de Beyrouth et resserrer l'étau autour de la capitale en vue d'un assaut final que certains commencent à envisager, malgré un cessez-le-feu à quel personne n'a cru à Beyrouth.

Vendredi, au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, l'aviation de Jérusalem avait intensifié le pilonnage de la capitale libanaise, faisant une centaine de morts dans plusieurs quartiers à population strictement libanaise. Ce samedi matin à l'aube, c'est l'aéroport de

Beyrouth qui a été visé ainsi que le carrefour stratégique de Khaldé, au sud de la capitale.

Vendredi, peu avant minuit, l'aviation avait déjà bombardé le secteur dit du Cocody, à la sortie de l'aéroport, ainsi que ceux de Jnah, dans les dunes plus à l'ouest, et d'Al Rameh et Ali, à l'est de l'aéroport. Une heure avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, cinquante voyageurs, dont des femmes et des enfants, qui tentaient de se rendre en voiture en direction de la Syrie ont été tués par une attaque de l'aviation israélienne. Un autre convoi composé de soixante à soixante-dix personnes, circulant sur la route de Baalbek, près de la frontière syrienne, a également été pris pour cible par les avions de Jérusalem et tous les voyageurs ont été tués. Enfin, l'aviation israélienne a bombardé peu avant midi des objectifs civils dans la localité de Chitara (centre de la Bekaa sur la route internationale Beyrouth-Damas), détruisant un grand nombre d'immeubles dans la ville.

Sur le plan diplomatique, l'Arabie Saoudite

s'emploie, avec le concours des puissances occidentales dont elle est l'alliée, à obtenir en priorité le retrait d'Israël du Liban. C'est l'objectif du voyage en Europe du ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud el Fayçal, qui, venant de Bonn, où il avait rencontré jeudi le président Reagan, a été reçu vendredi par le président Mitterrand, avant de s'envoler pour Londres pour des entretiens avec le premier ministre britannique, Mme Thatcher.

À sa sortie de l'Élysée, le prince Saoud el Fayçal a déclaré que l'Arabie Saoudite « appréciait la position claire de la France », et a indiqué que le président Mitterrand « prenait part au drame du peuple libanais » et « avait exprimé l'espoir de voir le peuple palestinien vivre en paix » (nos dernières éditions du 12 juin).

À LONDRES, le ministre saoudien des affaires étrangères a affirmé que les pays arabes pourraient « recourir des moyens répondant à leurs intérêts » si l'Occident

ne contribuait pas à mettre une fin à la guerre du Liban, « d'une manière garantissant l'indépendance et l'intégrité territoriale de ce pays ».

À TUNIS, le président Bourguiba a exprimé son « profond regret du soutien que l'entité sioniste trouve ces jours-ci, en particulier auprès des États-Unis ». En faisant rendre publique cette position, nous citons notre correspondant M. Bourguiba, qui, par le passé, n'a jamais caché son soutien pour les États-Unis, a voulu marquer sa très grande déception devant l'attitude américaine après l'invasion du Liban.

Le conseil des ministres arabes des affaires étrangères devait se réunir ce samedi en début de soirée, à Tunis, pour examiner la situation créée par l'invasion israélienne et envisager les mesures à prendre. Cette première rencontre des dirigeants arabes après l'attaque contre le Liban devait aussi leur permettre de se prononcer sur la demande formelle des dimanche dernier par les autorités de Beyrouth de convocation d'un sommet extraordinaire.

EXCLUANT LES PALESTINIENS

Le cessez-le-feu n'empêche pas Israël de frapper très durement Beyrouth et ses environs

Beyrouth. — Les habitants de la capitale auront pu apprécier, toute la nuit de vendredi à samedi, l'étrange conception du cessez-le-feu des Israéliens. Usant pour la première fois de fusées éclairantes, ils ont violemment bombardé Khaldé et toutes les voies qui pourraient permettre aux Palestiniens et aux Syriens de quitter la ville, c'est-à-dire, en fait, tous les accès autres que ceux du secteur chrétien. Ce samedi matin, les bombardements autour de la capitale et à l'intérieur même de Beyrouth ont repris avec une rare intensité, n'épargnant même plus les positions tenues par les Syriens : le cessez-le-feu n'a donc d'existence que très théorique. Une heure après son entrée en vigueur vendredi, cette fiction avait déjà volé en éclats. Quatre heures plus tard, la bataille faisait rage dans le secteur Khaldé-Damour, se faisant plus violente encore que la veille. À cet instant, l'aviation israélienne a intensifié son assaut contre la capitale libanaise, mais est devenue plus intensive de l'artillerie et des fusées.

De notre correspondant

ment libanais est en plein centre de Beyrouth, un immeuble a été bombardé parce que les Palestiniens s'y réunissent depuis un certain temps. Cinq libanais ont été tués et près d'une centaine blessés. Le bureau d'Abou Jihad, ennemi des deux, du fait d'être également effondré sous les bombes, ne faisant cependant aucune victime. La plupart des personnalités palestiniennes ne s'y trouvaient d'ailleurs pas. Contre l'avis de divers rumeurs qui ont couru ces derniers jours, le chef de l'O.L.P. est bien à Beyrouth, qu'il avait précipitamment regagné, si Damas, lundi, au lendemain de l'invasion, venant d'Arabie Saoudite, il a rencontré diverses personnalités, dont M. Walid Joumblatt, chef du mouvement national, qui le lui aussi, rejoindra la capitale bien que son « tef », Moukhtar, ait été enlevé par l'armée israélienne alors qu'il s'y trouvait.

M. Arafat pris au piège

En revanche, il ne semble pas que M. Arafat ait pu comme à son habitude aller rendre visite à ses troupes sur le front. Comme tous les chefs de la résistance palestinienne, il se trouve pratiquement pris au piège à Beyrouth, et la seule issue encore théoriquement praticable, la route de Damas, est trop risquée parce que la portée des Israéliens qui ne ralenti pas une telle cible. À Ramlet-el-Baida, à Mousséib, les avions surgissent, bombardant sans relâche durant ces soixante minutes dont ils disposent encore pour semer l'épouvante. Même le club de tennis français attenant aux jardins du collège protestant de Sakiet-el-Jannat où les enfants du quartier jouent en ces jours difficiles, a reçu un obus, tiré

d'un navire, qui a tué six personnes et fait une quinzaine de blessés.

En montagne, les dernières vagues de chasseurs bombardiers israéliens ont jeté dans leur sillage des dizaines de chars syriens en train de brûler à Ain-Dara et sur la route de Damas qui est endommagée mais non coupée au niveau du pont de Médineg, « au passage », deux convois de voitures civiles ont été mitraillés par l'aviation près du poste frontière syro-libanais.

Les attaques ont également visé le verrou de Khaldé, à l'entrée sud de Beyrouth, que l'armée israélienne a essayé en vain de forcer, les avions prenant en enfilade dans leurs bombardements Aley, Chémiane, puis Khaldé, avant de lâcher leurs dernières roquettes sur Damour, où des Palestiniens tenaient encore vendredi, tout comme Saké, qui n'était pas tombée après six jours de siège.

Si la guerre devait s'étendre au stade actuel, en dépit de la profusion du territoire conquis par les 100 km à l'ouest, à partir de la frontière — et bien que l'O.L.P. ait perdu avec le Liban-Sud un terrain vital pour elle, plus important même que ses pertes humaines, si lourdes soient-elles, l'organisation palestinienne aurait du moins fait la preuve que face à une formidable machine de guerre, elle n'était pas vaincue. Elle a même été capable d'infirmer des pertes sérieuses à l'encontre d'Israël. Enfin, Israël aura commis l'erreur psychologique d'envoyer l'aviation final contre Beyrouth sans l'entreprendre d'abord aux Palestiniens l'avantage de pouvoir affirmer l'avoir empêché. D'autant que les valeurs tactiques de débarras israéliennes se sont multipliées à Khaldé avant et après le cessez-le-feu.

LUCIEN GEORGE.

S'assurer une position de force

De notre correspondant

Jérusalem. — La soudanité de la décision de suspendre l'opération « Paix pour la Galilée » a surpris plus d'un Israélien. Certes, on laisse entendre dans l'entourage du gouvernement, dès jeudi soir, que les conditions d'un accord de cessez-le-feu seraient réunies à la fin de la journée de samedi. Mais, par ailleurs, les nouvelles du front faisaient apparaître que l'armée continuait sur sa lancée, d'autant plus facilement qu'elle avait infligé la veille de sévères défaites à l'armée syrienne. Les militaires avaient encore des projets. Un porte-parole de l'armée, quelques heures seulement avant la décision du cabinet, annonçait que des objectifs restaient à atteindre le long de la route Beyrouth-Damas et dans les faubourgs de la capitale libanaise. Il n'était même pas une incursion dans la ville en cas de succès, bien que l'état-major n'ait pas l'intention d'investir l'agglomération. Le gouvernement avait-il cédé à de fortes pressions américaines ? Il est encore difficile de connaître les raisons qui ont poussé M. Begin à interrompre l'offensive. Dans les milieux proches du gouvernement, on affirme que celui-ci a seulement voulu montrer qu'il maîtrisait la situation et qu'il ne s'était pas laissé entraîner par l'ivresse de la victoire. Ce dont l'accusait une partie de la presse. M. Begin et aussi le ministre de la Défense, M. Ariel Sharon, auraient considéré qu'il convenait de conserver l'initiative sur le plan diplomatique comme sur le théâtre des opérations afin de ménager une importante marge de manœuvre dans les longues négociations qui allaient s'engager.

M. Begin et Sharon ont les points de vue depuis le début de l'offensive au Liban sont restés très voisins, auraient estimé qu'il fallait manifester la bonne volonté d'Israël et que cela était d'autant plus facile que l'armée avait largement dépassé tous les objectifs initialement prévus. C'est ainsi que le cessez-le-feu a

été présenté comme « unilatéral », alors qu'en réalité Damas avait déjà accepté le principe d'un accord. C'était une manière d'indiquer qu'Israël ne se laissait pas dicter sa conduite et entendait conserver jusqu'au bout l'initiative. Même dans les cercles peu favorables au gouvernement, on admet que ce dernier a su se montrer habile.

De sources diplomatiques israéliennes et américaines, on a fait savoir qu'il n'y avait pas de danger de « crise » entre Jérusalem et Washington. On affirme que le gouvernement de M. Begin « connaissait ses limites ». L'administration américaine n'aurait pas eu à exercer de véritable pression car les dirigeants israéliens avaient compris qu'ils risquaient de perdre Washington dans l'embarras et donc de ne pas être soutenus dans leurs revendications au cours des négociations à venir. Il est évident que le premier ministre entendait maintenant obtenir sur le terrain diplomatique tout ce que les succès militaires lui permettaient d'espérer. Pour cela, il a accepté l'« aide » délicate des États-Unis.

Des prouesses américaines

On laisse entendre à Jérusalem que plutôt que des menaces de punitions, ce sont des promesses, d'un appui politique dans les négociations qui ont influencé la décision d'un cessez-le-feu. Washington a traité même évènement à l'échelle d'un succès militaire pour avoir gain de cause. De plus, M. Begin ne voulait certainement pas gâcher l'impulsion donnée à l'armée d'avoir été tacitement approuvée à Washington lors du déclenchement de l'opération « Paix pour la Galilée ». Le message a été envoyé à Jérusalem le 12 juin, à 14 heures, par un signal, de même que le ton irrité du secrétaire d'État, M. Haig, déclarant qu'il ne voyait plus l'utilité d'un voyage au Proche-

Orient étant donné le manque de « souplesse » manifestée par Israël. Le cabinet de M. Begin avait alors averti Washington qu'il exhorterait la cessation des hostilités dès qu'un accord serait intervenu. Mais, à l'est du front, derrière les lignes syriennes, se trouvaient encore à ce moment 12 à 15 kilomètres de la frontière israélienne, tenant ainsi la Galilée à portée de leur artillerie.

Les Israéliens s'efforcent désormais de limiter le plus possible la présence syrienne au Liban, voire à terme d'y mettre fin. Mais avant tout, selon un document publié vendredi soir par le ministère des Affaires étrangères, ils veulent des « frères » étrangers, des alliés américains, et quelle que soit la position de l'O.L.P. du territoire libanais. D'autre part, Jérusalem souhaite fermement l'instauration d'un nouveau gouvernement libanais qui ne soit pas dirigé par M. Sharron, l'a rappelé vendredi soir. Sur tous ces points, on prétend dans les milieux gouvernementaux qu'il y a une certaine convergence d'intérêts avec la position américaine, et que celle-ci est jugée indispensable au moment où l'on craint de nouveau de « perdre la paix après avoir gagné la guerre ».

Si le gouvernement n'est pas profondément divisé, il n'en semble pas moins vrai que certains ministres n'ont guère apprécié le comportement de M. Sharon qui, avec l'assentiment du premier ministre, a imposé ses vues à l'ensemble de ses collègues pour que ceux-ci approuvent le dépassement des objectifs d'origine au début de l'offensive. Des membres du gouvernement redoutent l'influence grandissante du ministre de la Défense. Ces réticences paraissent avoir été prises en compte dans la décision de vendredi. M. Begin ne voulait pas que l'aven de divergences au sein du gouvernement ne vienne ternir ce qui est pour lui une grande victoire dans l'histoire d'Israël. Enfin, l'opposition travailliste qui a été l'ayant approuvé le gouvernement, commençant, jeudi, à s'interroger de l'existence de dernières initiatives militaires.

M. Shimon Peres, président du parti travailliste, avait mis en garde M. Begin contre une entrée de l'armée à Beyrouth. Après le cessez-le-feu, M. Peres a déclaré que la « solution du problème palestinien était politique et non militaire ». M. Begin a sans doute aussi tenu compte de ces objections, car il avait auparavant été trop heureux d'avoir gagné l'opposition travailliste à sa cause pour justifier un consensus national inéluctable.

D'autre part, le bilan des victimes au sein de l'armée israélienne s'est alourdi au cours des deux derniers jours. La mort d'un général chef d'état-major adjoint (le Monde du 13 juin) a causé un certain choc dans l'opinion publique. M. Sharon lui-même a souligné que le nombre des pertes israéliennes s'élevait déjà à plus de cent morts et environ six cents blessés. Les dirigeants israéliens savent qu'un tel prix peut être jugé trop important et peut leur être reproché, ce qui atténuerait le bénéfice politique qu'ils peuvent tirer notamment au moment où des élections générales anticipées paraissent de plus en plus probables.

À propos d'une éventuelle opération sur Beyrouth, un haut fonctionnaire israélien a confirmé vendredi qu'il y avait bien une menace imminente de l'armée, mais il a précisé qu'il s'agissait d'un acte « de guerre psychologique ». Alors qu'un tel acte demanderait l'usage d'armes dévastatrices, la limite de la force du gouvernement au début de l'invasion, ce haut fonctionnaire a répondu que les objectifs n'ont jamais changé mais que dans une telle situation, il fallait prendre des précautions, notamment quand on sait qu'après les opérations militaires il doit y avoir des pourparlers politiques.

« Dimanche, une commission spéciale composée de sept ministres doit se réunir afin de définir les conditions posées par Jérusalem pour un retrait de l'armée israélienne ».

ERIC ROULEAU.

FRANCIS CORNU.

Trêve ou ruse de guerre ?

Le cessez-le-feu, tel que l'applique l'armée israélienne, est une « manœuvre palestinienne », remarque-t-on vendredi soir l'envoyé spécial à Beyrouth de l'ONU, en faisant état des bombardements intenses effectués par les forces de Jérusalem, après l'entrée en vigueur de la trêve. Le général Ariel Sharon l'a qualifiée sans rire, de « ruse ». Elle l'est, en effet, dans la mesure où ses appareils continuent à piquer sur Beyrouth, où ses « paras » et ses fantassins se répandent dans la Sud-Liban pour « ratisser » les Palestiniens.

La Syrie, protectrice attitrée de la résistance palestinienne, ferme les yeux. Elle se dit persuadée, comme pour consoler ses alliés trahis, que le cessez-le-feu repose sur le retrait total de l'armée israélienne. Dans l'absolu, elle n'a tort qu'à moitié. Certes, le gouvernement de Jérusalem n'a pas envie d'entretenir une longue et coûteuse occupation, mais il n'a nullement l'intention d'abandonner le Liban avant d'avoir obtenu de « solides garanties » que les « terroristes » n'y reviendraient pas.

Pour cela, il faudra renforcer et étendre le champ de compétence des forces de l'ONU, la FINUL, celle même que les Palestiniens accusent de « complicité » avec l'Etat hébreu pour n'avoir opposé aucune résistance à l'invasion. Encore faudrait-il que le Conseil de sécurité — dans lequel l'U.R.S.S. dispose du droit de veto — accepte de discuter de l'avenir tandis qu'Israël continue à balayer son territoire en refusant de rappeler ses troupes « inconditionnellement ».

Bien sûr, Washington pourrait tenter de mettre sur pied une force multinationale, constituée essentiellement de forces américaines et

échappant au contrôle de l'ONU, semblable à celle qui campe dans le Sinaï. Mais dans ce cas, il est bien improbable que Damas accepte un tel arrangement.

Il n'en reste pas moins que le Liban, en acceptant le cessez-le-feu, n'avait pas le choix. La poursuite des hostilités conduisait inexorablement à une débâcle et, peut-être même, à l'effondrement du régime de Damas. L'armée basileuse ne s'attendait pas, de toute évidence, à être entraînée dans le conflit. Il était attendu, avant même le début de l'invasion, qu'elle ne participerait pas à d'éventuels combats entre Tashal et les fedayin, le Sud-Liban ayant été exclu d'un commun accord, de sa zone d'influence.

La haute commandement israélien, qui avait joué à la jeu lors de l'« opération Litani » en 1978, en e jugé autrement cette fois-ci. Les garnisons syriennes, situées loin des implantations palestiniennes, ont été bombardées et contraintes à battre en retraite. Les rampes de fusées que Damas avait installées dans la Bekaa, pour protéger sa frontière occidentale, ont été détruites ou neutralisées ; une substantielle d'artillerie, la quart de la force opérationnelle dont dispose le président Assad, ont été abattus.

L'armée basileuse n'était pas prête à une confrontation d'une telle ampleur. Ses effectifs au Liban, quelque vingt-cinq mille hommes, étaient deux à trois fois moins nombreux que ceux de Tashal. Elle ne pouvait faire appel à des renforts significatifs, de crainte de dégrader le Golan, où l'Etat hébreu pouvait bien ouvrir un second front. En tout cas, l'axe routier Damas-Beyrouth, à la portée des canons israé-

liens, n'était plus utilisable à la veille du cessez-le-feu.

La Syrie savait qu'elle ne pouvait compter sur aucune aide étrangère. La solidarité arabe exprimée verbalement ne faisait pas illusion. Les pays « frères » ne s'opposaient même pas à se mettre d'accord sur la convocation d'un sommet, eussent-ils été capables de prendre des mesures politiques, sinon militaires du moins économiques et diplomatiques. Les fameux « parapluie soviétique », il ne pouvait servir au Liban qu'en tant qu'une piètre confrontation Est-Ouest. Il avait été dès lors entendu qu'il ne s'agirait qu'en cas d'agression contre la Syrie elle-même, aux termes du traité qui la lie à Moscou. Pour éviter, donc, une catastrophe militaire et politique, et sans doute aussi pour gagner du temps, le président Assad a jugé préférable d'accepter, sans résigner, un cessez-le-feu qui ressemble fort à une capitulation.

Une victoire trahie

Les États-Unis, qui paraissent d'accommoder fort bien de l'initiative militaire israélienne dans les trois premiers jours, ont compris, dès mercredi soir, que la prolongation et l'extension du conflit risquaient de menacer leurs intérêts dans le monde arabe. L'Arabie Saoudite, le Koweït, et même l'Égypte et la Tunisie, incitaient vivement Washington à intervenir pour mettre un terme aux hostilités, tandis que le presse, de l'Atlantique au Golfe, appelait les gouvernements arabes à imposer des sanctions économiques à l'Amérique.

Le gouvernement de M. Begin — à l'exception peut-être du ministre de

la défense, le général Sharon — ne s'est pas fait trop presser pour accepter le cessez-le-feu que Washington appelait de ses vœux. L'opération « Paix en Galilée », malgré sa progression fulgurante, n'a pas été une promesse militaire. La résistance armée de la Syrie de beaucoup plus féroce qu'on n'avait cru initialement, et les pertes israéliennes — une centaine de tués et six cents blessés au bas mot — plus élevées. La prise de Beyrouth, qui l'état-major avait un moment envisagé, semble-t-il, aurait coûté beaucoup trop cher pour en valoir la peine.

Le général Givati l'a admis en affirmant que l'occupation de la capitale libanaise « poserait des problèmes militaires et politiques très complexes ».

Les succès de l'armée étaient d'ailleurs suffisamment importants pour que M. Begin puisse interrompre l'offensive. Les forces israéliennes tiennent pratiquement la capitale libanaise à leur merci ; le contrôle de la route Beyrouth-Damas est assuré ; la Syrie de beaucoup plus grande de l'extension du conflit risquaient de menacer leurs intérêts dans le monde arabe. L'Arabie Saoudite, le Koweït, et même l'Égypte et la Tunisie, incitaient vivement Washington à intervenir pour mettre un terme aux hostilités, tandis que le presse, de l'Atlantique au Golfe, appelait les gouvernements arabes à imposer des sanctions économiques à l'Amérique.

La défense, le général Sharon — ne s'est pas fait trop presser pour accepter le cessez-le-feu que Washington appelait de ses vœux. L'opération « Paix en Galilée », malgré sa progression fulgurante, n'a pas été une promesse militaire.

La résistance armée de la Syrie de beaucoup plus féroce qu'on n'avait cru initialement, et les pertes israéliennes — une centaine de tués et six cents blessés au bas mot — plus élevées. La prise de Beyrouth, qui l'état-major avait un moment envisagé, semble-t-il, aurait coûté beaucoup trop cher pour en valoir la peine.

Le général Givati l'a admis en affirmant que l'occupation de la capitale libanaise « poserait des problèmes militaires et politiques très complexes ».

Les succès de l'armée étaient d'ailleurs suffisamment importants pour que M. Begin puisse interrompre l'offensive. Les forces israéliennes tiennent pratiquement la capitale libanaise à leur merci ; le contrôle de la route Beyrouth-Damas est assuré ; la Syrie de beaucoup plus grande de l'extension du conflit risquaient de menacer leurs intérêts dans le monde arabe. L'Arabie Saoudite, le Koweït, et même l'Égypte et la Tunisie, incitaient vivement Washington à intervenir pour mettre un terme aux hostilités, tandis que le presse, de l'Atlantique au Golfe, appelait les gouvernements arabes à imposer des sanctions économiques à l'Amérique.

مكتبة الشامل

550 من الاصل

Le Monde

politique

LE PROJET SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'obligation annuelle de négocier concerne toutes les entreprises où existe une section syndicale

Vendredi 11 juin, l'Assemblée nationale poursuivait la discussion des articles du projet de loi relatif à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail.

Après avoir adopté l'article 132-10, qui prévoit notamment qu'une convention ou des accords peuvent être conclus au niveau d'un établissement ou d'un groupe d'établissements, l'Assemblée a examiné l'article 132-20. Modifié par le groupe R.P.R., celui-ci prévoit que l'objet et la portée des négociations sont fixés par accord entre l'employeur et les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise, ainsi que les informations nécessaires à l'application de l'accord.

L'article 132-21 dispose que « les salaires des salariés des entreprises ou accords d'entreprises ou d'établissements peuvent prévoir des modalités particulières d'application des majorations de salaires décidées par les conseils de branches ou les conseils professionnels ou interprofessionnels applicables dans l'entreprise, à condition que l'application de ces majorations soit soumise à la conclusion d'accords précisés pour les salariés concernés et les autres minima hiérarchiques soient respectés ». M. Orléans (R.P.R.), rapporteur de la commission des affaires sociales, indique que ces dispositions doivent faciliter une négociation aboutissant à une augmentation des bas salaires plus rapide que celle négociée au niveau de la branche.

M. Barrot (U.D.F., Haute-Loire) assure que l'obligation de négocier au niveau des entreprises affaiblit les conventions de branches. M. Auroux, ministre du travail, répond : « Pour que la réduction du travail soit électorale d'emplois, il faut conserver une certaine souplesse de négociation, qui permette un dynamisme conventionnel, jamais par le passé ». M. Barrot (U.D.F., Haute-Loire) assure que l'obligation de négocier au niveau des entreprises affaiblit les conventions de branches. M. Auroux, ministre du travail, répond : « Pour que la réduction du travail soit électorale d'emplois, il faut conserver une certaine souplesse de négociation, qui permette un dynamisme conventionnel, jamais par le passé ».

L'article 132-24 apporte une innovation importante en permettant aux organisations syndicales qui n'ont pas signé une convention ou un accord d'entreprises ou d'établissements, un « accord » avec une entreprise, de s'opposer à leur entrée en vigueur. Cette faculté d'opposition est soumise aux conditions suivantes : les organisations syndicales doivent avoir recueilli « les votes de plus de la moitié des électeurs inscrits lors des dernières élections au comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel » (plusieurs organisations peuvent se regrouper pour atteindre ce seuil). Lorsque les dispositions auxquelles est faite opposition ne concernent qu'une catégorie professionnelle déterminée relevant des deuxième et troisième échelons (c'est-à-dire les salariés de base), les organisations syndicales ne peuvent manifester leur opposition que si elles ont obtenu les votes de plus de la moitié des électeurs inscrits dans ces échelons. L'opposition doit porter sur des textes qui dérogent soit à des dispositions législatives ou réglementaires, soit à une telle dérogation autorisée une telle dérogation, soit à des dispositions législatives ou réglementaires, soit à une telle dérogation autorisée une telle dérogation.

M. Madelin (U.D.F., Ile-de-France) estime que cet article

« institue un droit de veto » des organisations syndicales les plus importantes et qu'il constitue « un frein à la liberté contractuelle ». C'est que vous appelez droit de veto, répond M. Auroux, je l'appelle droit de légitimité. L'Assemblée adopte ensuite un amendement de M. Renard (P.C., Alsace) élargissant au premier échelon (ouvriers) les dispositions applicables lorsque le texte en cause ne concerne qu'une catégorie professionnelle déterminée (sans cet amendement, seules les organisations de cadres et d'agents de maîtrise auraient eu la possibilité de s'opposer à l'entrée en vigueur du texte conventionnel, à partir du moment où elles ont obtenu plus de la moitié des voix des électeurs inscrits dans leur propre échelon).

L'article 132-25 constitue l'élément central du projet de loi. Il prévoit que dans les entreprises d'au moins cinquante salariés l'employeur est tenu d'engager chaque année une négociation sur les salaires effectifs et l'organisation du temps de travail. Après avoir repoussé deux amendements de l'opposition tendant à supprimer cet article, l'Assemblée examine un amendement de la commission substituant au seul des entreprises d'au moins cinquante salariés celui des entreprises « où sont constituées une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives ».

L'amendement indique ensuite : « A défaut d'une initiative de l'employeur depuis plus de deux mois suivant la précédente négociation, la demande, formulée par l'une des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise, est transmise dans les huit jours par l'employeur aux autres organisations représentatives ». La possibilité de constituer des sections syndicales dans les entreprises de moins de cinquante salariés résulte du précédent projet sur les droits des travailleurs portant sur le développement des institutions représentatives. L'amendement de la commission a donc pour conséquence d'instituer une négociation annuelle sur les salaires dans toutes les entreprises disposant d'une section syndicale.

Les députés adoptent ensuite un sous-amendement du gouvernement stipulant que, devant l'absence d'initiative de l'employeur, la négociation est engagée automatiquement dans un délai de quinze jours. L'amendement de la commission, ainsi modifié, est adopté par 234 voix contre 154. L'article 132-26, modifié par des amendements du gouvernement, prévoit que la délégation de direction des organisations représentatives comprend : obligatoirement, le délégué syndical de l'entreprise ou, en cas de pluralité de délégués, deux délégués syndicaux. Chaque organisation pourra compléter sa délégation par des salariés de l'entreprise, dont le nombre est fixé par accord. A défaut, ce nombre sera égal au plus à celui des délégués syndicaux. S'il y a un seul délégué syndical dans l'entreprise, les salariés pourront être au nombre de deux.

Les députés adoptent, ensuite, notamment l'article 132-29, qui prévoit les dispositions suivantes : dans les quinze jours qui suivent la demande formulée par une organisation syndicale, l'employeur doit convoquer les parties à la négociation annuelle. Lors de la première réunion, sont présentés les informations que l'employeur remettra aux délégués syndicaux et aux salariés de la délégation, en ce qui concerne les données de l'entreprise et l'organisation du temps de travail ; le lieu et le calendrier des réunions.

Les députés examinent un amendement présenté à la suite par la commission et le groupe socialiste, tendant à indiquer que ces informations « doivent permettre une analyse comparée de la situation des entreprises et des femmes en ce qui concerne les emplois et les qualifications, les salaires payés, les horaires affectés et l'organisation du temps de travail ». Ces informations doivent faire apparaître les raisons de ces situations.

Mme Roudy, ministre des droits

de la femme, MM. Auroux et Bérin, président de la commission, insistent pour que l'Assemblée n'adopte pas cet amendement, en raison du dépôt d'un projet de loi sur l'égalité des sexes à la prochaine session d'automne.

M. Séguin observe : « Quand on ne veut pas que des amendements soient adoptés, il ne faut pas les déposer ». Après une longue hésitation des députés socialistes, cet amendement est adopté à l'unanimité (484 contre 0).

L'article 132-30 précise que tant que la négociation est en cours, l'employeur ne peut, dans les matières traitées, arrêter de

décisions unilatérales concernant la collectivité des salariés, à moins que l'urgence ne le justifie et à condition, dans ce cas, de communiquer sans délai ces décisions aux organisations syndicales représentées à la négociation.

A la faveur d'une infériorité numérique des députés de la majorité, l'Assemblée adopte un amendement de M. Noir (R.P.R., Rhône) supprimant la condition de communication aux organisations syndicales. Pour l'amendement suivant, émanant de M. Séguin, le vote s'effectue par scrutin public à l'aide de bulletins, la machine électronique utilisée pour les scrutins publics étant en panne. Les huissiers passent donc dans les travées pour recueillir, dans des urnes, les bulletins de tous les députés. Après dépouillement, cet amendement est repoussé.

L'article 132-31 prévoit notamment que des accords peuvent regrouper localement, au plan professionnel ou interprofessionnel, les entreprises occupant moins de onze salariés. Ces accords instituent des commissions paritaires qui concourent à l'élaboration et à l'application des conventions ou accords collectifs de travail, ainsi que, le cas échéant, à l'examen des récla-

mations individuelles et collectives des salariés intéressés. M. Auroux s'oppose à un amendement des groupes R.P.R. et U.D.F. tendant à supprimer cet article, en expliquant qu'au moment où l'on étend les droits des travailleurs, il n'y a aucune raison de tenir à l'écart les deux millions et demi de salariés qui travaillent dans les entreprises de moins de onze salariés.

L'Assemblée adopte ensuite l'ensemble de l'article 4 sur les conditions et accords collectifs de travail.

La suite du débat est renvoyée à une date non déterminée. — L.Z.

LA CONTROVERSE SUR LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA RÉFORME DE LA PLANIFICATION

Un « non-événement » ?

La discussion du projet de loi portant réforme de la planification, qui s'ouvre, lundi 13 juin, à l'Assemblée nationale, aura été précédée par un curieux imbroglio juridique et constitutionnel. Lorsque M. Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, a présenté, lundi après-midi, la thèse de l'inconstitutionnalité de son projet, défendue par M. Gantier, député U.D.F. de Paris, et dans une moindre mesure, par les députés socialistes membres de la commission des finances, la question n'en sera pas pour autant tranchée. Seul le Conseil constitutionnel, s'il est saisi par l'opposition — ou uniquement par le groupe U.D.F. — pourra dire si le texte amendé par le Parlement recèle des dispositions non conformes à la Constitution. La question de savoir si le projet initial préparé par le ministère du Plan était ou non conforme à la Constitution ne sera, elle, jamais de réponse satisfaisante.

Les événements qui se sont succédés depuis le mercredi 3 juin, date à laquelle l'éventualité de l'inconstitutionnalité du projet a été pour la première fois publiquement évoquée, lors d'une réunion de la commission des finances, ont mis en lumière,

dans la meilleure des hypothèses, un manque de dialogue entre la majorité et le gouvernement — en l'espèce, M. Rocard — ou pas, des divergences profondes entre le gouvernement et le groupe socialiste — symbolisées par ceux de ses membres qui font partie de la commission des finances.

Dans les deux cas, les arrière-pensées politiques n'étaient pas absentes du débat. Il apparaît également probable que la personnalité du ministre du plan, c'est-à-dire la place qu'il occupe tant en gouvernement qu'au parti socialiste, n'a pas constitué un facteur neutre dans la cristallisation des thèses en présence. Au-delà de celles-ci, les conséquences de ce que les conseillers du premier ministre qualifient de « tempête dans un verre d'eau » sont encore difficiles à apprécier : l'image et l'influence de M. Rocard sortiraient-elles renforcées d'une période au cours de laquelle de nombreux députés — notamment socialistes — ont été convaincus, à tort ou à raison, de l'incapacité du ministre du plan à présenter un projet de loi qui soit conforme à la Constitution ?

Peut-on, d'autre part, exclure tout à fait l'idée selon laquelle des divergences apparues

sa sagesse, n'a pas estimé que cette procédure était souhaitable. Sans doute, notamment, en raison d'une vieille méfiance envers des procédures à caractère constitutionnel (3). M. Rocard a confirmé, vendredi matin, au cours d'une conférence de presse, qu'il y a bien eu arbitrage : « Le premier ministre a tranché », a-t-il indiqué.

En revanche, la thèse des « injonctions » au gouvernement ne tiendrait pas, pour les raisons suivantes : une injonction n'existe que si le Parlement enjoint impérieusement le gouvernement à réaliser des choses qui relèvent de la compétence exclusive de l'exécutif. Mais, si c'est celui-ci qui se propose d'effectuer ces réalisations, l'injonction n'existe pas. La jurisprudence constitutionnelle fournit des exemples : le Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution une disposition tendant à imposer au gouvernement la présentation de diverses mesures, mais ne trouvant rien à redire, dans le même texte, à une autre disposition de même nature, imposant au gouvernement, sous l'autorité de ministre intéressé, de préparer un ensemble de propositions. Dès lors, estime le gouvernement, les articles incriminés par M. Gantier étant d'origine gouvernementale, ils échappent à la définitive inconstitutionnalité de l'injonction et donc à toute critique.

De même, en ce qui concerne plusieurs dispositions relevant du pouvoir réglementaire et figurant dans le projet de loi. Selon le gouvernement, cette objection n'est pas fondée, dans la mesure où, comme l'a indiqué M. Debré dans l'exposé des motifs d'une de ses propositions de loi, « le gouvernement peut même faire appel à la loi pour statuer en un domaine réglementaire. Toutefois, l'intervention du législateur ne prime en aucun cas le gouvernement de l'exercice ultérieur de son pouvoir réglementaire ». Il y a donc bien des « passerelles » entre les domaines respectifs du Parlement et du gouvernement.

La thèse en présence

Pour M. Gantier, l'ensemble des formalités, délais, conditions et consultations obligatoires prévus par le projet constituent des limitations aux prérogatives constitutionnelles du gouvernement, qu'une loi simple paraît d'autant moins pouvoir instituer que le plan ne constitue pas une matière relevant du domaine législatif. Limitativement défini par l'article 34 de la Constitution : un certain nombre de dispositions peuvent constituer des « résolutions » ou des « injonctions » au gouvernement, toutes formes d'intervention du Parlement non prévues par la Constitution ; l'article 70 de la Convention distingue bien les « projets de loi » et les « plans », ce qui montre que le constituant n'a pas voulu faire entrer le plan dans le domaine législatif.

A l'origine, il est vrai, M. Rocard avait souhaité présenter, proprement dit, un projet de loi organique tendant à modifier en ce sens l'article 34 de la Constitution (1). Le gouvernement, dans

Doyle Don Bannoch

4,37 briques!*

Une grande routière luxueuse aussi économique à l'achat qu'à la consommation, cela devient de plus en plus un placement. C'est le cas de la nouvelle **Passat** Volkswagen. Plus de 100 km/h, 7,6 à 120 km/h, 10,5 en ville. Et comme elle bénéficie de l'accès technologique Volkswagen, sa fiabilité est une valeur refuge loin d'être négligeable à la vente. **43.700F**

*Prix C2 portes, Taxe au 10/10/82. Modèle représenté : **Passat GL**. Accessoires en option.

Nouvelle Passat Volkswagen



(1) L'article 34 de la Constitution est le seul article pouvant être modifié par une loi organique, et non, contrairement à la procédure de la révision constitutionnelle.

(2) Les lois organiques sont obligatoirement soumises au Conseil constitutionnel.

(3) L'article 72 de la Constitution dispose : « Les collectivités territoriales de la République sont les départements, les départements d'outre-mer, les régions, les collectivités territoriales créées par la loi (...). La loi du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes et des régions, prévoit que les régions ne deviennent des collectivités territoriales que lorsque les conseils régionaux seront élus au suffrage universel ».

(Suite de la première page.)

Mais Georges Pompidou e alors été ébranlé dans sa confiance. Critique, il a été encore plus meurtri dans son être intime par l'affaire Markovitch, qui a éclaté quelques mois plus tard, et qui a mis en cause son épouse. Il le dit avec une grande émotion, comme il l'avait d'ailleurs déjà confié à l'époque e certains journaux : *« Je ne pensais qu'un jour, femme, j'imaginais que j'avais l'avoue, le crânelais le pire. Résement j'ai été aussi près du désespoir... »* Mais devant l'absence de « courage » de M. Couve de Murville, devient l'attitude de Gaule, qui n'a pas, *« tout balayé d'un revers de main »*, devant le comportement de juge d'instruction, *« un mécontentement »* : *« Je suis déçu, mais pas étonné »* de le « machination », l'indication de l'ancien premier ministre

On connaît la suite et la rupture définitive avec le général, qu'il servait pourtant depuis 1945. La candidature à la présidence de la République de 1969 érige son récit avant son entrée à l'Elysée, mais rappelle cependant que, présentant sa candidature aux députés républicains indépendants, il remercie parmi eux « la figure fermée et hostile de Giscard d'Estaing ».

L'intérêt de ces fragments d'une esquisse de Mémoires, que la mort a empêché son auteur de terminer, réside dans la spontanéité et la sincérité qui s'en dégagent. C'est bien « une » vérité rétablie, mais c'est celle, naturellement subjective de Georges Pompidou. Ce sont un peu comme des réflexions, des notes jetées sous le coup de l'émotion, de l'indécision, sans préoccupations.

ANDRÉ PASSERON

★ Georges Pampidon : *Pour rétablir une stricte Plammarion*, 286 pages 65 francs.

● De Gaulle eut mal 1968 : « Le général, sans doute, savait tout des événements, Joxe, premier ministre par interim, Fouchet, ministre de l'intérieur, Peyrefitte, ministre de l'éducation nationale, lançant entre autres dans l'opposition, en 1968, l'avis d'opposition, mais j'avais l'impression d'apercevoir avec une clarté aveuglante la voie à suivre... Ma tactique était simple. Je voulais d'abord pagner la gauche, la gauche, la gauche, la gauche... »

Il y avait aussi une tournure aussi grave que dans la mesure où l'opinion était brusquement laissée libre cours au pruri anti-gaulliste qui faisait démanier à plusieurs reprises le général.

● Les accords de Grenelle : « La démolition, C.F.D.T. mise à part, était presque d'actualité. La C.G.T. avait cherché à renvoyer la suite du débat à une autre séance. Mais cette attitude était en liaison évidente avec la nouvelle de la réunion politique de Charlely contactée pour discuter de la possibilité de trouver ensemble M.M. Mitterrand et Mendès France qui se préparaient à se partager les pouvoirs... La C.G.T. regagnait très mal à cette manœuvre... En fait, chacun comprit que les jeux étaient faits. C'est à un accord second, déclara M. Ségué. Et je pus l'annoncer sous les caméras de la télévision au pays qui n'avait beaucoup pu durant ces semaines et qui dut respirer ».

Après un entretien avec de Gaulle : « Lassé et même découragé », Georges Pompidou écrit :

« Certes, depuis le début, il n'avait pas senti la crise. Il se comportait, dès qu'il était en France, prospère ou l'expansion économique repartait vigoureusement, en bonne situation à tous égards, il put y avoir cette espèce de disengagement et de désengagement du management. Il avait senti diriger la France, il n'avait pas senti la France, parler seul aux Français, mener les négociations, se contenter de me dire avant Grenelle : c. Concluez à n'importe quel prix » mais à aucun moment je n'avais compris à quel degré le management, le général était attiré ».

[illegible][illegible]

« L'Affaire MacKovio : « J'étais indigné », rétorque Mackovio, « même pas le contre de me prévenir ! Ainsi ces hommes, dont plusieurs connaissaient bien mon caractère, ont osé me faire passer à la vérité des faits purs-qu'ils jugeaient que l'enquête pouvait se poursuivre dans cette direction. Ils ont même dit que j'en connaissais ma femme, depuis si longtemps, n'avait pas tout d'un coup d'un revers de main... »

Après un silence, Mackovio dit de Gaulle : « Sans cesser, je puis dire que le général, en me quittant, ne semblait pas très satisfait de moi. Mais, je ne pense pas que pendant des mois l'activité de la police et de la justice a été orientée non vers la recherche des auteurs de l'attentat, mais vers la recherche de témoignages et de documents qui pouvaient nous donner une idée de la personnalité de la femme et moi-même. »

« Je ne suis pas un homme d'ordon, ministre de la justice, ni à Matignon, chez Couve de Mur-

motard reprochant l'homme d'honneur. Parmi tous ces hommes qui avaient été ses ministres et ses conseillers, il n'en avait eu que deux de courage d'aller pour le premier et de dénoncer le scandale des attaques contre sa femme et moi-même. C'est pourquoi, il nous a ordonné, qu'il n'aida vraiment c'est Jacques Chirac. Trois ou quatre autres me n'allaient dans les mêmes idées, mais ils n'allaient pas au-delà. Dans l'opposition, quelques personnalités déplorables apparaissent. C'est le cas de Jean-Pierre Duran (actuel député socialiste de la Dordogne) qui se rendait à Belgrade pour assister à la conférence de la famille Morkovic, partis chérie. Il devait d'ailleurs plus tard se faire désespérer par son épouse, qui avait découvert qu'il avait rencontré chez sa cousine la camarade et la bossesse humaine et qui avait couru publiquement des rumeurs.

● La campagne du référendum de 1959 — « Si la moutarde des d'avantage de grandes réunions, si je n'ai pas parlé davantage de la radio et de la télévision c'est parce que j'étais sûr de gagner. » — autrement dit que Couve de Millefont s'y est opposé. L'homme se dévouerait, il voulait être premier ministre. Mais il n'a pas été élu. Le mal de l'élection présidentielle aîné d'être candidat à la présidence de la République. Le calendrier électoral est le sujet favori de Couve de Millefont. Il a toujours le référendum et si en était bien incapable. Le général de son côté manquait de flamme. Le sujet était trop mis trop ingrat pour lui. Le général le tenait.

LE CONGRÈS DU PARTI RÉPUBLICAIN

A la veille des élections cantonales du mois de mars dernier, le parti républicain avait lancé une campagne d'affichage sur le thème : « Adhérez au P.R., un parti neutre. La réunion de nos congrès, samedi 12 et dimanche 13 juin, sous un chapiteau dressé sur la pelouse de Saint-Remy à Paris, lui donne l'occasion de se présenter une nouvelle fois au public. Ce congrès ne peut devenir une manifestation de parti. C'est l'enjeu. Le P.R. doit prouver qu'il a réussi sa mutation de force de soutien à l'ancien président de la République en parti d'opposition. Un parti qui doit témoigner, selon les termes mêmes de M. Jacques Blassat, secrétaire général, de sa capacité à mettre à l'épreuve ses militants au début d'une campagne de l'action militante et du combat électoral ».

Trois rapports servent de base à la réflexion. Ils concernent la doctrine, la vie interne du parti et sa stratégie. Cette dernière est peu susceptible d'innovation. Le P.R. est en contradiction avec l'U.D.F. et se conduit en opposition. Le congrès avec R.P.R. Ses rapports mêmes avec M. Valéry Giscard d'Estaing, s'ils ont pu faire l'objet de discussions au cours des mois précédents, veulent être une fois pour toutes clarifiés. Le P.R. demeure fidèle à un homme et à son action même s'il entend, à des degrés divers, marquer son indépendance. La venue de l'ancien président de la République au congrès, dimanche, à la clôture des travaux, est le prétexte à un discours où, souligne le journaliste, le P.R. veut occuper et faire occuper des amis lui reconnaissant dans le combat

pour la défense des idées libérales. Elle ne saurait, selon les dirigeants du P.R., être considérée comme l'indice d'une nouvelle allégeance. Ce qui n'empêche pas certains responsables d'estimer que cette présence ne s'imposait pas : « Elle n'est pas nécessaire pour confirmer les bonnes relations qui existent entre la parti et son fondateur. C'est prendre inutilement le risque de voir confondues deux lignes politiques. Ce n'est ni l'intérêt du P.R., ni celui de Giacardi ».

La volonté de renouvellement du parti se manifeste d'abord au travers de l'affirmation de son identité doctrinale, dans la discussion et le vote du projet de manifeste républicain mais aussi dans les orientations choisies pour une plus grande démocratie intérieure. Toutefois, les nouveaux statuts ne servent à rien, s'ils ne sont le point de départ d'un travail qui ne soit pas le cours d'une assemblée générale, l'équipe dirigeante. Il faudra donc attendre la fin de l'été pour savoir si M. Jacques Blanc, au terme de son mandat se représente. Ce serait aller à l'encontre de cette volonté manifeste de renouvellement des hommes. Plus logiquement, elle devrait conduire le P.R. à se prononcer en faveur d'une jeune parlementaire telle M. François Lédard, député du Var, ou M. Charles Millon, député de l'Ain. Ces questions, qui ne sont pas de pure opportunité, abordées au congrès, elles seront toutes les fois inévitablement évoquées en conseil.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA

les ». (Le Monde du 11 juin). A partir d'un manifeste qui sera voté par le congrès seront élaborées, d'ici à la fin de l'année, une dizaine de propositions concrètes pour la France.

Dans son rapport sur la stratégie du parti, M. Roger Chabanud, conseiller politique aux élections, résume en trois mots les objectifs du congrès : « S'opposer, proposer, conquies ». « S'opposer », dit-il, au parti de « se mobiliser sur des thèmes positifs » mais de ne pas « chercher le plus vite possible à savoir l'air de présenter un programme ». Pour l'avenir, explique M. Chabanud, dans la mémoire collective des Français qui viennent de choisir une autre voie, subitement, il faut « proposer des alternatives nouvelles qui émanent du précédent pouvoir ». Il ajoute : « Proposer un programme de gouvernement ! » « L'alternance », dit-il, « est la seule voie de notre victoire. Nous ne pouvons pas nous en passer ».

Après avoir souligné que le parti républicain n'a « jamais été » une « coalition », le journaliste distingue les « amis » et les « allies ». Les premiers se retrouvent dans l'U.D.F. qui représente la « majorité parlementaire », la coalition « socialo-communiste ». Mais, prévient M. Chiracud, « il faut, mieux que jamais, se méfier de ce qu'on ne voit pas ». Les « amis », dans le sens de l'anglais, sont ceux qui, en vertu de leur position, ont des difficultés prélectorales et autres avec nos amis de l'U.D.F., de telle sorte que nous « territorialisons » nos amis. Les « allies », ceux qui, en se négociant avec nos « allies R.P.R. », en position d'accords non fixes entre nous (...) R ou sans nous, nous permettent d'acquiescer à une telle ou telle proposition, nous ne leur saurions gré de nous avoir fait perdre une telle ou telle position que nous ne pourrions pas nous permettre au R.P.R. de se contenter d'une alliance avec l'une ou l'autre des composantes de l'U.D.F.

Plus technique au sujet des rapports avec le parti de M. Jacques Chirac, M. Chiraud déclare : « Il faut redéfinir et revivifier des relations normales ».

Deux paragraphes sont consacrés à M. Giscard d'Estaing : « Il a une mission. Il ne nous apparaît pas *de la* à la *défendre*. Nous devons, nous, le servir. Il nous apparaît *à* conduire *notre* action. Si M. Giscard d'Estaing : « Il a une mission. Il ne nous apparaît pas *de la* à la *défendre*. Nous devons, nous, le servir. Il nous apparaît *à* conduire *notre* action. Si M. Giscard d'Estaing est l'animateur naturel de nos idées, nous n'attendons pas de lui qu'il fasse à son tour, pour nous, ce qu'il nous a fait, pour lui-même, à la nôtre. Prenons nos responsabilités. »

Le troisième rapport présenté au congrès a été rédigé par un jeune député, député de l'Ain. Il concerne la « future du parti ». Il s'agit, explique le rapporteur, de « préparer des équipes de responsables politiques pour l'avenir ». Il faut donc « recruter, local et national et offrir à des hommes ou des femmes, ambitieux et capables, la possibilité de prendre des places de responsabilité dans la vie politique ». Il poursuit : « Si nous souhaitons une véritable débat sur le plan des idées ou des méthodes d'action, il faut qu'à côté des hommes politiques démocratiques soient organisés des équipes soignées. »

Ce rapport propose d'élargir

sement du conseil national à mille membres. Soixante pour cent d'entre eux seraient des militants désignés par les fédérations départementales, quarante pour cent des chefs et des responsables politiques. Ce conseil devrait faire deux instances : le bureau exécutif et le comité directeur, organe délibératif de soixante à quatre-vingts membres. L'élection de l'empereur dirigeant aura lieu à la fin du mois de septembre, lors de l'assemblée générale qui réunira tous les militants, c'est-à-dire quelques jours avant la fin officielle de l'U.D.F. prévue pour le 10 octobre.

De la réforme de l'audiovisuel au contrôle des sectes

Le Sénat a putzuzuyi vendredi 11 juin la discussion générale du projet de réforme de la communication audiovisuelle. Expriment la position du groupe communiste, le Leducman (V.-J. Leducman) déclara qu'il était favorable à la composition du conseil national qui est proposée et demande, au lieu de la division en collèges de sept membres, la création d'un conseil national de dix membres qui serait divisé en deux collèges représentant le public et les professionnels. Quant à la composition de la haute autorité de la communication, il comprendra des membres élus du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et du conseil national, ce qui le soustrairait au pouvoir

(M.A.R.G., Lot-et-Garonne), concerne les agissements des sectes. M. Driffere, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, précisa : « Le gouvernement ne veut pas instaurer une législation qui soit une sanction pour les sectes. Elle risquerait de porter atteinte à la liberté de conscience. Nous n'acceptons pas davantage les agissements des sectes qui portent atteinte aux libertés individuelles et consistent des infractions ». Le ministre indique que les associations à vocation « pseudo-religieuses » commencent à être contrôlées et exercent le plus souvent leurs activités dans un cadre légal. Il rappelle que, dès le mois de janvier dernier, il avait demandé à

M. Jean Colin (Din. cent.-Escoone) regrette que l'on n'ait pas ouvert, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle gare, des travaux de l'audiovisuel. A vous, s'il ne permet pas ainsi, dit-il, aux téléopérateurs, aux journalistes, aux parties politiques de réaliser certains projets.

Les observations de M. Carat (P.S., Val-de-Marne) portent sur les rapports de la télévision et du cinéma. Elles ont été regrettées à caractère fragmentaire.

M. Fourcade (R.I., Seine-et-Marne) suggère notamment qu'on des canaux du satellite de télévision, on puisse consacrer la diffusion de grands œuvres du patrimoine européen.

Parmi les questions orales qui ont ensuite été examinées au cours de la séance de l'après-midi d'une note par M. Caillaud.

人 類

Une affaire irrésolue

Le 1^{er} octobre 1968, on découvrait, dans une décharge publique près d'Elancourt (Yvelines), le corps ligoté par un sec de jute et enveloppé dans une housse de plastique d'un ressortissant yougoslave, Stevan Markovitch, ancien garde du corps de l'acteur Alain Delon.

L'affaire « eilail feira d'autent plus de bruit que l'enquête plénait : dans les « rumeurs », on trouvait mêlés personnalités politiques, gens du spectacle et du « milieu ». A quelques mois des élections présidentielles de 1969, le bruit selon lequel le victime aurait été tuée pour avoir été témoin de soirées libertines auxquelles auraient assisté des « personnalités » put apparaître comme un complot.

Si tel était le cas, M. et Mme Georges Pompidou devaient en être les premières victimes. Celui qui, à l'époque, n'était plus que l'ancien premier ministre du général de Gaulle, s'adressa, à plusieurs reprises, à tel point qu'il était épuisé. Finalement, le mercredi 12 septembre, est annoncée publiquement que M. et Mme Pompidou diront le soir même à l'Elysée. Mais la réparation morale s'était fait attendre, puisque la première démarche de Georges Pompidou auprès du chef de l'Etat s'était faite au mois de décembre précédent.

Maie le mystère demeure, en dépit d'un rapport de police remis au juge d'instruction et qui passe au crible toutes les hypothèses du crime : règlement de comptes, trafic de drogue, chantage, trafic d'influence... Aucune de ces hypothèses ne semble satisfaisante pour la police.

On en revient alors à la thèse des ems du mort, selon laquelle Stevan Markovitch aurait cherché à se venger de M. Alain Delon, qui l'avait évincé de son

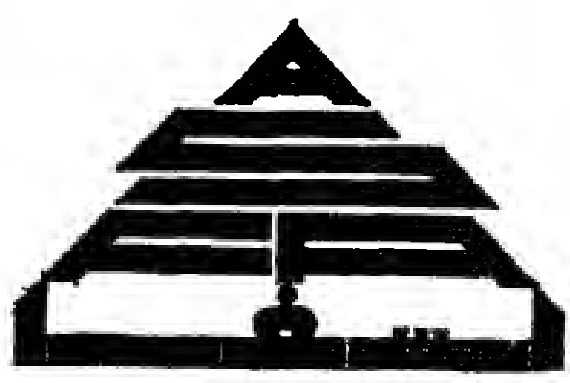
entourage, et serait tombé dans un guet-apens en poursuivant cette vengeance. Viennent à l'appui de cette thèse les lettres quelque peu énigmatiques écrites, peu avant sa disparition, par Stevan à son frère Alexander Markovitch, dans lequel il affirmait être sur « un coup », qui devait lui rapporter beaucoup d'argent, mais qui pouvait aussi le perdre. Si cela survenait, les responsables en seraient, ajoutait-il, Yagoslavski, M. Alain Delon, sa femme Nathalie et son frère Françoise, qui était « un vrai truand ». C'est cette version qui devait être à l'origine de l'inculpation du dernier nommé pour complicité d'assassinat, cependant que l'acteur, qui fut même gardé à vue, se maria avec sa femme, et eut plusieurs enfants.

Incarcéré du 17 janvier au 4 décembre 1968, date à laquelle il était remis en liberté contre versement d'une caution de 60 000 francs, M. François Marcenot bénéficie, le 12 janvier 1976, d'un non-lieu de la cour d'appel de Paris, confirmé, le 27 juin 1977, par la Cour de cassation. L'effeire demeure irrésolu.

Dans le Monde du 30 septembre 1975, Pierre Viansson-Poniet raconte comment il avait vu Georges Pompidou alors président de la République sortir de la poche intérieure de son veston quelques feuillets dans une palette gélée de cuir et les brandir en disant : « Je m'enfais promis de tout savoir. Je sais tout. Les noms sont là. A l'origine, il y a une sordide affaire de chantage et un crime quasi accidentel. Des hommes qui voulaient « écraser l'affaire » ont eu l'idée de le politiser. D'autres, qui voulaient me barrer la route, ont saisi la balle au bond. Et puis, certains, hélas ! ont lâissé l'affaire ».

سكرا من الاصل

Publicité



جمعية التضامن الفرنسي العربي

ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE

Le droit contre la force doit être le même pour tous

L'U.R.S.S. est condamnée pour l'invasion de l'Afghanistan, le régime polonais pour les violations des libertés, l'Argentine en tant qu'agresseur aux Malouines, mais seul Israël a tous les droits, en particulier ceux d'écraser sous les bombes des populations civiles innocentes et d'envahir le Liban. Pourquoi ?

HALTE A L'INVASION ISRAÉLIENNE AU LIBAN

L'Association de Solidarité Franco-Arabe condamne avec la plus grande force la nouvelle agression israélienne contre le Liban, sans doute l'une des plus meurtrières depuis l'invasion des pays arabes en juin 1967, déclenchée 15 ans auparavant jour pour jour.

L'Association de Solidarité Franco-Arabe ne peut que regretter les atermoiements des grands de ce monde, qui n'ont pas usé suffisamment de leur influence pour mettre en garde Israël contre une nouvelle guerre aux répercussions incalculables pour la paix du monde.

L'Association de Solidarité Franco-Arabe - qui salue la résistance héroïque des Palestiniens et des Libanais contre les envahisseurs - demande à la France et à ses partenaires occidentaux non seulement de condamner Israël sans équivoque, mais de menacer Tel-Aviv de suspendre toutes leurs relations, qu'elles soient économiques, politiques ou militaires, si ne cessent pas immédiatement les bombardements et l'occupation du Liban.

Mais l'Association de Solidarité Franco-Arabe lance également un appel pressant à tous les États Arabes pour que soit mis un terme à leurs différends et que l'union la plus étroite, du golfe Arabe à l'océan Atlantique, se constitue au plus tôt, pour faire face à leurs adversaires communs.

Enfin, pour répondre aux besoins humanitaires qui sont de plus en plus pressants, après que des milliers de victimes civiles arabes ont été grièvement éprouvées, il est fait appel à tous ceux qui sont sensibles aux grands principes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, pour qu'une contribution efficace permette de fournir de toute urgence des ambulances, des médicaments et du matériel chirurgical aux organisations sanitaires libanaises et palestiniennes.

Les dons sont à verser à
L'Association de Solidarité Franco-Arabe
14, rue Augereau - 75007 PARIS
Tél. : 555-27-52 CCP : 16 582 14 M PARIS ou par chèque

Cette page est payée
par des cotisations personnelles.
Vous pouvez aider
au renforcement de l'Association
de Solidarité Franco-Arabe
en soutenant son action.

VOUS SOUHAITEZ

- Le renforcement de l'amitié franco-arabe ;
- Une meilleure connaissance du monde arabe, de son histoire, de sa culture, de son économie ;
- Une information plus objective et plus rigoureuse sur ses problèmes et son évolution actuelle.

L'ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE

VOUS PROPOSE

- Son service d'information et de documentation ;
- Des rencontres, débats, conférences ;
- Son aide pour favoriser vos contacts en France et dans les pays arabes.

PERMANENCES ET CONTACTS RÉGIONAUX

- ILE-DE-FRANCE : au siège national de l'Association.
- RHONE-ALPES : 36, rue Tramassac, 69005 LYON. Tél. (78) 37-16-63.
- BRETAGNE : B.P. 339 - 35005 RENNES Cedex.

Et également à Lille, Marseille, Montpellier, Nancy, Nice, Strasbourg, etc.



L'Association de Solidarité Franco-Arabe, créée en 1967, a pour but de développer la solidarité entre le peuple français et l'ensemble de la nation arabe, tout en interdisant de s'immiscer dans la vie intérieure des États qui la composent. Elle s'attache particulièrement à la défense du peuple palestinien et à la reconnaissance de ses droits légitimes. Elle soutient au sein de l'opinion française la politique d'amitié avec les peuples arabes et combat les manifestations de discrimination et les vexations à l'encontre des ressortissants arabes travaillant en France.

COMPOSITION DES CONSEILS CONSULTATIF ET D'ADMINISTRATION DE L'A.S.F.A.

Président d'honneur : Louis Terrenoire, ancien ministre.
Président : Lucien Bitterlin, directeur de « France-Pays Arabes ».
Secrétaire général : Robert Vial, journaliste, délégué de l'A.S.F.A. pour la région Rhône-Alpes.
Vice-présidents : Daniel Goulet, député, maire R.P.R., Maurice Buttin, avocat, membre du parti socialiste.
Treasures : Gérard Godfroy, délégué de l'A.S.F.A. en Bretagne
et François Teiro, Jean Adelle, Pierre Andreu, M. Michelle Beauvillard, Jean-Paul Chagnolaud, Philippe Daumas, Pierre Deschemacher, Serge Ouffau, Dominique Gallier, Pierre Marthelot, Ghislaine Mathieu, Elisabeth Mathiot, Geneviève Moll, Gilles Munier, Jean Raffait, ainsi que les administrateurs : Jean-Claude Chabrier, Alain Chenel, Jean-François Clément, Jean-Pierre Giron, Yves Lunot, Pierre Labé, Thierry Lebray, Henri Loucel, Ali Mériad, Albert Margien, Georges Montaron, Jean-Pierre Planchaert, A. Rahmani, Philippe de Saint-Robert, Paul-Louis Soulier, René Tavemier, Daniel Vivier ; et les membres du conseil consultatif : A. Amer, Mohamed Arkoun, Pierre Bernard, Claude Bourdet, Georges Suis, Claude-Michel Cluny, Armand du Chayla, René Dumont, Roger Garaudy, Geoffroy de la Pradelle, Habib-Deloncle Michel, R.P. Michel Lelong, Albert-Paul Lentin, Etienne Mathiot, Gabriel Matzkeff, Paul Milliez, André Miquel, Youakim Moubarak, Louis Perillier, Germaine Tillion, Eva Vitray de Mayerovitch.

A cette liste, il convient d'ajouter les représentants des groupes parlementaires France-Pays Arabes de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

SIÈGE SOCIAL : 12-14, rue Augereau, 75007 PARIS. Tél. : 555-27-52 - 705-81-45.

FRANCE PAYS ARABES

Chaque mois, des articles politiques, économiques et culturels sur le monde arabe.

Les chroniques cinéma, musique, courrier des lecteurs.

Numéros spéciaux sur les pays arabes.

Le n° 100 de « France-Pays Arabes », la seule publication créée en 1968, exclusivement consacrée au monde arabe et aux relations franco-arabes, vient de paraître.

Dans son éditorial, Louis Terrenoire écrit notamment à propos des relations franco-arabes :

« Si un redressement de notre politique dans le « domaine réservé » du chef de l'État est indispensable, c'est bien devant l'extension du colonialisme pratiqué par M. Begin et son gouvernement. »

Pour ce qui concerne ce numéro anniversaire, un certain nombre de personnalités arabes et françaises ont adressé des messages de sympathie à France-Pays Arabes, parmi lesquelles :

Le docteur Youssef Ben Abbès, ambassadeur du Royaume du Maroc en France et près le Saint-Siège, doyen du corps diplomatique arabe en France, Mohammed Yazid, ambassadeur, représentant du Bureau de la Ligue arabe à Paris ; Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. en France, Michel Jobert, président du Mouvement des Démocrates, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., Jean-Pierre Delalande, secrétaire national aux relations extérieures du Rassemblement pour la République, Michel Habib-Deloncle, président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, Georges Montaron, directeur de « Témoignage Chrétien ».

Ce numéro comprend également un article « Solidarité et Terrorisme » qui explique comment la prétendue lutte contre le terrorisme se traduit souvent dans ses effets par une campagne anti-arabe savamment orchestrée.

France-Pays Arabes publie aussi les véritables photographies des attachés militaires et culturels syriens expulsés car celles reprises dans la presse hebdomadaire ne correspondaient pas aux vrais diplomates.

LE NUMÉRO : 7 F. - SPÉCIMEN SUR DEMANDE.

Diffusion par abonnements et N.M.P.P.

et 14, rue Augereau, 75007 PARIS - Tél. : 555-27-52.

Le Monde

équipement

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les banques populaires doivent aider à la réussite de la régionalisation
déclare M. Rocard à Strasbourg

De notre correspondant

Strasbourg. — Un comité inter-ministériel d'aménagement du territoire (CIAT) se réunira à l'automne pour traiter spécialement les problèmes économiques de l'Alsace.

La nouvelle a été donnée par M. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, le 10 juin, devant les bureaux des assemblées régionales d'Alsace et les parlementaires de la région réunis à la préfecture de Strasbourg.

Le ministre avait profité de sa venue au 51^e congrès du groupe des banques populaires pour prendre une série de contacts avec les

milieux économiques et politiques alsaciens : à Mulhouse, où il a pu se rendre compte des difficultés croissantes de l'industrie du Haut-Rhin en s'adressant aux représentants du comité local pour l'emploi, à Schiltigheim, seule ville d'Alsace de plus de neuf mille habitants gérée par une municipalité de gauche où il a évoqué les problèmes de la régionalisation, à Strasbourg enfin, où l'attendaient les représentants des assemblées régionales.

M. Marcel Rudloff (C.D.S.), sénateur, président du conseil régional, a plaidé pour que l'Alsace puisse jouer dans l'environnement international, le rôle d'une véritable tête de pont de l'économie française.

P.T.T.

LES GRANDES MISSIONS DE LA POSTE

« Le gouvernement veut s'attacher à relancer les missions de la poste », a déclaré le 11 juin M. Pierre Mauroy en inaugurant l'exposition philatélique « Philafrance 82 ».

Le premier ministre a défini, comme suit, les grandes tâches que le gouvernement veut assigner à ce service public : « Essentiellement de la manière la plus complète et la plus efficace possible, les activités couvertes par le monopole postal, proposer à ses usagers actuels et potentiels, une gamme de prestations et de services non couverts par le monopole, correspondant aux attentes légitimes du public ».

Un effort particulier, a précisé M. Mauroy, sera fait dans le secteur des services financiers, notamment pour renouveler et accroître la clientèle des chèques postaux. Les initiatives prises pour expérimenter la monnaie électronique seront rapidement développées. Parallèlement, la poste facilitera le recours aux prestations financières nécessaires aux touristes et aux échanges internationaux.

Les mesures, qui seront définies à l'automne, a indiqué M. Rocard, tiendront précisément compte de cette situation et s'intégreront dans un programme Etat-région. Ces mesures, qui seront élaborées, a insisté le ministre, à partir des dossiers présentés par la région, toucheront aussi bien le problème des frontaliers, le renforcement de l'innovation, le renouvellement technologique de l'industrie, la collecte et l'utilisation de l'épargne sociale.

Précisément, devant le congrès du groupe des banques populaires M. Rocard a demandé, en sa qualité de tuteur de l'économie sociale, que ces banques accordent une attention plus soutenue aux besoins de financement des coopératives ouvrières de production. Mais le rôle des banques populaires pour surtout s'appliquer au cours des prochaines années en aidant à la réussite de la régionalisation, a-t-il souligné. En harmonisant leurs structures avec les nouveaux pouvoirs régionaux, comme l'avait proposé le président M. Henri Barre, les banques populaires doivent tenir leur place, à côté des autres établissements bancaires, dans l'organisation du réseau des partenaires économiques et financiers de la région.

JEAN-CLAUDE HAHN.

URBANISME

M. QUILLIOT AU CONGRÈS DE VITTEL

Les architectes n'auront pas le monopole de la construction

Comment assurer la cohérence des politiques urbaines, quand chaque commune aura la liberté d'en décider ? La loi sur la décentralisation de l'urbanisme, que M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, doit présenter prochainement au Parlement, définit le cadre de la négociation entre les communes, et les incite à « signer des chartes intercommunales sur les domaines prioritaires » avant de passer des contrats avec l'Etat.

S'adressant aux délégués des agences d'urbanisme, réunis à Bordesaux le 11 juin, M. Quilliot a précisé que, « si certains egoïsmes subsistent, le gouvernement en tirerait toutes les conséquences dans la programmation des aides publiques » pour l'habitat.

La veille, M. Quilliot s'était adressé aux architectes, réunis en congrès à Vittel, à l'appel de l'Union des syndicats français d'architectes (Unsa), qui aura en sa qualité de président d'adhésion, le rôle de médiateur entre les architectes et les maîtres d'ouvrage. L'Unsa annonce trois mille adhérents sur près de dix-neuf mille architectes.

Près à chahuter le ministre comme il l'ont souvent été dans le passé, s'échauffant au fil des propos de leur président, M. Michel Delaporte, qui n'essaye pourtant pas d'imiter le bon vieux temps de son prédécesseur, M. Alain Gillot, les congressistes ont émis certaines déclarations, pour finalement applaudir l'ensemble d'un discours qui ne les pressait pas de front et tentait d'apaiser la mauvaise humeur créée par des écarts de langage.

M. Delaporte a réclaté un nouvel « élan » pour l'enseignement, un budget décent, la diversification des débouchés et « l'obligation du recours à des professionnels qualifiés ».

« La qualité architecturale ne se partage pas », a proclamé le président de l'Unsa. Un titre reconnu est une garantie d'abord pour le public. Nous croyons donc urgent et salutaire d'écarter dans la mesure du possible, de la maîtrise d'œuvre qui n'est pas reconnue et de sérieux. J'en ai pas toutes les garanties de compétence et de sérieux. Ne serait-il pas contradictoire de demander à notre profession un surcroît d'efficacité tout en reconnaissant au premier venu le droit et la capacité de concevoir un immeuble ?

Consentir que l'agrément des maîtres d'œuvre est « une grenade

FAITS ET PROJETS

A PARIS : UNE PLACE DU GÉNÉRAL-KENIG

Le président de la République et le maire de Paris ont inauguré vendredi 11 juin la place du Général-Kenig (anciennement place de la Porte-des-Ternes), dans le dix-septième arrondissement de Paris, à l'occasion du quarantième anniversaire de la bataille de St-Hakem.

Invité à cette cérémonie par M. Jacques Chirac, M. François Mitterrand a lui-même dévoilé la plaque qui honore la mémoire du commandant de la première brigade des Forces françaises libres. Évoquant le souvenir de Marie-Pierre Kenig, le maître de Paris a notamment déclaré : « St-Hakem, sachant coordonner la guerre conventionnelle et la résistance armée. Commençant la charnière entre la politique et le militaire, le général Kenig a sa place dans l'histoire ».

UNE VIDÉOTHÈQUE RÉGIONALE

A MARSEILLE

Marseille dispose désormais dans l'enceinte de la Vieille-Charité, ancien hospice du dix-huitième siècle situé au cœur de la vieille ville et en cours de restauration complète, d'une vidéothèque régionale, la première du genre. Il s'agit d'une antenne régionale de l'institut national de l'audiovisuel (INA).

Désormais, toute la « mémoire audiovisuelle » de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est sauvegardée et conservée.

Tous les sujets traités par FR3 Marseille depuis le 8 octobre 1964, date de sa première émission de télévision régionale, jusqu'au mois de juillet 1981, seront archivés dans seize mille

boîtes métalliques dans la Vieille-Charité.

Dans une seconde étape viendra s'ajouter à ce fonds celui de FR3 Nice.

Une équipe de dix personnes sera chargée de la gestion de ces documents, qui pourront éventuellement être présentés au public. — (Corresp.)

DES BÊTES MAL TRANSPORTÉES

Les conventions du Conseil de l'Europe relatives aux transports d'animaux ne sont pas respectées. C'est ce qu'a constaté les vétérinaires, spécialistes de la protection animale, éleveurs et représentants des consommateurs d'une quinzaine de pays réunis à Strasbourg à l'occasion de la deuxième conférence européenne pour la protection des animaux de ferme.

Le transport des bêtes sur pied a pris une extension sans précédent. En 1980, sans compter les transports intérieurs, 222 millions d'animaux vivants ont franchi les seules frontières de la Communauté européenne. Or, les vols des bêtes, notamment, sont soumis au stress des chargements et déchargements. D'où l'absence de procédures adaptées.

Le confinement dans immenses cages, l'absence de soins vétérinaires, des mesures d'urgence en cas de grève des chemins de fer et l'absence totale de transport des bêtes de boucherie. Ceux-ci devraient être abattus dans leur pays d'origine et leur viande transportée en wagons frigorifiques. — (Corresp.)

■ Dix villes de la Gironde désherbées. — Le préfet de la Gironde a déclaré désherbées dix communes de la Gironde, dont Bordeaux, après les orages qui se sont abattus, le 31 mai sur l'agglomération bordelaise.

"Nous, nous ne paierons que le 1^{er} tiers"



Trop, c'est trop ! Finies les notes d'eau chaude et de chauffage exorbitantes. Maintenant, je ne paierai que le premier tiers et pas un centime de plus. La différence, c'est Cuenod qui me la propose. Avec les pompes à chaleur Cuenod, je peux enfin me soulager du poids des énergies traditionnelles : les 2/3 de l'énergie nécessaire à ma production d'eau chaude et de chauffage sont captés dans l'air ambiant, donc gratuits. Et croyez-moi, l'économie sera de plus en plus appréciable. De plus, les pompes à chaleur Cuenod répondent à tous les problèmes de chauffage et de production d'eau chaude. Une bonne raison d'être indépendante et de tirer la langue aux factures excessives. Consultez l'installateur Cuenod de votre localité, c'est un homme compétent qui vous donnera toutes les informations utiles, ou retournez le bon à découper ci-contre.

Lorsque mon mari m'a dit que nous allions diviser notre note d'eau chaude et de chauffage par trois, je me suis dit que c'était au début de notre combat. Qu'il ne faudrait compter les gains et trouver qu'un radiateur sur trois. Il n'y a rien de plus rassurant que de savoir que l'on ne paiera pas de changer notre mode de vie, mais d'utiliser la chaleur gratuite contenue dans l'air ambiant. Je croyais aussi qu'il nous serait nécessaire d'entreprendre de gros travaux. Pas du tout ! Les pompes à chaleur Cuenod s'installent sans difficulté à toutes les installations neuves ou existantes. Alors, si vous voulez payer moins et tirer la langue aux énergies traditionnelles, faites comme nous. Pour une utilisation rationnelle de l'énergie et la maîtrise de votre consommation.

Je souhaite recevoir gratuitement :
☐ une brochure à chaleur eau chaude. ☐ une pompe à chaleur Cuenod.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Ville : _____
Code postal : _____

CUENOD
Thermotechnique
BP 193-74102 Annemasse Cédex

Pompes à chaleur Cuenod, 2/3 d'énergie gratuite.

مكتبة القرآن الكريم

مكتبة الأمل

une semaine avec

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le Monde

Culture éclatée

par COLETTE GODARD

C'EST après-midi, veille de l'Ascension, une centaine de personnes s'agitent dans la cour de la ferme à 2,5 km de Montpellier, et en voiture rapide sur route dégagée, 6 minutes du centre-ville : au domaine de Grammont. D'un même mouvement accablé, on apporte des fleurs et on les plante sur des plates-bandes préparées à l'avance, on ratisse et on goudronne les allées, on enfouit de longs tréteaux sous un chapeau rayé bleu, on éjecte les derniers gravats du bâtiment rectangulaire, ex-atelier de décor aménagé en salle de spectacle. A 21 heures tout est prêt, les fleurs égayent les allées goudronnées, les canettes attendant sur les longs tréteaux du chapiteau, et à côté joue une fanfare. Il y a du public en masse pour les fautesuilles carmines, disposées en pente face au rideau de scène où sont représentées, largement agrandies, des cartes postales coquardaises, françaises et allemandes de la Grande Guerre. A 21 h 30, Noël en front, par le Magic Circus, inaugure le Grammont, après quelques paroles de Jérôme Savary et de Georges Frêche, maire de Montpellier.

Depuis le 1^{er} janvier 1982, le Magic Circus, sous la direction de Jérôme Savary et de Christian Gay-Bellile, est Centre dramatique du Languedoc-Roussillon. Son siège est à Béziers, il doit couvrir les villes de la région, y compris Montpellier, capitale et pôle d'attraction, même si le maire se défend de vouloir y polariser toutes les activités artistiques. Mais c'est un fait, et il le revendique, il a gagné son siège sur son programme culturel, domaine négligé par son prédéces-

Histoires de Schéhérazade

Xavier Dejean, le révé de démocratiser le musée : à l'occasion d'une exposition sur les Mille et Une Nuits (l'islam à l'ordre du jour, les Femmes d'Alger de Delacroix en vedette) un conteur est venu adapter pour les enfants d'immigrés et les autres - les belles histoires de Schéhérazade. Une exposition sur « l'approche de la peinture par la technique » a voyagé de Mende à Perpignan, financée par l'office régional, organisée par une association de conservateurs qui n'est pas affiliée à l'association nationale.

Se passer de Paris est vu comme une réussite. Les villes courent après le prestige. Aux portes d'Agde, les banderoles proclament « Bienvenue à l'Éphèbe », cette statue gracieuse découverte en 1954 par des archéologues locaux, récupérée par le Louvre, prête à l'occasion d'une manifestation philatélique, et que le maire à présent veut garder.

Le Languedoc-Roussillon est un patchwork de villes moyennes, aux ressources tout aussi moyennes. L'avantage : les entreprises individuelles n'ont pas à entrer en compétition avec de puissants organismes, ne sont pas noyées dans la masse.

L'inconvénient : leurs limites. L'invention y est plus favorisée que la création. Les provinces sont fertiles en vrais originaux, telle cette ex-canote qui dirige un ciné-club à Clermont-Hérault, telle, près de Nîmes, cette famille où de père en fils on restaure avec un soin fou des fragments de films anciens.

La création, dans quelque domaine que ce soit, a besoin d'un mouvement de public, d'un public en mouvement et cela ne peut se trouver que dans une capitale. Montpellier, ville universitaire, avec ses trente-sept mille étudiants en année scolaire, est devenue une ville-test pour le cinéma. Gaumont y ouvre des multiscopes, on y présente les films

avant Paris. Dans la région, il y a bien une cinquantaine de ciné-clubs, mais dans les petites cités, avec cent ou cent vingt adhérents, ils ont du mal à tenir.

Les inégalités sont toujours mal vécues. Arles proteste qu'on lui vole son festival quand Montpellier organise une exposition de photos, pourtant beaucoup moins importante. L'agacement se ressent d'autant plus que Georges Frêche, qui n'a pas d'adjoint aux affaires culturelles, est donc entièrement responsable des activités de la ville ; de plus, il est président du conseil régional, et de l'office régional, son émanation qu'il a créée sur le modèle du Nord-Pas-de-Calais, ou de la Provence-Côte d'Azur. Ces offices étaient destinés à contre-balancer les délégations des affaires culturelles sous le précédent gouvernement.

Le pouvoir de Georges Frêche n'est donc pas négligeable. Il se défend d'être, comme on le lui reproche, un autocrate. Il est en tout cas impatient d'agir, à l'effet de ce qui peut servir le prestige de Montpellier.

« Il ne s'agit pas seulement de prestige, dit-il, mais d'ouverture indispensable. D'ailleurs, nous mettons systématiquement en place des « Maisons pour tous » dans les quartiers. Six fonctionnent, deux sont en cours d'aménagement, et nous engageons des architectes en collaboration avec la Fédération Léo-Lagrange. Le Palais des sports est disponible pour le jazz, et là, je n'y connais rien, je fais confiance aux organisateurs. » Pour le reste, Georges Frêche se fait confiance, vérifie le bien-fondé des réputation, fait rénover le théâtre municipal, principalement consacré au lyrique (le lyrique, c'est cher) avec un orchestre symphonique qui doit devenir régional et être dédoublé, un centre chorégraphique régional, financé par le ministère de la culture et la municipalité.

(Lire la suite page 10.)

Montpellier : le bel avenir d'une capitale studieuse

« MONTPELLIER est avant tout une ville d'études, riche en bibliothèques, musées, ressources intellectuelles de tous ordres. » Les pages jaunes du bulletin de l'Association des amis de l'université de Montpellier de la fin des années 20 ne cessent de faire l'éloge de la cité. Les auteurs de la brochure encouragent les jeunes étrangers à venir faire leurs études dans la préfecture de l'Hérault précisant même : « Les étrangers ne trouvant l'influence de l'accent méridional ni à l'université ni dans les milieux qu'ils auront à fréquenter. » Les amis de l'université (avocats, banquiers et négociants) du début du siècle savaient aussi vanter les mérites de leur cité intellectuelle auprès des jeunes Français d'autres régions. Ils leur parlaient de l'atmosphère - « Montpellier est recommandée comme ville d'hiver », - des excursions possibles et de la proximité de la mer qui « encourage nos étudiants à pratiquer le canotage ».

Un demi-siècle plus tard, la façade de la faculté de médecine, octroyée, affirme toujours l'importance de l'université dans la ville. Les vieilles ruelles étroites s'appellent toujours rue de l'École, rue de l'Université et la petite place ambragée « Plan de l'Université ». Des échoppes ont à peine changé, la « Librairie-papeterie des Etudiants » affiche toujours des précis de droit et la célèbre « Bouguierie du Languedoc » reste la seule en France à ne vendre que des livres scolaires et universitaires d'occasion, selon son propriétaire.

La présence des étudiants, des enseignants, est partout sensible dans la ville. Le nombre de salles de cinéma en porte témoignage, comme les agences de voyages proposant des « tarifs étudiants », les vastes terrasses, les restaurants coopératifs ou végétariens, les cafés-théâtres, les discothèques, les affiches sur les murs annonçant, pêle-mêle, concerts, meetings politiques, clubs, ou plus simplement l'adresse d'un imprimeur qui offre des « tarifs encore meilleurs chez les théâtres ».

Il y a donc quelque trente-cinq mille étudiants à fréquenter les trois universités de Montpellier et les établissements d'enseignement supérieur

rattachés à d'autres ministères. Chiffre important pour une ville qui compte moins de deux cent mille habitants. Chiffre qui permet à M. Georges Frêche, député et maire, d'affirmer : « Montpellier est la ville de France qui possède le plus grand nombre d'étudiants par rapport au nombre d'habitants. » Une cité qui vit au rythme de l'année universitaire : « Pendant les grandes vacances, l'absence des étudiants est mal visible, explique un enseignant, car ils sont remplacés par les touristes. Mais lors des congés de Noël ou de février, la ville semble parfois se vider. »

Le premier chirurgien de Louis XV

Rue de l'École-de-Médecine, des bornes empêchent maintenant le stationnement des voitures. Mais la faculté de médecine est toujours là, adossée à la cathédrale Saint-Pierre. L'ancien monastère a gardé son caractère solaire et ses marbres. M. Roger Bégon, secrétaire général de l'université de Montpellier, aime à parler de « la plus ancienne faculté de médecine du monde fonctionnant de nos jours ». Un édit cardinalice du cardinal Cambré, légat en Languedoc du pape Honorius III, a institué, en 1120, l'école de médecine « mais cette reconnaissance, précise M. Bégon, entérine un enseignement existant depuis longtemps ».

Du côté des juristes, qui cohabitent avec les médecins et les pharmaciens dans l'université de Montpellier, si on ne conteste pas ces dates, on rappelle, sans modestie, que la première école de droit a été fondée vers 1160 par l'illustre juriste Placien, chassé de l'Italie, qui vint s'établir dans notre ville avec ses recueils de glosses et y importa, pour le droit romain, les doctrines et les méthodes de la célèbre école de Bologne.

La véritable naissance de l'université de Montpellier, qui évite de méconter médecins et juristes, peut être fixée par une bulle pontificale du pape Nicolas IV du 26 octobre 1289, qui rassemblait dans le Studium générale de l'université de Montpellier une école de médecine, une école de droit et une école des arts. L'enseignement de la pharma-

cie n'a débuté officiellement qu'en 1572 par la création d'un « collège des opothécaires ». Au cours des siècles, les élèves se sont succédé à l'université, des élèves dont certains devinrent célèbres comme les diplômés en droit : Pétrarque et Paul Valéry, ou l'ancien étudiant en médecine, François Rabelais.

M. Jacques Mirouze, l'actuel président de l'université, est fier de ce passé, et il rappelle que le « brassage des cultures aussi différentes qu'étaient au Moyen Âge les cultures juives, chrétiennes et musulmanes permit aux universitaires de Montpellier de s'enorgueillir d'avoir, grâce à ce passé, leur originalité ». Mais, pour le président, les heures de gloire de l'université ne suffisent pas à faire oublier l'étroitesse des locaux. Dispersés dans plusieurs bâtiments anciens, situés en centre ville, l'université aujourd'hui manque de salles de cours et de bureaux pour les enseignants. Selon M. Mirouze, le déficit en locaux est de 9 000 mètres carrés pour le droit et de 15 000 pour la médecine. « Pour les dix-huit mille étudiants que nous accueillons, il est nécessaire de construire rapidement de nouveaux bâtiments », explique le président.

Un terrain appartenant à l'éducation nationale, situé route de Ganges, à proximité du nouvel hôpital La Peyronie, pourrait permettre la construction d'une unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de médecine. Le coût des travaux, autour de 50 millions de francs, estimant les responsables du rectorat, nécessite un engagement précis du ministre de l'éducation nationale. Cette réalisation offrirait aux juristes la possibilité de s'agrandir dans les locaux laissés vacants par les médecins. Une solution qui a les faveurs de la municipalité, car pour M. Frêche « elle contribuerait de manière décisive à maintenir la vie, l'animation et la chalandise des quartiers entre la rue de l'Université et la cathédrale Saint-Pierre ».

Les campus dans la ville

Les deux autres universités de Montpellier, Paul-Valéry (lettres) et l'université des sciences et techniques du Languedoc (à dominante scientifique) sont situées à l'exté-

rieur de la ville historique. Leurs bâtiments modernes, fréquentés par huit mille étudiants pour les lettres, et sept mille cinq cents pour les sciences, ne donnent pas l'impression de campus isolé, la végétation et les habitations qui les entourent les attachent encore à la ville.

L'héritage de l'université de Montpellier, ce sont ces nombreux étudiants étrangers qu'elle a formés et qui, maintenant, enseignent ou exercent un métier dans les différents pays du bassin méditerranéen, en Afrique et même en Amérique latine.

Mais l'héritage de l'enseignement supérieur à Montpellier, c'est aussi l'importance du potentiel recherche, accumulé dans cette ville. M. Jacques Demaille, président du conseil scientifique de l'université de Montpellier-I, et correspondant scientifique régional du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), n'hésite pas à parler de la « prédominance de cerveaux et de recherche ».

La région du Languedoc-Roussillon se situe au cinquième rang des centres régionaux du C.N.R.S. Près de six cents personnes, dont la moitié de chercheurs, travaillent dans une cinquantaine de formations de recherche, soit directement rattachées au C.N.R.S., soit liées à lui par des conventions d'association. La recherche la plus importante est orientée vers les sciences de la vie et les sciences de la terre. Dans les locaux récents et bien équipés, situés route de Mende, les chercheurs étudient la biochimie macromoléculaire ou les relations entre les organismes vivants et le « milieu ». Dans les laboratoires des universités de Montpellier, les travaux se poursuivent en biochimie, en endocrinologie, en génie génétique, pendant qu'à Perpignan, dans la jeune université des Pyrénées-Orientales, d'autres enseignants-chercheurs s'interrogent sur la relation entre la dynamique des sédiments et leur géochimie.

Une recherche qui représente une richesse pour la région, même si les laboratoires ne peuvent entretenir que peu de relations suivies avec un environnement industriel faible.

SERGE BOLLOCH.

Un entretien avec le président de la région

« M. Tallades, vous êtes sénateur socialiste du Gard depuis 1948 et vous avez été élu président du conseil régional de Languedoc-Roussillon en 1974. Que représente pour vous la décentralisation envisagée du point de vue du conseil régional, surtout au lendemain du 15 avril, date à laquelle l'exécutif régional a été transféré aux présidents des conseils régionaux ? »

« Je voudrais souligner, pour commencer, que les initiatives qui ont été prises ne sont pas d'une certaine manière, sans précédent. Au-delà de la volonté du président de la République et du gouvernement, elles relèvent, en effet, d'une lente maturation de l'institution régionale comme échelon de décisions politiques, administratives et financières. »

« Dès l'œuvre de reconstruction et d'aménagement du territoire commencée au lendemain de la Libération, les forces vives de la nation avaient pris conscience que la région pouvait constituer la dimension la meilleure pour la conduite des politiques d'animation économique, d'industrialisation et de coordination des grands équipements publics. »

« Mais s'il y a, dans ce domaine, un héritage historique indéniable, je n'oublie pas qu'il est fait aussi de tergiversations, de demi-mesures et de dispositions restrictives. La loi de juillet 1972 portant création des régions a muselé les établissements publics régionaux. C'est au gouvernement d'union à majorité socialiste né du 10 mai que revient le mérite d'avoir permis au pays de franchir ce saut historique de la décentralisa-

tion, qui s'inscrit dans un processus de démocratisation des institutions souhaité par la majorité des Français, au printemps de 1981.

« Quant au fond, en tant que membre de la commission des lois du Sénat, je ne puis m'empêcher de formuler la remarque suivante : si l'État, au travers des garanties d'efficacité qu'il représente, est la personification juridique de la nation consécutive à la centralisation politique, économique et juridique de tous les éléments de la nation, j'ai la conviction que la décentralisation des pouvoirs est à même de contribuer à parfaire la création du régime civil. Ce à quoi va donner lieu la mise en application de la décentralisation ne s'oppose donc pas à la souveraineté de l'État. Au contraire, la décentralisation des pouvoirs représente, à mes yeux, une chance supplémentaire de prévenir un toujours possible dépérissement de l'État. »

« Il s'agit de « rendre le pouvoir aux citoyens ». Cela signifie que cette restitution est une des conditions de la redéfinition de la notion de solidarité. Dans cette perspective, la région ne pouvait pas ne pas figurer au nombre des niveaux de décision, afin de susciter la mise en œuvre d'une véritable et nécessaire solidarité sur l'ensemble du territoire. »

« Je veux dire qu'il ne s'agit pas d'accroître seulement les libertés pour elles-mêmes. Dans le cas précis de Languedoc-Roussillon, en raison

d'une activité agricole en constante régression, à cause de la faiblesse du tissu industriel, notre région compte aujourd'hui 78 000 demandeurs d'emploi. »

« La décentralisation, qui confère à la région une vocation de développement économique, devrait permettre, avec son corollaire la planification, de réaliser des objectifs définis démocratiquement et rationnellement dans l'intérêt du plus grand nombre. »

(Lire la suite page 11.)

D'une Méditerranée à l'autre

Lire page 11 les propos de M. Raymond Courrière, secrétaire d'État chargé des rapatriés

FRANTEL

MONTPELLIER - Tél. (67) 64-65-66

Le polygone, au cœur des affaires.

LA GRANDE-MOTTE - Tél. (67) 56-90-81

Sur le port, au cœur des loisirs depuis dix ans.

THERMES DU BOULOU

MIGRAINES, ALLERGIES, SÉQUELLES D'HÉPATITES

Renseignements :

ÉTABLISSEMENT THERMAL 86100 LE BOULOU

Tél. : (68) 83-01-17

CUENOD
Thermothérapie
gratuite.

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

Culture éclatée

(suite de la page 9.)

Il est dirigé par Dominique Bagnouet, enfant de la modernité, lauréat du concours de Bagnouet en 1976. Il est venu avec sa compagnie, mais accueille des élèves aux séances d'entraînement du matin. Il a découvert des « éléments intéressants, des sujets d'étude », qu'il n'est pas question d'engager, mais qui auraient pu être l'opportunité de former leur compagnie ailleurs.

En trouveront-ils les moyens en argent, en équipement ?... Le manque d'équipement, leur vétusté, leur inadéquation, c'est la plaie de la France. Là encore, seules les villes importantes peuvent se permettre de les entretenir, de les moderniser et y trouvent leur intérêt. Maintenir le personnel d'un théâtre municipal pour quelques représentations par an n'est pas à la portée de tous les budgets. On peut visiter à Pâques une merveilleuse petite salle à l'italienne, fermée depuis trente ans, sauvée de la démolition par la récupération immobilière. « Les plus grandes ont joué » — c'est inscrit sur une plaque à l'entrée — « Merguier Moreno, Gérard Philippe », se souvient le gardien qui a reçu, de son père, les clés.

Si à Béziers, la mairie fait construire pour le Magic Circus des ateliers et une salle qui sera la réplique du Gramont de Montpellier, à Narbonne, le théâtre reste inachevé depuis l'après-guerre, à Sète il est bien petit, à

Perpignan c'est un Palais des congrès, une de ces salles polyvalentes construites dans les années 50 et qui ne sont pratiquées pour rien. Cette déperdition est un problème pour tourner. Le temps n'est plus aux décors fabriqués sur le même modèle simplifié, aux éclairages standards, des costumes bricolés d'un spectacle sur l'autre. Le cinéma, la télévision, les ambitions des troupes décentralisées ont enseigné l'exigence.

Pourtant, à Orlon — deux cent cinquante habitants — le foyer rural connaît une activité permanente, grâce à Henri Carteyrade et à Yves Goumellon. Quatorze manifestations, de novembre à juin, avec à chaque fois une centaine de spectateurs, venus de l'arrière-pays. En juillet et en août, il y a les soirées d'Orlon — le Magic Circus y vient le 14 juillet avec les opérettes d'Orlonbach — un endroit superbe alors que le foyer rural est à peine un hanger, muni de quelques projecteurs. Mais une subvention (200 000 F) va être attribuée pour la création amateur. Là aussi, c'est l'entreprise individuelle qui compte. Henri Carteyrade et Yves Goumellon veulent faire du village un centre actif, mais ils ne s'y enferment pas. Ils vont partout, s'intéressent à tout, interrogent sur tout avec passion et lucidité. Ils représentent quand même un cas limite.

Quarante troupes

Dans la région, une quarantaine de troupes théâtrales sont recensées dont la moitié sont ou se voudraient professionnelles. Parmi elles, combien s'en sont ? Celles qui ont une assise, comme la Rampe (ex-Carriera), le Théâtre populaire des Cévennes, fondé par Guy Vassal il y a une quinzaine d'années et qui assure l'état le festival d'Aigues-Mortes, le Théâtre quotidien de Montpellier, dirigé par Michel Touraillat (un pionnier de la décentralisation), par ailleurs professeur au conservatoire et à qui la municipalité vient d'attribuer une nouvelle salle.

Les autorités, les collectivités, la population aussi, tous attendent que le Magic Circus « dynamise la région » et l'empêche dans son mouvement flamboyant. Et les troupes régionales ? Elles ont eu avec le précédent directeur du centre dramatique, Jac-

ques Echantillon, des relations difficiles. Regarder un « parachuté de Paris » compter sa subvention en millions lourds alors que soi-même, on court après quelques francs, c'est toujours cuisant. Leur agressivité s'est émue avec les échecs répétés, la dissolution de l'Action pour le jeune théâtre, avec le changement de gouvernement et l'espoir en un ministère riche, généreux, attentif à tous les déshérences de déserts culturels. Et puis le Magic Circus est un modèle, dans la mesure où même avec un public immense et une notoriété internationale, il a été longtemps rejeté de l'établissement. Mais il aura comme tous les autres centres à naviguer entre le paternalisme et l'indifférence. A moins qu'il n'invente une troisième voie, qu'il réalise la quadrature du cercle.

COLETTE GODARD.

La chartreuse des musiques du monde

Il dit les roses d'Espagne ou de Damas, il rêve au parfum des jasmins et des résédas, il savoure en songe la fraîcheur des ombrages et des marbres. Il déclare d'emblée qu'« en ce paradis accessible où les bassins symboliquement approvisionnent le ciel, tout se dégage dans le double plaisir de la sensualité immédiate et d'un code poétique, profane ou mystique ».

Celui qui s'appelle Denis Raison évoque ainsi le voyage qu'il prépare depuis les jardins de l'Arabie et de la Perse jusqu'à ceux des Indes ou de l'Espagne, ce voyage immobile : en réalité, il met une dernière main à l'exposition Jardins de l'Islam qui, du 10 juillet au 31 août, métamorphosera l'église à ciel ouvert et le petit cloître de la chartreuse du val de Bénédiction.

« Un corps hanté de songes »

On peut compter sur son talent pour suggérer et expliquer cet art-là de jouer des plantes et d'accorder leurs formes et couleurs aux espaces. L'été passé, il a fait connaître vingt jardins remarquables de la Méditerranée. En 1970, avec force images et prototypes de machines anciennes, il racontait la grande histoire de l'eau : des sources et fontaines aux premières turbines jusqu'aux vicissitudes du Rhône en passant, via les bains de l'Antiquité, par la mode du thermalisme qui, chacun sait, commença avec l'arrivée en 1789, au bord du lac Léman, d'un marquis auvergnat chassé par la Révolution : le gentilhomme s'empêcha d'établir le renommée de

cette eau d'Évian qui coulait dans le jardin du sieur Cachat. Encore avant, avant même une autre exposition retraçant l'épopée des trois races d'arbres qui, en un combat inégal, se disputent la France du Sud, Denis Raison, joliment, avait peuplé la chartreuse et ses cours intérieures de légendes et de réalités liées en vent. Comme si chaque année depuis neuf ans que se sont ouvertes les Rencontres internationales d'été de Villeneuve-lès-Avignon et depuis neuf ans qu'il assiste Bernard Tournois, le directeur du lieu, comme s'il cherchait à communiquer sa passion investigatrice pour... on pourrait dire pour les éléments. Les éléments disons, après tout, puisque l'équipe du CIRCA (Centre international de recherche, de création et d'animation) concerte aussi pour les Rencontres prochaines au domaine de Bacclard. « De la cave ou grenier, un corps hanté de songes ». Sur l'idée du logis selon le philosophe, Michaël Lonsdale mettra en scène un montage de poèmes et de sons. Un spectacle un peu musical lié à une exposition et le même thème, organisée celle-là par Gil Jonnard, responsable de l'année de la « maison des livres et des mots » (un des ateliers permanents du CIRCA à côté des sections « images et sons » et « environnement »).

Mais revenons aux Jardins de l'Islam et à l'occasion d'annoncer qu'en relation directe avec cette exposition sera donnée une série de concerts de musique islamique : chants liturgiques de l'ancienne Tunisie, mélodies des troupes turques ou ballades judéo-espagnoles, mélodies égyptiennes ou iraniennes. On réentendra Kudi Erguner, le joueur

de nay déjà invité l'an passé avec un groupe de derviches tourneurs d'Istanbul. Ce dernier anime cette fois un stage où les discours de circonstance sur le dialogue Nord-Sud cessent de sonner un peu creux.

France-Culture, qui prête son concours aux opérations du CIRCA, a maintes fois donné à Kudi Erguner l'occasion de prouver que les musiciens européens ont à apprendre de la tradition orientale.

L'Amérique sera là aussi puisque cinq des soirées consacrées à la musique contemporaine seront animées par l'ensemble CCMC de Toronto, orchestre dévoué à la cause de la « musique libre », bien connu de John Cage et de Iannis Xenakis. Enfin, l'association MC 2, qui à Avignon, toute l'année, fait connaître et jouer la musique contemporaine, propose à la chartreuse et toujours en liaison avec France-Culture de faire connaître l'actualité musicale italienne. Sans parler ici du concert réservé aux musiciens du Luberon où l'on entendra des œuvres de Knud Victor, celui qui enregistre dans ce pays les vers au creux des pommes, la respiration des escargots, les souffles de la nuit, le chant des oiseaux, les battements de cœur et les bruissements d'arbre.

Le ton du Père abbé

Selon M. Bernard Tournois qui, depuis 1974, où il a commencé à superviser les énormes travaux de restauration architecturale pour mieux présider aux destinées de l'endroit délaissé par les derniers moines en 1792, il faudrait que la musique trouve là une place à long terme d'année. Il étudie la perspec-

tive d'un atelier d'acoustique et, quand les cellules des chartreux destinées à accueillir les pensionnaires auront été toutes aménagées, viendront hors de l'été des invités.

Il y a déjà deux résidents à la chartreuse, deux écrivains : Hugo Laurot et Bernard Noël à qui le Centre national des livres a attribué une bourse pour passer 13 ans, à demeure. Car, et M. Bernard Tournois insiste, ici ce n'est pas la villa Médicis. Les candidats ont à contribuer aux activités communes. « Pendant un quart de leur temps au moins », ajoute-t-il, on peut avoir le ton du Père abbé à son chapitre. Un ton ou plutôt une conviction : qui semble avoir réussi, à en juger par le dynamisme des vingt permanents de ce centre de rencontres assez différent des cinq autres équipes existant dans une chartreuse.

A Arc-et-Senans, dans les salons de Ledoux, on tient un autre langage : à Lunz, encore un autre. Comme si dans chacun de ces hauts lieux d'un patrimoine réintégré par l'avant-garde, l'architecture doit déterminer un style. Il faudrait retracer l'histoire de chacun des centres de rencontres. Ce serait une autre histoire.

Le mouvement de Villeneuve-lès-Avignon accueille chaque année trente mille « spectateurs-utilisateurs », ce sur une commune de neuf mille habitants, pourrait-on dire pour conclure de manière efficace, sinon abrupte.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* L'ouverture à partir du 15 juin par correspondance, CIRCA, la chartreuse, 30400 Villeneuve-lès-Avignon.

Carcassonne, trop pingre avec son festival

CARCASSONNE. C'est avant tout un lieu unique, impressionnant, monumental : la cité médiévale, dont les remparts dignes d'un décor hollywoodien dominent la ville basse. L'idée d'y présenter de grandioses mises en scène remonte presque à la nuit des temps. Jean Deschamps, en créant le festival en 1957, suivait la voie ouverte par Jean Vilar à Avignon. Mais jamais Carcassonne, même dans ses plus grands succès, n'a pu se hisser au niveau de la cité des papes. Sous-produit d'Avignon, le festival n'a pas eu, de surcroît, un soutien politique digne de son ambition. Il est donc resté avant tout un événement départemental, une sorte de montre révélateur quinze jours par an en juillet dans un décor culturel.

La bourgeoisie locale y venait en belles toilettes pour applaudir Pierre Vaneck dans *Hamlet* ou Gérard Philipe dans *Le prince de Hombourg*. Elle côtoyait avec ravissement les vedettes du jour dans les pittoresques bistrot de la cité. Elle avait son petit Avignon et cela lui suffisait.

Plus tard, d'autres hommes sont venus qui ont voulu donner une personnalité à ce festival qui n'en avait pas. Jacques Echantillon, de 1975 à 1978, a essayé de faire une manifesta-

tion vraiment populaire en multipliant les lieux de spectacle, en invitant des artistes non conformistes et en donnant à la culture occitane la place qu'elle méritait. Dans cette ville de tradition socialiste, il choqua et fut accusé de politiser le festival. Son successeur, Gilles Durupt, fut plus ambitieux encore. Avant tout le festival, alors qu'on ne parlait encore des échanges culturels Nord-Sud chers à Jack Lang, il tenta de faire du festival 1980 un carrefour des cultures méditerranéennes.

Pendant un mois, la cité devint une tour de Babel où se mêlaient les langues kabyle, turque, grecque, espagnole, catalane et occitane. En saluant à sa façon la Méditerranée, Carcassonne avait enfin trouvé une âme. Mais, cette année-là, les Carcassonnais n'en voulurent pas. Ils tenaient à leurs vieilles habitudes, Shakespeare, *Carmen* et l'Orchestre du Capitole.

Gilles Durupt, dont le festival avait, par ailleurs, coûté beaucoup trop cher au goût des élus, fut éconduit et remplacé par un rigoureux gestionnaire, Jean Alary, directeur du Théâtre municipal, ancien bras droit de Jean Deschamps.

Avec Jean Alary, le festival est revenu à sa tradition : une program-

mation éclectique, bien dosée, théâtre par-ci, musique par-là, et variétés par-ci par-là. Une grande absence toutefois : la création. Aucun metteur en scène n'a pu faire joujou en 1981 avec le grand théâtre de la cité, ce lieu qui avait tant fait rêver les années précédentes. Denis Llorca, Michel Tournois, Petrika Ioannou et Jacques Echantillon.

Trénet, cet été

Il faut dire que Jean Alary n'a pas les mains libres. Une création, ça coûte cher, ça n'attire pas forcément la foule, ça peut être raté, bref, c'est risqué. Or la municipalité de Carcassonne ne veut plus entendre parler de déficit. Sa subvention, avec celles du département et de l'Etat, dépense tout juste les 2 millions de francs. Elle ne déboursa pas une centime de plus, Jean Alary le sait. « Une ville doit assurer le divertissement et la culture au même titre qu'elle amène l'eau et l'électricité dans un nouveau quartier », dit-il. La notion de rentabilité ne doit pas rentrer en ligne de compte.

Pourtant, s'il n'est pas question de faire un festival rentable, Jean Alary est contraint, pour équilibrer un

budget mesuré au plus juste, de penser d'abord à remplir les salles. Pour cela, il n'y a pas de secret : il élabore son projet à partir de valeurs sûres. En juillet 1982, on verra notamment à la cité les étoiles de l'Opéra de Paris, des mises en scène de Denis Llorca (*Les Possédés*), Jérôme Savary (*l'Histoire du soldat*) et Jean-Louis Martin-Barthez (*Jules César*). Charles Trénet, Claude Marli et Charles-Elie Couture. Un programme prestigieux, séduisant, dont le seul défaut, si l'on excepte Charles Trénet, dont on dit que ce sera le seul récital de l'été, est le manque d'originalité. Llorca et Savary seront aussi à Avignon.

Dans son histoire en dents de scie, le Festival de Carcassonne a toujours réservé de bonnes surprises. Il connaît sans doute encore de beaux jours. La politique culturelle du gouvernement et la présence à la tête du Centre dramatique Languedoc-Roussillon de Jérôme Savary — qu'attend-il pour assiéger la vieille cité ? — sont des signes encourageants. Carcassonne ne désespère pas de retrouver enfin son Paul Poux et son Jean Vilar.

BERNARD REVEL.

UN GROUPE REGIONAL FRANCAIS A RAYONNEMENT INTERNATIONAL

SETI - BANCILHON - IRRIFRANCE

PREMIER FABRICANT EUROPEEN POUR LE MATERIEL ET LES TECHNIQUES D'IRRIGATION

SETI

(Z.I. 30800 St GILLES) spécialisée dans l'étude et l'ingénierie des grands projets d'irrigation, cette société possède des références solides dans de nombreux pays du Tiers-Monde.

bancilhon

irrigation s.a

(Z.I. 30800 St GILLES) installée dans le Gard, cette société fabrique et commercialise des matériels d'irrigation : tubes et raccords en aluminium, accessoires divers, appareils mécanisés. Son activité s'étend sur la France et l'Export.

irrifrance

(34230 PAULHAN) héritière d'une longue tradition dans l'hydraulique agricole et leader du marché français de l'irrigation, cette société conçoit et fabrique une gamme très étendue de matériels : conduites Alu, raccords et accessoires en acier galvanisé - Matériaux d'aspersion, Enrouleurs, Pivots, Gouttes à Goutte.

Une équipe complète d'Ingénieurs, d'Agronomes, de Projeteurs, de Techniciens et Ouvriers hautement qualifiés.

ÉCRIVAINS LOIN DE PARIS

Mots du Sud

QUOIQU' diamétralement opposés, Bousquet et celle de Pierre Reverdy ont à maints égards exemplaires d'une sorte d'exil où se tiennent les écrivains et les littératures du Sud. Comme si la culture et l'espace méditerranéen venaient ajouter à l'ordre de l'« entrainement infini » quelques contraintes et urgences supplémentaires.

A Carcassonne, dans la chambre de Bousquet, « la guerre » jamais logée au milieu du corps », trente années durant défilait tout ce que la France et une partie de l'Europe connaissent d'écrits. Différemment, le Narbonnais Reverdy, aspiré par le nudité, après avoir traversé toutes les expériences, s'éteignait dans la eillance de l'abbaye de Solesmes, en 1980. Le premier se situe « en pleine droite cathare », la seconde près du « ravin noir où tout s'efface », quand écrire consiste à répondre au « désir de se mieux connaître ».

Il me semble que la littérature contemporaine du Sud participe à la fois de l'affirmation d'une culture irréductible et de l'impérieuse nécessité d'une reconnaissance par l'autre, non seulement du point de vue de la production des œuvres, mais encore de leur circulation et des conditions de leur diffusion.

Mais, de la lecture du catalogue des écrivains et revues dressé par l'Office régional de la culture du Languedoc-Roussillon, il ressort qu'ou bien la revendication régionaliste contribue, malgré elle, à

renforcer en fin de compte le ghetto culturel, ou bien les entreprises éditoriales, à vouloir garantir avec Paris, finissent par ressembler à ce avec quoi elles prétendent se mesurer.

Seul, Fata Morgana, dirigé par Marie-Jo et Bruno Roy, a su résoudre cette difficulté. Après plus de quinze ans d'activité, l'éditeur de Montpellier incarne la tradition du livre telle que l'avait conçue Guy Levis-Mano. Plus récemment, Jacques Brémont — qui publie notamment la revue *Anima* avec Isabelle Baledine-Howard — a, lui aussi, misé sur la qualité.

Parmi les revues de littérature, il convient d'indiquer les *Cahiers collectifs*, dont le dernier numéro est consacré à la question de l'« origine » et à Georges Bataille, et *Préface*, dirigée par Franc Ducros, qui ouvre ses livraisons aux écrivains italiens et aux travaux du philosophe Bernard Salignon.

C'est aussi avec le plus grand intérêt que l'on doit considérer l'évolution des *Cahiers de littérature* Tarriers. Fondée en 1977 par l'écrivain Serge Velay et le peintre Michel Duport, cette revue a donné à lire et à voir les textes et les travaux de plus de cinquante écrivains et artistes contemporains. On peut citer : Edmond Jabès, Emmanuel Lévinas, Roger Giroux, Anne-Marie Albiach, Claude Royet-Journoud, Alain Veinstein, mais aussi Jean Tortat, Roger Laporte, Christian Gabrielle Guez-Ricard, Kenneth White, Alain Paire, qui vivent dans le Midi.

« Au départ, dit Serge Velay, nous n'avons pas souhaité conférer à notre entreprise une vocation régionale particulière. La « ligne » de la revue a été fondée sur le désir de « montrer la littérature dans tous ses états ». La participation de certains artistes amis installés dans la région en est le résultat. La diffusion des *Cahiers*, de format carré (12x21 cm) et de deux cent cinquante exemplaires sur Arches, est nationale et internationale, mais quasi nulle sur le territoire régional. « En raison d'un parti pris de discrétion, nous n'avons jamais participé aux colloques et manifestations diverses organisés dans la région. L'effort de diffusion des revues entreprises par l'Office régional auprès des bibliothèques devrait permettre aux Languedociens et Roussillonnais de découvrir certaines œuvres en train de se faire. L'urgence cependant, dit Michel Duport, qu'on s'en donne de constater qu'il est possible de faire ici aussi bien qu'à Paris, à condition de ne se soucier ni de Paris ni de la région ».

C'est dire que la vocation régionale peut excéder largement celle qui lui était jusqu'ici impartie, à condition d'entretenir une conscience de la culture méditerranéenne et l'affirmation d'une identité à la fois particulière et universelle. A l'occasion de leur cinquante anniversaire et de la parution de leur treizième livraison, les *Cahiers Tarriers*, organisant, avec le gîte

l'Atelier contemporain à Anduze (Gard), du 12 juin au 5 juillet, une exposition rétrospective.

Huit peintres, dont Claude Vialat, Jean-Pierre Pincemin, Michel Steiner, Robert Grobrier, et huit écrivains, dont Bernard Noël, Charles Juliet, Alain Damet, et Jean-Gabriel Coscolluela confrontent leurs travaux autour du thème « Blanc et Noir ».

En quelque sorte, un symbole à deux faces témoignant du désir de solitude et de communication et de la duplicité du ciel de la Méditerranée, tel que le décrit Francis Ponge. Car, derrière le bleu du ciel, souvent se profile l'orage.

JACQUES GAGNIERES.

* Office régional de la culture, 2, rue Girard, 34000 Montpellier.

* Éditions Fata Morgana, Bruno Roy, 19, rue de l'Université, 34000 Montpellier.

* Jacques Brémont, éditeur, route de Bagnols, 30210 Remoulens.

* *Cahiers collectifs*, Jacques Daumet, 28, rue d'Arlier, 30000 Nîmes.

* *Préface*, Franc Ducros, université Paul-Valéry, route de Mende, 34000 Montpellier.

* *Cahiers de littérature Tarriers*, Serge Velay et Michel Duport, 251, chemin du Mas-de-Roussan, 30000 Nîmes.

مكتبة الشاه

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

LES SUCCÈS DE L'AVION

Voie royale pour les routes de l'air

On ne saurait dire que la vocation aéronautique de Montpellier fut toujours évidente. Lorsque, au début des années 60, M. Jean-Gabriel Cristol, actuel président de la chambre de commerce, proposa à ses collègues de financer l'ouverture de l'aéroport de Fréjorgues à des lignes régulières, il ne recueillit que quatre avis favorables sur vingt. Une vingtaine d'années plus tard, ses détracteurs les plus acharnés reconnaissent qu'il avait raison. Non seulement le développement de l'aéroport a dépassé toutes les espérances : le cap des cinq cent mille passagers annuels sera dépassé cette année, tandis que l'Air Littoral demeure une ligne phare d'Air Inter, mais il a vu naître et se développer une des compagnies régionales les plus raisonnablement prospères de France : Air Littoral.

Ces résultats ne furent pas acquis sans effort. Il fallut l'indéfectible foi de M. Cristol pour convaincre les milieux économiques régionaux que Fréjorgues présentait tous les signes d'un destin faste : cette plate-forme de 478 hectares bénéficiant de conditions climatiques et géographiques idéales allait faciliter l'implantation des transporteurs aériens, et sa situation, à 7 kilomètres d'une ville de deux cent mille habitants à haute concentration de matière grise, à la pointe d'un quart de cercle de 30 kilomètres de rayon qui abrite quatre cent cinquante mille personnes l'hiver et 1,5 million l'été, allait attirer une clientèle importante. Mais il fallut davantage encore d'opiniâtreté pour obtenir les subventions nécessaires. Les collectivités locales se dérobant, la chambre de commerce dut payer seule la modernisation de Fréjorgues. Au

fil des années, le bitume de la piste s'allongea de 1 400 à 2 600 mètres. Une aérogare et une tour de contrôle sortirent de terre à la hâte, trop modestes et trop tôt dépassées. Au milieu des années 70, il fallut remettre la main à la pâte, et... au portefeuille : une nouvelle aérogare fut édifiée (coût : 15 millions de francs), puis une nouvelle tour et des parcs de stationnement pour avions, les équipements de sécurité furent renforcés, du personnel supplémentaire embauché. « Au total, nous avons consacré en vingt ans plusieurs milliards de centimes à Fréjorgues », reconnaît M. Cristol. Ce que M. Georges Frécha, le maire de Montpellier, appelle « une attention soutenue, et souvent dédaignée, de la chambre de commerce à l'aéroport ».

Vois de 747

Pourtant, cet effort s'avère insuffisant. Inaugurée il y a cinq ans, l'aérogare est déjà trop petite. Car Montpellier accueille des avions de plus en plus gros : aujourd'hui des Airbus, et même des Boeing-747 (mis pas à pleine charge, vient de l'atterrir, l'an passé, à ses cinq liaisons quotidiennes avec Paris, Air Inter a ajouté deux cent trente vols supplémentaires. Et les chiffres continuent de s'envoler : en avril 1982, la compagnie intérieure et encore transportée 28,5 % de passagers de plus qu'en avril 1981, la compagnie régionale Air Littoral 14,5 %, la compagnie anglaise Dan Air (sur Londres-Montpellier) 11 %. Pour les quatre premiers mois de l'année, le trafic montpellierain de ces trois compagnies a augmenté respectivement de 24,5 %, 27,8 % et 10,3 % par rapport à la période correspon-

dante de 1981. Aujourd'hui, avoue M. Cristol, Fréjorgues fait autant de trafic que les cinq aéroports voisins réunis (Nîmes, Perpignan, Béziers, Carcassonne et Mende).

Il ne fait donc aucun doute que, de 480 000 passagers en 1981, l'aéroport va voir son trafic passer au-dessus des 500 000 cette année. Ses responsables, en nourrissant déjà quelques insomnies en pensant aux engorgements dont l'aérogare sera la théâtre en période de pointe : qu'un Boeing-747 et un Airbus arrivent ou partent au même moment, et c'est l'embouteillage. Il faudrait doubler la capacité d'accueil pour la porter à mille cinq cents passagers simultanés. Mais cela coûterait 8 millions de francs. Il faudrait allonger les voies de roulement des avions. Mais cela coûterait 400 000 francs. Il faudrait redéfinir les parcs pour avions. Mais cela coûterait 200 000 francs. Et il faudrait surtout porter la piste à 3 200 mètres pour lui permettre d'accueillir les plus gros avions en configuration long-courrier et en faire ainsi la plate-forme de décollage de Marseille. Mais, compte tenu de certains problèmes fonciers, on ne sait trop combien cela coûterait.

En tout état de cause, l'addition serait lourde. Et la chambre de commerce n'a plus envie de faire cavalier seul pour payer la facture. « Il n'y a pas de raison pour que les milieux professionnels et économiques financent seuls un investissement qui profite à l'ensemble de la communauté », laisse entendre M. Cristol. Les collectivités locales, qui ont, modestement, participé aux agencements précédents - en prenant en charge 25 % des annuités d'emprunts à hauteur de 10 millions de francs, - tentent évasives. Profi-

tant de la venue de M. Charles Fiterman à Montpellier, le 21 mai dernier, lors de l'inauguration de la desserte de la ville par T.G.V., M. Frécha avait évoqué la nécessité de « donner au Languedoc-Roussillon l'aéroport dont il a besoin », mais il ne recut aucun écho.

Toujours aussi solide dans ses convictions, M. Cristol croit pourtant à l'impérieuse nécessité de continuer à développer Fréjorgues. « Notre situation par rapport à Paris et aux grandes villes françaises et européennes rend inéluctable le développement des liaisons aériennes à partir de Montpellier », explique-t-il. Les gens demandent à voyager rapidement. Ils exigent de plus en plus souvent de faire aller-retour dans la journée, ce qui est impossible par les moyens de surface. Si nous n'avions pas créé cet aéroport, jamais L.B.M. ne serait venu s'installer ici ».

Le réseau rebâti

L'envol du trafic de Fréjorgues résulte d'un besoin de liaisons rapides avec la capitale, et aussi avec d'autres métropoles françaises ou européennes. Ce phénomène explique aussi le succès, depuis cinq ans, d'un enfant de la région, la compagnie Air Littoral. Jusque-là, la fortune n'avait guère souri à ce petit transporteur qui vivait tant bien que mal avec de mauvais avions et de mauvaises lignes. L'entrée de la Compagnie générale aéronautique dans le capital de l'entreprise va lui donner un statut poudique. Venant du matériel aéronautique, la C.G.A. n'investit pas à Montpellier par philanthropie : elle cherche surtout la promotion en Europe d'un petit avion de

transport brésilien : l'Embraer Bandeirante. Mais le volonte de réussir son opération de représentation commerciale va conduire la C.G.A. à faire d'Air Littoral une des compagnies régionales les plus efficaces de l'Hexagone. Le réseau est entièrement rebâti et repensé. Les lignes doivent désormais répondre à un bassin économique de la région (ainsi naissant les liaisons vers Bordeaux, Lyon, Nice et, plus tard, Valence, en Espagne) et à son décloisonnement par rapport à d'autres régions (ses vols vers Lyon offrent une vingtaine de correspondances françaises et européennes, ceux vers Nice une douzaine). Dans un second temps, la rentabilisation du matériel (actuellement cinq Bandeirante dont quatre en propriété) imposera la création de lignes extérieures à la région, mais très productives, telles Nice-Milan et Nice-Venise. « Nous n'aurions pas pu faire dans le Languedoc-Roussillon ce que nous avons fait sans cette implantation dans d'autres régions », reconnaît M. Robert Os Ros, directeur général d'Air Littoral, qui ajoute qu'au demeurant de telles lignes profitent aussi aux voyageurs languedociens.

La nouvelle politique se révèle aussitôt payante. Tandis que le trafic augmentait, bon an mal an, de 21 à 90 % (avec une pointe à 179 % en 1979), les recettes progressaient de 30 à 60 %, la productivité faisait plus que quadrupler en cinq ans, et le remplissage des avions, qui ne dépassait pas 34 % en 1976, atteindra cette année 85 % des places offertes. La réduction des subventions requises est la signe le plus tangible de la réussite : elles représentaient plus de deux tiers des ressources en 1976, et seulement 19 % l'an

passé. Air Littoral donne ainsi une nouvelle illustration de la politique qu'elle suit depuis cinq ans et qui consiste, dans la mesure du possible, à ne léser ni sur les hommes ni sur les moyens. « Une compagnie aérienne est une machine complexe, aime à répéter M. Os Ros. Transporter des passagers dans des conditions de sécurité et de coût optimaux exclut toute improvisation. Si on n'y met pas le prix, on échoue. » En vertu de cet adage, la petite compagnie languedocienne (cinquante personnes, 35 millions de chiffre d'affaires) est organisée comme une grande, avec un service commercial, un service juridique, un service financier et même un service informatique, tous conduits par de très jeunes cadres droit issus des facultés locales.

Si bien qu'on ne retrouve pas la tradition d'improvisation et de bricolage trop répandus dans ce genre d'exploitation. Ainsi, après un an et demi de mise en place, l'information permet une gestion à peu près totalement intégrée et très précise de l'entreprise, de l'emploi du temps du personnel navigant et du plan de charge de maintenance des avions au contrôle de la billetterie et à l'établissement de prévisions.

Dans le même temps, le service commercial cherche à mieux connaître la clientèle en même temps qu'à imposer dans le public méridional une bonne image de la compagnie. « N'y allez plus par quatre chemins. » C'est le conseil en forme de slogan que donne, sur un poster largement répandu, un commandant de bord souriant. Son chemin, Air Littoral paraît l'avoir bien trouvé.

JAMES SARAZIN.

Un entretien avec le président de la région

(Suite de la page 9.)

« Le Languedoc-Roussillon se caractérise par une forte tradition qui tient non seulement à l'histoire, mais encore aux données géographiques et climatiques. Entre la France littorale et l'arrière-pays, entre les populations de la côte méditerranéenne et celles de la montagne, les spécificités et les particularismes, les aspirations et les intérêts légitimes sont notables. »

« De même, la répartition des richesses entre les cinq départements qui constituent la région de la Languedoc-Roussillon : Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Lozère et Gard, est très inégale. »

« Indépendamment de la mise en œuvre des politiques régionales, qui doivent concourir à un développement économique et social harmonieux, doit jouer le principe d'une solidarité intra-régionale, c'est-à-dire interdépartementale. »

« Pour donner un exemple, un des problèmes majeurs auquel la région se trouve confrontée est le processus de paupérisation et de désertification qui, comme la Lozère et qui menace aujourd'hui plusieurs régions ardoises et, plus généralement, l'arrière-pays de chacun des départements. »

« Il est donc nécessaire de procéder à un réajustement par des mesures spécifiques et adaptées. Ce devra être une des finalités du plan régional. »

« Fixer la population active »

« Monsieur le président, pouvez-vous dresser un bilan des actions qui ont été développées avant le 15 avril à l'initiative du conseil régional ? »

« Il est certain que, dans le cadre restreint de la loi de 1972, l'assemblée régionale s'est efforcée de développer des initiatives dans plusieurs domaines. Leur dimension a été subordonnée aux moyens financiers, somme toute modestes, dont nous disposons. »

« Un milliard de centimes, au titre du F.I.A.T., sont venus cette année, renforcer, fort opportunément, un budget régional qui plafonnait, en 1982, à 234 millions de francs. »

« La répartition du budget régional se caractérise par trois grandes masses : l'agriculture, l'industrie et, plus largement, l'aménagement du territoire. »

« Depuis 1972-1973, la population active agricole en Languedoc-Roussillon connaît un processus de régression. Ce secteur d'activité a eu à souffrir de politiques irrationnelles et infatigables. »

« C'est pourquoi l'aide au développement agricole et rural, qui avoisine 50 millions de francs, témoigne de l'effort consenti par la région pour le développement des filières de production (13,6 millions de francs). Il en est de même pour le programme d'hydraulique agricole (16,3 millions de francs), qui doit être achevé. Nous avons jugé opportun de contribuer à l'organisation économique dans ce secteur par l'animation et par la formation. »

« Avec plus de 32,3 millions de francs, l'aide au développement industriel constitue aussi un des grands postes budgétaires. Sans doute, dans le cadre de la mise en place de la décentralisation, notre région sera-t-elle amenée à rationaliser ses interventions dans ce domaine sur la base de dispositions communes à l'ensemble des régions. »

« Jusqu'ici, l'accent a été mis sur les primes à la création d'entreprises et à l'aide à l'artisanat. Nos ambitions se sont limitées aux zones industrielles et à des interventions le plus souvent ponctuelles, au travers d'un Fonds d'aide aux collectivités locales pour l'industrialisation. »

« De ce point de vue, il est urgent d'élaborer une doctrine en matière de garantie pour le cautionnement de prêts à l'industrie. Indépendamment de l'aspect institutionnel que posent les interventions du conseil régional dans les entreprises, il nous apparaît de tenir compte de la tendance d'une partie de la population active à la migration. Il faudra

viser à fixer cette population active, notamment dans des régions démographiquement menacées, et, d'autre part, réduire, autant que se peut, l'inadéquation entre l'emploi et la formation professionnelle. »

« C'est une tâche vaste que nous pouvons espérer mener à bien une fois acquis le transfert des compétences, mais sur laquelle l'assemblée régionale, dans diverses commissions et groupes de travail, a déjà entamé une intense réflexion. »

« Dans le domaine de l'aménagement du territoire, il va de soi que notre effort porte sur l'aménagement du canal Rhône-Sète, le port de Sète et la poursuite du programme routier, l'enveloppe s'élevant à 43,5 millions de francs. »

« Pour engager certaines politiques, des organismes techniques ont été créés à l'initiative du conseil régional. Faut-il faire en sorte qu'ils poursuivent une mission d'étude au service de l'exécutif régional et de l'assemblée. »

« Car ce n'est pas un paradoxe d'affirmer que la décentralisation doit permettre une collaboration harmonieuse entre les services de la région et les services de l'État. »

« Plusieurs actions dans des secteurs-clés doivent être portées au crédit de notre assemblée, notamment la politique concernant la mer et les étiages, qui est liée naturellement à la préservation de l'environnement et du cadre de vie. Un effort tout particulier sur la maîtrise foncière a permis aux communes à faibles moyens financiers de constituer des réserves foncières (10 millions de francs). De même, dans le domaine de l'habitat social, le conseil régional a permis aux communes à faibles moyens financiers de constituer des réserves foncières (10 millions de francs). De même, dans le domaine de l'habitat social, le conseil régional a permis aux communes à faibles moyens financiers de constituer des réserves foncières (10 millions de francs). »

« Enfin, compte tenu des particularismes culturels, l'Office régional de la culture (7 millions de francs) s'est donné la mission de respecter les différences et de contribuer à leur développement. »

D'une Méditerranée à l'autre

La situation des rapatriés dans le Languedoc-Roussillon et dans l'Aude reflète celle de l'ensemble de la communauté rapatriée : il n'y a pas de difficultés propres à cette région, on retrouve tous les problèmes survenus en métropole il y a plus de vingt ans.

En 1965, c'est-à-dire trois ans après l'arrivée des rapatriés d'Algérie, on comptait près de 15 000 rapatriés dans l'Aude. Nombre d'entre eux ont réussi à se réinsérer dans des conditions satisfaisantes mais (et cela la population métropolitaine l'ignore parfois) beaucoup de rapatriés, dans l'Aude comme ailleurs, subsistent encore les séquelles du rapatriement. C'est pourquoi le gouvernement a, conformément aux engagements présidentiels, mis sur pied une série de mesures destinées à remédier aux problèmes encore en suspens.

La première de ces mesures a été la loi du 6 janvier 1982, qui prévoit l'amélioration des conditions de remboursement des prêts de réinstallation : les commissions d'aménagement des prêts ont été décentralisées (leur nombre passe de 6 à 32), leur siège étant dans presque tous les cas celui des cours d'appel. Ainsi dans le Languedoc-Roussillon, elles sont installées à Carcassonne, Montpellier, Nîmes et Perpignan. La loi prévoit également une indemnité forfaitaire aux personnes les plus démunies, indemnité dont doivent bénéficier environ 200 000 familles. Par ailleurs, une prolongation exceptionnelle des délais a permis d'ouvrir de nouveaux dossiers d'indemnisation. Ces dispositions, destinées à parer au plus urgent, ont été accompagnées d'une action immédiate en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine, qui sont sans doute les plus défavorisés de tous.

Avant de revenir sur ce point, qui me tient particulièrement à cœur, j'ajoute que d'autres projets sont en cours, et notamment un projet de loi sur les retraites, visant à obtenir l'alignement du régime rapatrié sur le régime métropolitain, un projet de loi sur les prolongements de l'amnis-

tie pénale et, enfin, la mise à l'étude d'une future loi d'indemnisation, qui devrait réparer les insuffisances des textes antérieurs.

Français d'origine nord-africaine

En ce qui concerne les Français rapatriés d'origine nord-africaine, plusieurs actions ont été entreprises pour régler les différents problèmes les concernant. L'Aude occupe une place particulièrement importante à cet égard, puisque c'est à Carcassonne que j'ai installé la délégation à l'action éducative, sociale et culturelle, chargée de s'occuper de ces problèmes. Cela pour répondre à un souci de décentralisation, la majorité de ces rapatriés se trouvant dans le sud de la France.

Ils sont 5 500 dans le Languedoc-Roussillon, 1 355 dans l'Aude. Les deux tiers d'entre eux sont rassemblés dans onze zones de regroupement, cités urbaines ou hameaux forestiers. Les logements y sont en général dépourvus du confort le plus élémentaire, certains n'ont même pas l'eau chaude. C'est pourquoi un effort particulier a été entrepris à ce niveau à la fois pour améliorer qualitativement le logement et pour obtenir la disparition des cités au profit de constructions plus dispersées et mieux intégrées au sein de la population. Des subventions sont accordées et les conditions d'accès à la propriété ont été améliorées, notamment avec une possibilité de prêt privilégié en complément des prêts PAP.

Un autre problème majeur est celui des jeunes : ceux d'âge scolaire (ils sont 2 360 dans le Languedoc-Roussillon) et ceux qui ont terminé leurs études et sont à la recherche d'un emploi. Pour les enfants, l'essentiel est de leur permettre d'acquiescer le même niveau que ceux qui n'ont pas connu les mêmes difficultés d'adaptation, surtout sur le plan linguistique. A cet effet, des éducateurs seront mis en place à la

prochaine rentrée scolaire. Et cette année, des bourses d'études ont déjà été accordées ainsi qu'une aide aux associations qui donnent des cours de soutien et de rattrapage scolaire.

Des stages de préformation et de formation professionnelle ont été mis en place, afin que ces jeunes bénéficient des mêmes chances que leurs compatriotes sur le marché du travail. Par ailleurs, c'est dans l'Aude que s'est ouvert, à Couiza, un Institut de hautes études, qui prépare les stagiaires en un cycle de trois années d'études aux carrières tournées vers les pays de langue arabe, en particulier dans les relations commerciales.

C'est également à Couiza qu'a été installé un Centre de préparation aux concours administratifs, destiné aux titulaires du B.E.P.C. Un second centre du même type doit prochainement s'ouvrir dans la région parisienne.

La délégation entretient, par l'entremise des délégués régionaux, des contacts permanents avec les services des ministères concernés, les A.N.P.E., les entreprises, les administrations, pour favoriser l'accès de ces jeunes à l'emploi car ils connaissent de graves problèmes de chômage.

Enfin l'action en faveur de ces rapatriés passe aussi, et c'est capital, par la préservation de leur patrimoine culturel et culturel : ce n'est pas là un problème particulier à l'Aude et au Languedoc-Roussillon. Cette action vise notamment à favoriser l'enseignement de langue arabe.

Comme je l'ai souligné précédemment, le Languedoc-Roussillon et l'Aude n'échappent à aucun des problèmes rencontrés par ces rapatriés. Mais le fait d'approcher ces problèmes sur place, concrètement, a considérablement facilité leur traitement et ne pourra que favoriser, je l'espère, leur disparition définitive.

RAYMOND COURRIÈRE.

Secrétaire d'État chargé des rapatriés. Ancien sénateur socialiste de l'Aude.

CONSEIL REGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON
20, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 34000 MONTPELLIER - TÉL. (67) 58/05/58

DES CEVENNES A LA MER, DU RHONE AUX PYRENEES, CONSTRUIRE UN ESPACE ECONOMIQUE ET SOCIAL EQUILIBRE. STOP.

SIGNÉ : EDGAR TAILHADES, PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL

LE LANGUEDOC-ROUSSILLON

HÉRAULT : les rouges colères de la vigne

MIS à part La Grande-Motte, l'université de Montpellier, dont Rabelais sortit docteur, les cathares du XIII^e - et de la télévision - allègrement mélangés aux huguenots du XVI^e, voire aux camisards du XVIII^e, le rugby de Béziers, les chansons de Marti, qui ne veut pas d'un pays occitan promu « bronze-cul de l'Europe », les chansons-poèmes de Brassens de Sète et, éventuellement, les poèmes de Valéry aussi, qu'est-ce que l'Hérault ? C'est le « vin du Midi », évidemment.

Ce sont les viticulteurs en somnolence ou en colère depuis 1907, barant les routes et les voies, crevant les cuves, prenant à l'abandon les pinardiers italiens. (Et ça fait des morts depuis 1907 !). Ce sont d'étranges paysans qui n'ont pas voulu apprendre - non plus que leurs cousins de Provence - le confortable schéma politicien selon lequel « les campagnes sont à droite ». Ils votent à gauche - depuis la Terreur blanche - à des majorités records et ne se tiennent même pas tranquilles quand ils ont mis en place des gouvernements de leur famille : le Midi rouge, le Midi bouge... Mais, finalement, de colères en déprimés, ils traînent les pieds dans leurs nostalgies, dans une économie dépressive suspendue à leur monoculture dépeçée. Non ?

Mornes plaines, en somme. Recouvertes de vignes comme seul peut le faire ailleurs le blé - quand l'avenir des crus est aux coteaux, - elles dorment au soleil trop lourd tout au long de la côte trop plate, trouée d'étangs et de lagunes... Innocente simplicité d'une image qui a « sauté aux yeux » de millions de vacanciers en train de se laisser aller sur l'autoroute de Nîmes à Perpignan, vers l'Espagne. « Hérault, capitale La Grande-Motte », vous diront encore ceux qui se sont arrêtés dans les pyramides de Jean Balladur, posés sur le sable - comme « les autres » - après le massacre de

milliards de moustiques et de leurs enfants. Voilà donc l'Hérault expédié, entre un océan de vin et une mer à touristes. Certitudes. Sauf à buter bêtement sur un chiffre : outre qu'on voit tourner de-ci de-là le « gros rouge » en V.D.Q.S., voire en A.O.C., le vin ne représente plus que 18 % du revenu du département. Et sauf, enfin, tout le « reste »...

L'appétit d'ogre

En moins de deux décennies, il s'est passé - et il se passe - quelque chose dans ce pays au soleil qu'on voyait pris depuis un demi-siècle entre crises et léthargie, gardant au cœur le souvenir de ses grandeurs tumultueuses du Moyen Âge, du « beau XVe », du XVIII^e conquérant, du XIX^e sans doute contradictoirement agité, mais « âge d'or de la vigne ». Non, il n'y a pas de cepe dans les jardins de Montpellier, en pleine expansion démographique (de 98 000 habitants en 1954 à bientôt 250 000, record européen de croissance). Le commerce des vins n'y joue même plus le premier rôle, dévolu à Béziers. Entre les hôtels « faussement austères » d'un ancien « Marais » marchand et protestant, comme tout au long de l'ample Peyrou - où Louis XIV, roi des dragons, triomphe à cheval comme à Versailles, - déambulent... 37 000 étudiants et 35 000 pieds-noirs, et les ruraux des campagnes désertées, et tous ceux dont l'arrivée d'I.B.M. en 1965 amorça la migration de Nord à Sud, en quête d'emplois dans les industries de l'avenir, mais aussi de soleil et de mer.

« Un appétit d'ogre », dit-on parfois dans le département. « Attention à la métropole de déséquilibre », renchérit-on dans la région. C'est que Montpellier cumule. Haut lieu culturel, chef-lieu, mais aussi capitale du Languedoc-Roussillon (et le Roussillon, catalan, différent, occidental mais non pas occitan,

c'est encore une autre histoire !), deviendrait-elle impérialiste ?

Pour sa part, le conseil général, doté de pouvoirs nouveaux - et siégeant bien sûr à Montpellier, - refuse ces inquiétudes. L'un de ses projets, au contraire, va droit au cœur du département : c'est l'aménagement de la vallée de l'Hérault. L'idée maîtresse ? La maîtrise de l'eau ne peut plus signifier seulement une production d'énergie « exportée » au bénéfice des villes. Elle doit revitaliser campagne et montagne : lutte contre la destruction des sols par les crues folles de véritables ouragans, contre l'incendie des garigues à moutons et du reste de la forêt, irrigation pour une agriculture moins condamnée aux « cultures sèches », création de petites industries dans les bourgs atones, mais aussi zones de loisirs autour des futurs plans d'eau, lieux d'agrément pour tous, source de revenus complémentaires pour les gens de la vallée. Tout cela pour qu'il soit possible de « vivre au pays ». Des contestataires, parmi ceux qui lancent ce « Vivre au pays », assurent que cette histoire d'eau au pays du vin est un autre prétexte à l'arrachage de la vigne : « Pour mettre des pompiers à la place ? Qu'on arrachera à leur tour, comme on l'a trop vu ? ».

L'autre idée maîtresse du conseil général veut apporter une réponse globale. Loin d'écarter et de dieter, Montpellier doit promouvoir. Associée à la décentralisation, l'information sur place et « aller et retour ». La commission exerce des besoins, des potentiels, des débouchés doit donner à chaque commune les moyens d'orienter sa gestion, son économie au sein du département, de la région, de la nation. C'est ambitieux ? C'est audacieux ? C'est le propos qui veut aussi renverser la menace d'un nouveau « centralisme

régional », substitué au centralisme national, pour donner leur « autonomie légitime » à des ensembles homogènes : les « pays ». Car « nous ne sommes plus au temps des frontières administratives départementales ». Ainsi l'aménagement de la basse vallée de l'Aude intéresse-t-il deux départements, et trois le parc régional...

Non, pas plus que sur la place de la Comédie de Montpellier il n'y a de vignes au nord-ouest, au bord du plateau central, sur la ligne de partage des eaux entre Méditerranée et Atlantique. Il y a l'élevage. Et même des vaches ! Et à l'opposé, du côté de Mauguio, les taureaux noirs de la « Petite Camargue ». Et des pompiers normands, bien sûr, qu'on n'arrache pas ! Et, au-delà, des tomates, des asperges dans la plaine. Il y a dans l'Hérault « plat » des gorges et des cascades comme celle d'Héric, des lacs comme dans les monts de Lacaune, à Salagou, à Ravège, des grottes tendues de stalactites comme à La Clamouse, aux Demoiselles, à la Devèze. Il y a un morceau pétrifié du Larzac, une montagne noire et le « monde à part » des Cévennes. Il y a des torrens fous, le paresseux canal du Midi, ouvert par Riquet, de Béziers, et des « roulines » qui drainent les eaux saumâtres des étangs de la mer. Il y a les abîmes de l'homme de la pierre (Mas des Caves, Hortus), des dolmens à Fozières, des ponts romains sur la Vidourle (Ambrussum), des mosaïques de même à Loupian. Et des ponts romans comme les chapelles (Saint-Germain-de-la-Serre) et les églises (Saint-Martin, Fontès). Il y a les abbayes (Valmagne), la merveille de Saint-Guilhem-le-Désert, la ville-musée du Pèlerin de Milliers et des toits de chaume dans le parc naturel. Il y a un château fort dans la mer devant Agde la Grecque (le Bresson des narimistes) et un certain château d'O.

Demi-paysan demi-ouvrier

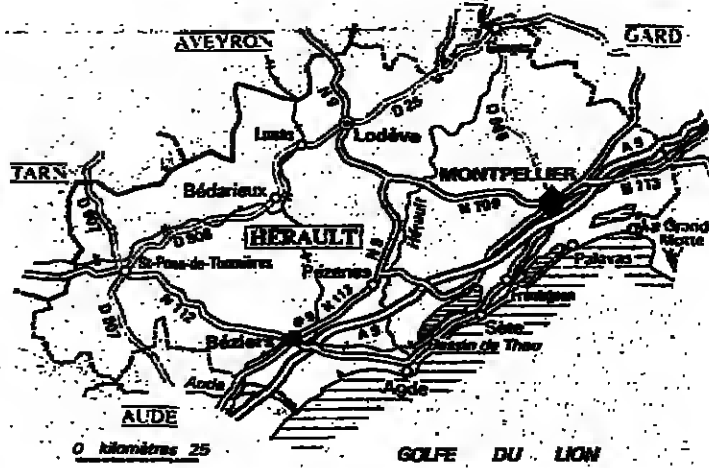
A Saint-Pons, où la vigne n'a pas franchi le col, on ose recréer une petite industrie textile, naguère condamnée, qui donne de l'emploi à la ronde - et jusqu'à Béziers, un comble ! Pour ne pas devenir « parc à touristes », pour maintenir des terres vivantes face à l'appétit de résidents secondaires venus de tous les nords, on ne craint même pas de faire revivre « anachroniquement » le fameux demi-paysan demi-ouvrier du XIX^e. On y proclame sa « qualité de vie », soutenue par une réanimation culturelle. An Bousquet d'Orb, à Graissac, surgissent soudain dans le paysage les terribles mines de charbon qui résistent encore, témoins des temps prospères de l'industrie locale, avant que la « révolution du XIX^e » ne les écrase... en même temps que le chemin de fer précipitait le triomphe de la vigne. Villeveyrac est encore rouge de bauxite - pour combien de temps ? - quand Bédarieux a fermé sa mine, et pour le rouge on s'en tient aux cerises. Du côté de Lodève, un nouveau minéral a pris le relais : l'uranium.

On ne le minimise pas - 900 emplois pour quinze ans - mais le sujet est délicat, ici comme ailleurs. (Houteux ou non, le nucléaire - minéral ici, traitement à Narbonne, centrale à Marcoule - fait dire qu'avec l'hydraulique, le pétrole raffiné sur place et les beaux projets du solaire, la carte de France de l'énergie a basculé au sud.)

Dans l'ancien palais épiscopal de Lodève, près du percutant monument aux morts de Paul Dardé, on

LA DÉFENSE ACCUEILLE LE LANGUEDOC

Le comité régional du tourisme du Languedoc-Roussillon, la mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral, le comité régional pour la promotion des produits agricoles, organisent du 12 au 16 juin une « parade » sur l'esplanade de la Défense, aux portes de Paris : stands de produits régionaux, information touristique, courses de taureaux (samedi 12, dimanche 13, mercredi 16 à 17 heures, lundi 14, mardi 15 à 13 heures). Spectacle gratuit du Grand Magic Circus (mercredi 16 à 13 heures), concert gratuit de musique de chambre par l'Ensemble d'aujourd'hui et de jazz par Didier Lockwood Group (lundi 14 à 20 h 30) et par la grande formation jazz des jeunes de Gruissan (dimanche 13 à 16 heures), ateliers pour enfants (samedi 12, dimanche 13, mercredi 16 de 11 heures à 18 heures).



parle plus volontiers de la position et du rôle de cette sous-préfecture. Porte du haut pays, sur l'axe Massif Central-Méditerranée, le tourisme l'intéresse.

Selon une boutade papélaire Montpellier serait chef-lieu de l'Hérault... et Béziers (100 000 habitants) chef-lieu de l'Orb, le fleuve côtier occidental. Vieille histoire ! Quand la Montagne des Epiciers (Montpellier), dit-on avec des intentions diverses, accoucha d'une bourgade, la future patrie de Riquet et de Jean Moulin était déjà prospère depuis plus de mille ans. « avant les Romains ».

Quand vint le temps des cathares, Montpellier se soucia peu du massacre des Biterrois par les croisés (1209). Quand vint celui des huguenots et papistes. On campa sur des positions défensives mais toujours opposées sous Louis XIV, la Révolution, la Restauration, blancs par-ci, tricolores par-là, rouges enfin en 1848, puis en 1851, quand Béziers s'insurgea massivement avec ses campagnes - comme chez les cousins de Provence, là aussi contre le coup d'État de Napoléon III. Aujourd'hui encore, tous à gauche, on n'en va pas moins du rose au rouge. Et il faut bien en revenir au vin. Quand le phylloxéra et la ruine s'avançaient par l'est, Béziers connut un temps de prospérité « insolente ». Aujourd'hui, elle bondirait un peu l'idée récente selon quoi tout progrès, tout salut, viendrait par le levain.

Ce schéma a de vigoureux partisans. Rompant avec le sens obligatoire Paris-Provence de l'Hérault, il retrouverait le sens est-ouest de l'histoire : l'antique voie portuaise de civilisation, de Rome à l'Espagne, la Domitienne. Après tout, la nouvelle autoroute va de Nîmes la Romaine à Perpignan la Catalane, tout comme la voie ferrée tire à travers le « grand Midi » - l'Occitanie - 1 012 kilomètres de Menton à Biarritz (Montpellier-Paris avec ses 746 kilomètres seulement, sera-t-elle somme une vulgaire « transversale » ?). Et voilà que depuis avant-hier le canal du Bas-Rhône, l'irrigation, une agriculture échappant à la

monoculture, l'agro-alimentaire, l'industrialisation en général, les techniques d'ultra-pointe, arrivent de nouveaux par l'est. Du Gard à Lunel, à Montpellier, à Frontignan - où les torréfacteurs du pétrole font un peu oublier le vin doux - jusqu'à Sète, ou s'arrêtera pas le progrès...

Thau, l'île singulière

Précisément, il faut faire escale à Sète. Entre mer et étang de Thau l'« île singulière » de Valéry veut s'adapter aux temps nouveaux sans cesser d'être elle-même. Sa population, venue de la mer - comme son poète, fils de Cousse et de Génoul - maintient par ses pittoresques « sénéaux » et ses joutes fameuses - encore la fête ! - ses jeunes traditions, mais le second port marchand de Méditerranée crée ses propres bases industrielles et ajoute à la pêche ancienne la nouvelle aquaculture. Dans ses canaux gais, indépendants, audacieux, on la voit parfois comme un trait d'union entre ses deux aînés Riquet... Les caricatures ne disent pas la vérité. On peut leur préférer ces deux propos, le premier recueilli auprès d'un viticulteur de la plaine biterroise : « Ne jamais oublier ceel : le vin n'est pas seulement un produit, bien ou mal négociable. Autour de la vigne, il y a une histoire, une culture, une manière de vivre, un amour ». A quoi répond, opinant et synthétique, un étudiant montpelliérain : « Pourquoi n'intégrerait-il pas cela aussi, ces ordinateurs qui vont définir le meilleur destin pour chacun des pays homogènes qui font l'Hérault et le Languedoc ? Après tout, qui interroge, qui programme les ordinateurs, sinon les hommes ? ».

JEAN RAMBAUD.

Montpellier, l'entreprenante.

Rapprocher les hommes.

13 communes s'unissent sur un même projet : développer et faciliter les déplacements quotidiens. De nouvelles lignes naissent, elles vont plus loin. Les fréquences se multiplient : les liaisons s'oxygènent. Au centre ville, extension des services gratuits. ...Montpellier sait recevoir !

S.M.T.U. SOCIÉTÉ MONTPELLIÉRINE DE TRANSPORT URBAIN 20, rue de la Loge - B.P. 2074 34025 Montpellier Cedex - Tél. : (67) 66.12.50

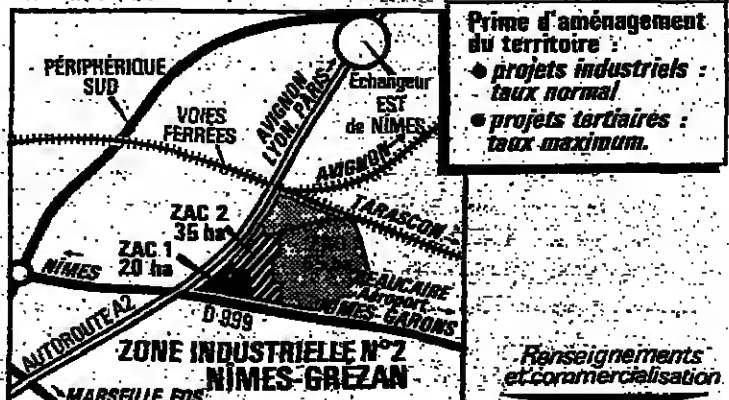
Le cœur battant du languedoc.

ZONE INDUSTRIELLE DE NÎMES-GRÉZAN

120 hectares

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE NÎMES-GRÉZAN

- Disponible pour les PME, PMI (lots à partir de 2 000 m² et pour les entreprises industrielles supérieures à la demande)
- Entièrement viabilisée : accès par échangeur routier, eau, assainissement, électricité MT et BT, gaz, téléphone, télex, embranchable voie ferrée...
- Accès facile aux principaux axes routiers : route de BEAUCAIRE, autoroutes, aéroport de NÎMES-GARONS
- Prix moyen : 85 F hors TVA le m² équipé.



Syndicat Mixte d'Équipement de la Zone Industrielle de NÎMES-GRÉZAN
Chambre de Commerce et d'Industrie de NÎMES-GRÉZAN
12, rue de la République - 30032 NÎMES CEDEX - Tél. : (66) 67.65.31
Téléc. : 498.981

مكتبة الأمل

MÉDECINE

A L'ÉCHELON EUROPÉEN

Création d'un comité permanent chargé d'harmoniser les essais thérapeutiques utilisant des interférons humains

Un comité permanent chargé d'harmoniser à l'échelon européen les essais thérapeutiques utilisant des interférons humains (1) vient d'être créé à Paris. Cette décision a été prise lors d'une réunion organisée les 7 et 8 juin à la Maison de l'Europe sur l'initiative de l'association UNISERUM (2). A cette réunion, étaient présents de nombreux médecins et scientifiques spécialistes des interférons ainsi que la plupart des producteurs européens. Une prochaine réunion du comité est prévue à Sienne (Italie).

Les nombreux points d'interrogation actuels concernant la véritable efficacité thérapeutique des interférons humains tiennent essentiellement à l'absence d'une standardisation internationale en matière d'expérimentation. Produits en quantité limitée durant de longues années, les interférons sont l'objet depuis quelque temps de très nombreux travaux qui cherchent à définir avec précision les limites de leur efficacité antivirale ou antitumorale.

La possibilité depuis 1980 d'une production de différents types d'interférons par les techniques des manipulations génétiques a conduit de nombreux laboratoires européens et américains à mettre en place différents programmes de recherches et dans lesquels ils ont investi des sommes souvent considérables.

Après des expérimentations limitées et « sauvages » tentées par de nombreuses équipes médicales, il semble donc que l'heure soit, en Europe, à l'harmonisation et à la standardisation des essais thérapeutiques. L'utilisation de ces substances pose, compte tenu de leur indication potentielle en cancérologie, de graves questions éthiques. On est de plus en plus d'accord sur le fait que les problèmes techniques concernant, par exemple, les voies d'administration, les doses ou les associations à utiliser.

Parce qu'il groupe à la fois des firmes productrices et des équipes médicales et scientifiques utilisatrices, le comité permanent créé à l'initiative de l'association UNISERUM pourrait être un élément moteur capable de faire progresser plus rapidement les travaux en cours. Il pourrait aussi faire en sorte que certaines erreurs ne soient plus commises dans l'utilisation d'une famille de substances dont l'efficacité reste à démontrer, mais dont la toxicité potentielle ne fait aucun doute. Il pourrait aussi aider à clarifier les liens existant entre utilisateurs et producteurs.

En France, depuis la fin de l'année 1980, à l'initiative du ministère de la santé, une production d'interférons humains est assurée par l'Institut Pasteur Production (le Monde daté 21-22 décembre 1980). Un programme d'expérimentation a, en aval, été mis en place dans différents services hospitaliers parisiens. Il semble que la réalisation de ce protocole rencontre depuis quelque temps de sérieuses difficultés.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les interférons constituent une famille de molécules synthétisées naturellement par l'organisme, en particulier lors d'une infection virale. Ils jouent vraisemblablement un rôle essentiel lors de plusieurs phases de la vie cellulaire.

(2) UNISERUM est une association amicale qui groupe les instituts Berna (Suisse), Lorent (Espagne), Solavo (Italie) et Méreux (France).

SCIENCES

UNE ASSOCIATION NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Une Association nationale pour le développement et la maîtrise des sciences et des techniques (ADEMAST) va être créée dans quelques jours pour prolonger l'action de réflexion, de concertation et de proposition qui fut menée dans le cadre du colloque national sur la recherche et la technologie. Des associations analogues seront créées dans la plupart des régions - certaines l'ont déjà fait.

Après les journées nationales de janvier dernier qui eurent lieu au colloque national, un groupe de travail a étudié comment des associations pourraient prolonger et amplifier le débat instauré à cette occasion. A l'échelon régional, des associations paraissent utiles pour mettre en relation les partenaires sociaux, faire des études sur la place des sciences et des techniques dans le développement régional, promouvoir l'animation culturelle scientifique que toute cette action se place en amont des expertises qui mèneront les comités consultatifs régionaux pour la recherche et la technologie qui doivent être mis en place auprès des conseils régionaux. A l'échelon national, l'ADEMAST mènera une action analogue et sera un lieu de rencontres interrégionales. Plus généralement, elle devrait être un forum des choix scientifiques et techniques.

L'ADEMAST et les associations régionales pourront s'appuyer pour leurs travaux sur ceux du Centre d'étude des systèmes et technologies avancées. Un financement devrait leur être accordé par le ministère de la recherche et de la technologie, où a été créé un département d'action régionale.

FAITS DIVERS

● **Attentat en Corse.** - Un attentat, qui n'a pas été revendiqué, a été commis vendredi 11 juin dans la soirée à Ajaccio, contre le domicile d'un inspecteur général de la police, M. Edouard Ambrogiani.

● **Un ingénieur civil de l'armement.** M. Jean-Paul Bosse, quarante-trois ans, a trouvé la mort, vendredi 11 juin près d'Auxerre (Yonne), dans un accident d'avion. Les trois élèves pilotes qui l'accompagnaient ont été grièvement blessés, mais leurs jours ne sont pas en danger. Il semble que l'accident soit survenu au moment où le pilote alors aux commandes tentait avec son avion - un bimoteur Cessna-310 du centre d'essais en vol de Melun-Villaroche - une manœuvre sur un seul moteur.

Aimez-vous les théories de gestion ?

Oui ? Alors ne lisez pas cette annonce. Il y a peu de chances que notre offre vous intéresse.

Parce que notre seul but est de former des praticiens du management.

Autrement dit, des cadres réellement et immédiatement opérationnels.

Notre programme de formation polyvalente "Administration de l'Entreprise" est entièrement conçu autour de cette idée.

Il est court (9 mois à plein temps), intensif et résolument concret. Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Si votre but est d'acquérir rapidement une telle formation, demandez-nous des informations complémentaires.

Ecrivez ou téléphonez-nous pour recevoir sans engagement les spécifications du programme, dont la prochaine session débute en octobre 1982.

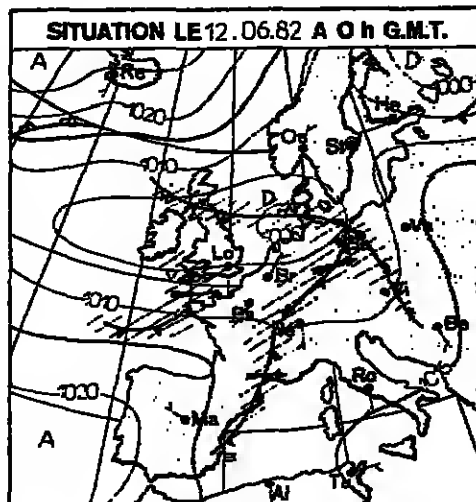
ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

Rue du Bugnon 4, CH-1006 Lausanne (Suisse) - Tél. 021/22 15 11

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



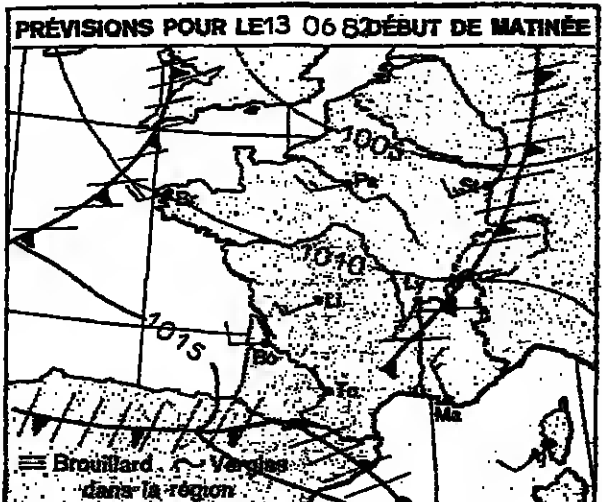
Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 juin à 0 heure et le dimanche 13 juin à 24 heures :

Des masses d'air plus froid et instable envahissent tout le pays, avec établissement d'un flux d'ouest, tandis que la zone très orageuse affectant le sud-est s'évacue lentement et qu'une onde d'air plus chaud se glisse rapidement sur le sud de l'Aquitaine.

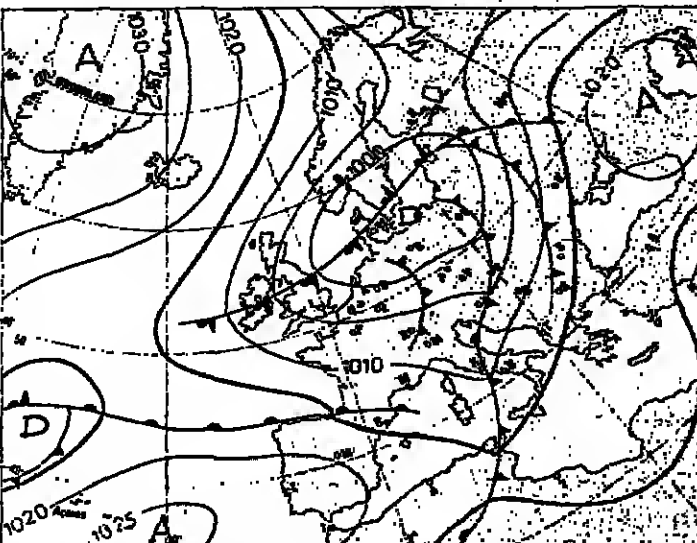
Demain, dimanche, le temps frais se généralisera à tout le pays avec des minimales de 8 à 15 degrés du nord au sud et des maximales de 14 à 20 degrés. D'autre part, les averse seront nombreuses, en particulier sur la moitié nord et sur les reliefs. Les précipitations correspondantes seront abondantes, localement fortes et accompagnées d'orages et de rafales de vent. Elles se produiront parfois sous forme de grêle. Les éclaircies seront souvent brèves.

La pression atmosphérique redraite au niveau de la mer était à Paris, le 12 juin à 7 heures, de 1 007,9 millibars, soit 756 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 juin ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12 juin) : Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 18 et 12 ; Bordeaux, 20 et 13 ; Bourges, 22 et 11 ; Brest, 17 et 10 ; Caen, 20 et 11 ; Clermont, 18 et 10 ; Clermont-Ferrand, 22 et 13 ; Dijon, 20 et 13 ; Grenoble, 20 et 15 ; Lille, 19 et 8 ; Lyon, 23 et 15 ; Marseille-Marignane, 28 et 18 ;



PRÉVISIONS POUR LE 13 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)



Nancy, 20 et 13 ; Nantes, 22 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 11 ; Pau, 21 et 11 ; Perpignan, 27 et 15 ; Rennes, 22 et 11 ; Strasbourg, 20 et 14 ; Tours, 21 et 11 ; Toulouse, 22 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 16 degrés ; Amsterdam, 18 et 10 ; Athènes, 26 et 18 ; Berlin, 23 et 16 ; Bonn, 22 et 9 ; Bruxelles, 19 et 9 ; La Caire, 34 et 17 ; Les Canaries, 24 et 18 ; Coppenhague, 18 et 11 ; Dakar, 27 et

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 12 juin :

DES DECRETS

● Relatif à la dotation supplémentaire aux communes touristiques ou thermales et à leurs groupements et modifiant la cotes des communes.

● Relatif aux prêts conventionnés et modifiant les articles R. 331-63, R. 331-64 et R. 331-76 du code de la construction et de l'habitation.

PARIS EN VISITES

LUNDI 14 JUIN

● Eglise de la Madeleine, 15 h, de 14 h à 15 h, M^{me} Garnier-Ahlberg.

● Musée de la chasse et de la nature, 15 h, M^{me} Goussard, M^{me} Huot.

● Paris 2000, 15 h, 211, avenue Jean-Jaures, M^{me} Leprêtre.

● Ile Saint-Louis, 15 h, M^{me} Pont-Marié, M^{me} Verneuil (Caisse nationale des monuments historiques).

● Synagoga des vieux quartiers incalculable, 15 h, 3, rue Malher (Approche de l'art).

● Le Père-Lachaise, 15 h, entrée boulevard de Ménilmontant (Art et aspects de Paris).

● Montmartre, 15 h, M^{me} Abbes (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

● Les arènes de Lutèce, 15 h, M^{me} Justini (Histoire et archéologie).

● La Conciergerie, 15 h, entrée quai de l'Horloge (P.-Y. Jastot).

● Le Marais illuminé, 21 h, 71, avenue Henri-Martin (Paris et son histoire).

● Musée du cinéma, 15 h, M^{me} Trocadero, M^{me} théâtre (Tourisme culturel).

● Ile Saint-Louis, 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

● Cour de Rohan, 15 h, M^{me} Odéon, M^{me} de Dautou (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

LUNDI 14 JUIN

14 h 45 : Académie des sciences morales et politiques, 25, quai de Conti, M. Guy de Lacharrière : « La négociation du droit international ».

17 h : Sorbonne, Ecole pratique des hautes études, M. Haim Vidal Septhia : « Dernier Pressat à Solonque (1942) ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3209

HORIZONTALEMENT

I. Quand elle est courte, il faut avoir bon dos. La retraite des combattants.

II. Ce qui en vient est souvent nickel. Artificiel, c'est une solution saline. Ne se presse jamais.

III. Peut effrayer ceux qui n'aiment pas négocier. Dans un alphabet étranger. Peut être pris dans la foule.

IV. Peut être assimilé à une exposition. Tranche quand on parle d'une vieille.

V. Note Est vraiment étouffant. Un point sur la carte.

VI. Donnent envie de fumer. Nom qu'on donne à une grosse pierre.

VII. Portait les armes. Pas assez rassur.

VIII. Attention quand il est petit. Qui devrait être remplacé.

IX. Estomac d'au-truche. Une coiffure pour les Grecs.

X. Petite quantité. Peut être assimilé à une bête de somme. Qui n'a donc rien d'héroïque.

XI. Lieu de travail. Très raides. Pas maintenu (épilé).

XII. Passent à l'attaque. N'a pas un grand lit.

XIII. On y a un vice. Qu'on peut considérer comme perdu.

XIV. Gros, peut devenir un toupet. Emplacement pour des opérations. Son coup peut tout abîmer.

XV. Mesure pour le charme. Prouve qu'il y a eu une grande dépense. Comme des yeux de dresse.

VERTICALEMENT

I. Un grand mouvement en parlant. Peut être assimilés aux larmes.

II. Pas remuant. Participer à une querelle. Un bassin au pied d'une cabane.

III. Une vraie tête de cochon. Sur la Bresle. Pour la faire marcher, il faut beaucoup d'essences.

IV. Découler. Nom de terre.

V. Fut beaucoup joué au siècle dernier. Privé de chef.

VI. Un médecin qui prête l'oreille à des bruits intérieurs. Baie (épilé).

VII. Quand elles sont de ménage, il y a des décos.

VIII. Pas nées.

IX. Une anomalie qu'on peut voir à l'œil. Article.

X. Vaut dix à la beute. Comme la page d'un écrivain sans idées. Est souvent sur la planche.

XI. Agissent d'une façon particulièrement dégradante. Point de départ.

XII. Peut grossir en hiver. Article arabe. Redouble plus lourde.

XIII. Avec qui la confiance ne régnait pas.

XIV. Le dessus du panier. Unité monétaire étrangère. A la croisée des chemins.

XV. Assortie quand on est dans de beaux draps. Sans effets. Changer comme un montagnard.

XVI. Un étranger. Touché. On peut en faire un plat.

Solution du problème n° 3208

Horizontalement

I. Créolité. II. Repas. Fat. III. Etrier. IV. VI. Aval. V. Affectée. VI. Erreurs. VII. Sur (Sur). VIII. Orme. Iéna. IX. Nis. Serti. X. Pari. XI. Dévis. Eve.

Verticalement

I. Crevalson. 2. Réfil. Urine. 3. Epi. Ferme. 4. Dardier. Pi. 5. Use. Cri. Sas. 6. Râtelier. 7. If. Veuleria. 8. Ta. Aécun. 9. Etal. Aile.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication. André Laurens.

Imprimerie de « Monde » 8, rue de Valenciennes PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

BREF

FESTIVALS

FÊTES PERCHERONNES

Diverses manifestations sont organisées par l'Association des amis du Perche (Maison des Comtes, 61400, Mortagne-au-Perche) :

● **L'exposition annuelle du musée de Sainte-Gauburge**, à Saint-Cyr-La Rosière, a pour thème « Le Perche à table ». Ouverte jusqu'au 30 juin, le samedi et le dimanche, de 14 à 19 heures. Du 1^{er} juillet au 15 septembre, tous les jours, de 14 à 19 heures.

● **La fête du Perche et des percheros** aura lieu les 26 et 27 juin, à Carbou.

● **Le « Juin musical de Mortagne »** comportera quatre concerts (renseignements : Jacques Braux, 61560 La Meignière).

Samedi 19 juin, à 21 heures, église de Loué : orchestre de chambre Bernard Thomas (œuvres de Bach, Vivaldi).

Samedi 26 juin, à 20 h 45, manoir de La Vove : ensemble de cuivres de Normandie, (œuvres de Gabrielli, Purcell, Haendel).

Samedi 3 juillet, à 21 heures, église de Loué : Denz, Lee et Choo-Hung Toh, piano (œuvres pour deux et quatre mains de Szymanowski, Liszt, Fauré, Ravel).

LOISIRS

MUSIQUE A ROYAUMONT. - La Fondation Royaumont organise sa saison musicale 1982 au printemps jusqu'au 27 juin, à l'automne du 18 septembre au 9 octobre. Elle proposera huit concerts autour de deux thèmes : « Aspects de la musique vocale italienne » pour le printemps et « Piano, voix et musique de chambre » pour l'automne.

★ Marie-Claire Le Bee, Francis Marchal, Fondation Royaumont, Direction culturelle, 95270 Asnières-sur-Oise, tél. : (3) 035-30-16 et 035-40-18.

ANIMAUX

CHIENS ET CHATS ADOPTÉS. - Comme chaque année, à la veille des grandes vacances, la Société protectrice des animaux (S.P.A.) organise deux journées d'adoption, les samedi 12 et dimanche 13 juin, de cinq cents chiens et deux cent cinquante chats, au refuge de Grammont à Gennevilliers. « L'adoption, précise la S.P.A., touche aujourd'hui 2,5 % des animaux de compagnie, soit trois cent cinquante mille chiens et chats sur une population totale de quinze millions. »

★ Refuge de Grammont, avenue du Post-de-Saint-Denis, 92230 Gennevilliers.

VIVRE A PARIS

ENQUÊTE DANS LE VINGTIÈME

La préfecture de Paris indique qu'une enquête publique, relative au projet d'acquisition par la Ville de Paris de plusieurs immeubles situés dans la zone d'aménagement de Belleville, se déroule à la mairie annexe du vingtième arrondissement, 6, place Gambetta, jusqu'au 25 juin inclus. Ces immeubles sont situés : 2 à 12, rue Vilin ; 31 à 41, rue des Couronnes et 55 à 59, rue Julien-Lacroix. Pendant la durée de l'enquête, le dossier pourra être consulté chaque jour de 9 heures à 18 heures sans interruption, sauf samedi et dimanche. Les observations peuvent être consignées par les intéressés directement sur le registre d'enquête. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie annexe du vingtième arrondissement.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois : 6 mois : 9 mois : 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F. 442 F. 511 F. 780 F.

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F. 962 F. 1 391 F. 1 820 F.

ÉTRANGER

(par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

312 F. 522 F. 731 F. 940 F.

II. - SUISSE, TUNISIE

386 F. 667 F. 949 F. 1 230 F.

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (très vite) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : un abonné doit adresser à l'éditeur son adresse nouvelle et son adresse actuelle avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les paiements en espèces d'impression.

مكتبة القرآن

كنا من الوطن

Le Monde

culture

MUSIQUE

Le cinquantième du Festival de Strasbourg

Rilling et la Messe en si mineur

La cathédrale de Strasbourg, formidable symbole de pérennité enracinée dans la terre d'Alsace, était vendred'lieu d'un bel anniversaire : le cinquantième du premier Festival français organisé par la société des Amis de la musique, toujours bien vivante, qui n'a cessé d'en assurer la responsabilité.

Il y avait eu des précédents du temps de la domination allemande dans cette ville que Hans von Bülow appelait : « la résidence de Sa très sublimissime Majesté, la plus belle cathédrale des bords du Rhin » et où il craignait de dévaster « ses douces symphonies » (à savoir les symphonies de Brahms et de Bruckner), en 1905 notamment. Strauss et Mahler étaient venus y diriger leurs œuvres : au cours d'une première fête musicale suivie de bien d'autres, jusqu'en juin 1931, où Bruno Walter et le Gewandhaus de Leipzig donnèrent un concert triomphal avec, en soliste, le violoniste Charles Münch.

C'est alors que Gustave Wolf et le professeur Pantier constituèrent cette société des Amis de la musique destinée à organiser un festival annuel : il s'ouvrit le 29 avril 1932 avec la Philharmonique de Berlin dirigée par Furtwängler, l'Orchestre de Leipzig sous la direction d'Albert Wolff, dont le soliste était Jacques Thibaud, et l'Orchestre municipal.

Les premiers festivals marqués en particulier par l'intégrité des symphonies de Beethoven dirigées par Klemperer en 1939, furent interrompus en 1939 après une dernière Messe en si mineur de Bach dirigée par Fritz Münch. C'est cette messe catholique d'un protestant, symbole ecuménique d'une culture européenne au sein d'une guerre fratricide, que nous avons réentendue vendredi pour fêter le cinquantième.

Car depuis 1947, après un festival Bach qui fit à l'époque une prodigieuse impression (on avait réuni Klemperer, Fischer, Eisele, Münch, Münch et bien d'autres), il n'y eut plus aucune rupture dans la grande manifestation strasbourgeoise qui domina pendant des années le paysage musical, rassemblant les plus extraordinaires interprètes du monde entier et offrant des créations mémorables de Poulenc, Milhaud, Schmitt, Oubay, Barraqué, Boucquillon, Xenakis et beaucoup d'autres.

Pour être le festival d'endormir-il un peu dans sa grande tradition à une époque où d'autres se créaient partout et faisaient preuve d'une ingéniosité plus adaptée à un public et à une conception en profond renouvellement : Strasbourg n'a plus le même prestige qu'il y a trente ans, mais il maintient un très haut niveau avec des artistes tels que, cette année, l'Académie de Saint-Martin, la Grande École et la Chambre du Roy, les Percussions de Strasbourg pour leur vingtième anniversaire.

Claudio Arrau, Guidon Kremer, Marie-Claire Alain, le quatuor Mélos, artistes qui n'ont que le tort de voyager beaucoup plus que n'habitent, ce qui retire au festival une partie de son audience internationale ou nationale.

Pourtant, la Messe en si mineur dirigée par Helmut Rilling à la cathédrale, restait un événement par la splendeur de l'interprétation accordée avec la majesté du lieu et surtout par ses immenses processions, ces lentes fugues d'un seul tenant auxquelles le chef imprimait une marche irrésistible, de plus en plus riche de substance, d'une unité absolue. Avec l'admirable chœur du Gächinger Kantorei et le Bach Collegium de Stuttgart qu'il a façonné depuis si longtemps, Rilling donne de l'œuvre du cantor l'image la plus profonde et la plus séduisante, alliant au mysticisme une légèreté, une beauté sonore qui élimine tout côté doctoral ou pontifiant.

Sans utiliser d'instruments anciens, ni adopter les inflexions du nouveau style baroque, il en est très proche par l'esprit et la fraîcheur. Comme un lutin malicieux déguisé en Herr professor, il fait pénétrer la vie dans ces chœurs exultants qui le débordent des yeux, il entoure les belles volutes des solistes des plus adorables sonorités instrumentales, et puis il ramène d'une profondeur insondable les intenses visions qui jaillissent comme un chemin de croix, ce vaste poème de la vie en Dieu, la vie d'une humanité épanouie, car Rilling ne saurait la concevoir autrement.

Parmi les quatre solistes aux voix sobres et fermes, on remarquait surtout le timbre joyeux et vibrant de sa soprano Edith Wiens au fin visage entouré de cheveux blonds s'épandant sur une robe stricte et noire de bonne maîtresse de maison : c'est tout à fait ainsi qu'on s'imaginerait Anna Magdalena Bach chantant devant son génial époux.

JACQUES LONGCHAMPT.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

SAXOPHONE. — Premiers prix : Marc Stoffer, Philippe Duchesne, Keichi Araki, Michel Buisson, Philippe Portejoie, Hiroki Saito, Michel Villafraña Arizaga.

DIRECTION D'ORCHESTRE. — Premier prix : Jacques Pasi.

CHANT (hommes). — Premiers prix : Jean Garcin, Jean-Marc Ventrone ; deuxième prix : Michel Bernard, Assay Otsuka, Richard Tronc.

CHANT (femmes). — Premiers prix : Fabienne Sauvignat, Catherine Maurisse ; deuxième prix : Catherine Poisson, Sylvie Sullé, Brigitte Toulon.

FORMES

ESPAGNE

Appelé à comparaître en cette sorte de procès posthume (1), Aguirre confond ses (anciens) détracteurs. Il lui reste à s'imposer à ceux qui peuvent rebouter la sévérité, l'intensité, l'interdit d'une peinture serrée, décapée de tout accessoire, de tout élément extrinsèque. Peu de toiles, mais grandes, mais riches, parmi les plus importantes d'une période de maturité, belles et trop brèves.

Ses personnages fantomatiques, plus réels que les passants condamnés dans la rue, aussi réels que son autoportrait (1968), défient sur fond noir. Celui qui hante le Grand Atelier semble indifférent à la masse anonyme des objets, où, des objets réduits à des masses, légères et compactes. Et les terres brûlées de Péninsule, les terres brûlées de Paysage caillien qui disent tout avec rien. Ou presque.

Je fais une peinture très pauvre, extrêmement pauvre en moyens, avouait-il à Claude Esteban, quinze jours avant sa mort (ce long entretien est la pièce de résistance du catalogue). On n'en finirait pas d'épiloguer. Mieux vaut aller s'imprégner de cette méditation grave, quasi monochrome, illuminée un instant par les touches-fleurs posées sur un bouquet, d'un rose qui n'est que d'Espagne.

Au fait, pourquoi cette persistance attirante de l'Espagne, perçue chez Maurice Rocher, naïf du plus tempéré des Pays de Loire, mais devenu pensionnaire de la Casa de Velázquez ? Le climat seulement. La sombre violence qui solait dans la

rétrospective de Laval, l'an dernier, continue à nous saisir. On aurait peut-être scrupule à y revenir si jour dans ses toiles récentes (2). Voici encore des visages, des visages saignants (la Serra Padrona) aux antipodes de la caricature, même dans ce fabuleux morceau de bravoure d'un Académicien (des beaux-arts).

On ne quitte pas les marécages charnels avec Jeanne Socquet, qui présente cette fois (3) d'immenses dessins dont la singularité est d'avoir été exécutés après coup et d'être les toiles. Elle a retranché de ses conceptions, de ses pensionnaires d'asile, des échantillons d'une pitoyable humanité, la couleur, la pleine pâte. N'en subsistent que les gestes essentiels, accusateurs, les courbes pleines, les lignes de vie.

Ces dames peuvent être habillées ou à poil, c'est une toute autre nudité que ces dessins à la mine de plomb exhibant, celle de l'âme. Bien différente est la facture des collages, l'écriture sans jeu de mots, car l'un des matériaux de choix découverts par Jeanne Socquet est une liasse de vieux papiers de famille récupérés en extrême. Mêlés à d'autres éléments d'écrits, ces écrits, ces écrits lacérés retrouvent une étrange jeunesse.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine.
- (2) Galerie Serge Geyrier, 12, boulevard de Courcelles.
- (3) Galerie Jaquaster, 85, rue Rambuteau.

DANSE

« POUR GISELLE », AU FESTIVAL DE LYON

L'état mythique

Elaboré pendant de longs mois par la compagnie lyonnaise de Michel Hallet-Eghayan, Pour Giselte vient d'être créé à la Maison de la Danse, en ouverture du Festival de Lyon. On aime ou pas, mais la conception et la mise en œuvre de ce ballet constituent une expérience originale, très révélatrice de l'état d'esprit de la jeune danse française.

Il ne s'agit pas de réécriture, encore moins de mise en pièces, mais d'une tentative pour déconstruire le thème — rebattu, usé — afin de révéler le mythe de Giselte tel qu'il est perçu par une nouvelle génération. Michel Hallet, engagé dans une écriture chorégraphique moderne très influencée par Cunningham, se propose de formuler, dans un vocabulaire actuel, l'acheminement d'un ballet qui lui seul réécrit toute la danse classique.

Voici quelques années John Neumeier avait repris un autre chef-d'œuvre du répertoire, Le Lac des cygnes : il en avait transformé la philosophie en y insérant les doubles drames existentiels de Louis II de Bavière et de Tchaïkovski ; il en avait modifié l'intrigue et une partie de la chorégraphie, mais en conservant la partition originale.

Ici il n'y a pas d'implications psychologiques ni de projection de fantasmes personnels. Giselte accède à l'état mythique parce qu'elle symbolise la passion de la danse, parce que toute l'action est déterminée par la danse et s'exprime par elle seule. On conçoit que tous les danseurs puissent être concernés par ce ballet au plus profond d'eux-mêmes.

Retrouver l'essence de Giselte, c'était d'abord pour Michel Hallet réécrire le livret et passer de l'anecdote romantique à une dimension poétique intemporelle. Jacques Estager s'y est risqué. Il a pris appui sur Théophile Gautier pour décrire la maison de Giselte et celle d'Albert dans un paysage de vignoble ; mais il s'en écarte très vite. Son texte joue sur l'alternative entre la lumière et l'ombre, suggérant ce glissement de la jeune fille, de l'amour radieux à la folie puis à la nuit où elle resuit Willie, condamné à danser éternellement.

Dans tout le premier acte de texte — dit en voix off — sert de musique ; il donne une certaine réverbération, un mystère venu des mots ; mais il n'est aucunement un guide. Le spectateur devra se débrouiller tout seul dans le labyrinthe. Pour le second acte (l'acte blanc), le musicien Jean-François Estager intervient. Il a composé une partition aride avec des notes détachées, sèches. Le piano devient le seul qu'il faut franchir pour pénétrer dans un autre univers.

Pour Giselte ne réinterprète pas le ballet : il s'agit bien de suggérer des états de danse stylisés dans l'esprit de l'œuvre originale. Des costumes fleuris, gais, un vocabulaire vigoureux, évoquent d'abord les fêtes des vendanges avec des balles, des pas de bourrée, des dé-

gagés et des grands jetés, enchaînés de manière insolite à des plétiements, des arrêts qui cassent net le mouvement, des plongées en avant et des façons de faire le dos rond rappelant un peu le Pulcinella de Douglas Dunn. Finalement, cet hommage à Giselte se place sous le signe de Merve Cunningham avec qui Michel Hallet semble partager le goût de l'invention et de la combinatorie gestuelle.

Les couples changent au cours des entrées, car ici tous les danseurs sont Lays-Albert, toutes les danseuses sont Giselte ou plutôt les reflets des deux amants. Dans l'acte blanc, les garçons ont des collants noirs et des tee-shirts, les filles des tenues de travail blanches. Ils se relaient au fil de cinq séquences renouées : Giselte et son amant, Giselte et son double (Bathilde), Giselte et le folle, Giselte et les danseuses (les Willies), Giselte et la danse. La chorégraphie, à base de sissones, d'arabesques, est placée sous le signe de la vitesse avec tout un jeu de pieds complexes rappelant que les Willies, possédées d'un mouvement fébrile, bougent sans cesse.

Shoko Kimbara est en tunique. Michel Hallet lui a réservé cinq solos très enlevés, très harmonieux, où elle avale l'espace et rebondit comme une balle. De même, il a su utiliser au mieux les possibilités de ses huit danseurs, de formation différente, et de force inégale. Odile Duboc est remarquable de finesse et de précision ; Marc Vincent déploie une légèreté et des qualités aériennes insoupçonnées ; Pascale Gourey est un véritable vif-argent. Michel Hallet surprend par son physique de pirate et ses passes de sorcier.

Ce spectacle, on l'aura deviné, ne se laisse pas saisir facilement. Il développe une logique du mouvement inusuelle ; il comporte, aussi des temps morts. Mais quel plaisir d'y entrer : alors on s'y sent bien. Très souvent l'émotion naît de la danse seule, et c'est bien ce qui importe ici.

MARCELLE MICHEL.

★ Produit grâce à une aide ponctuelle du Ministère de la culture Pour Giselte est présenté à la Maison de la Danse de Lyon les vendredis 11 juin, samedi 12 à 20 h 30, dimanche 13, à 18 heures.

★ Prochaines manifestations chorégraphiques du Festival de Lyon : Schéhérazade et Daphnis et Chloé, version de Gigi Casacalca, à l'auditorium Maurice Ravel (17, 18, 19 juin) ; Les Pierres de la nuit par la compagnie de la Trébulle au Théâtre de Vaise (16, 17, 18 juin).

ROCK

LES DEUX CONCERTS DES ROLLING STONES

150 000 spectateurs attendus à Auteuil

Près de cent cinquante mille spectateurs sont attendus à l'hippodrome d'Auteuil dimanche 13 juin et lundi 14 pour les deux concerts des Rolling Stones. Dimanche, l'ouverture des portes se fera à 10 heures du matin et le programme commencera à 13 heures avec George Thorogood, puis J. Geils Band.

Les Rolling Stones aux-mêmes sont annoncés pour 17 heures. Lundi, le programme débutera également à 13 heures et comportera J. Geils Band, le groupe français Téléphone, enfin les Rolling Stones qui apparaitront à 19 heures.

Mercredi 16 juin, les Rolling Stones seront au stade Gerland de Lyon et poursuivront la tournée européenne qui comporte quarante-cinq shows en deux mois dans douze pays. Ce gigantesque est une suite naturelle à la dernière tournée américaine de Mick Jagger, Keith Richards et leurs complices qui s'est déroulée lors du quatrième trimestre 1981 (soit, quatre-vingt mille spectateurs en un seul concert au Kennedy Stadium de Philadelphie, quatre-vingt-cinq mille au Coliseum de Los Angeles, quatre-vingt-sept mille au Coliseum de La Nouvelle-Orléans) et qui a vu deux millions de jeunes

américains assister aux nouveaux spectacles du plus grand orchestre rock de l'histoire.

Cette audience phénoménale a permis aux Rolling Stones de réaliser la plus énorme opération financière du show business américain : les gains pour les Rolling Stones eux-mêmes se montent à 50 millions de dollars provenant de la vente des billets et des droits dérivés. Un album enregistré au cours de cette tournée (Still Life, distribution Pathé Marconi) vient de paraître en France où les Stones, rockers aristocrates tour à tour adultes et incroyablement adolescents, jouent leur Thème, Let's Spend the Night Together, Shattered, Twenty Flight Rock, Let me go, Time on my side, Imagination, Start me up et bien entendu l'inévitable Satisfaction.

A coup sûr, dimanche et lundi, les Rolling Stones vont jouer avec toute leur superbe machine de bruits et de fureurs, ils vont prendre à bras le corps leur musique d'une saveur drue, intarissable, ils feront un grand spectacle exemplaire et seront fidèles à leur image à la fois agressive et ambiguë avant de fuir le lieu de la fête, toujours un peu absorbés par le pouvoir magique des mots et des sons. — C. F.

PHOTO

L'avenir de l'Institut Lumière et de la Fondation nationale de la photographie

M. Bernard Chardère, ancien délégué général de la Fondation nationale de la photographie, depuis sa démission à Lyon, en 1979, vient, comme nous l'avons annoncé (le Monde du 13 mars), d'être nommé directeur d'un Institut Lumière pour le cinéma et l'audiovisuel, qui a pris place dans le château des Frères Lumière, restauré en 1978 pour pouvoir accueillir la fondation.

Préside par le cinéaste Bertrand Tavernier, cet institut se propose de « diffuser la culture cinématographique » et pour cela, dans un premier temps, de recopier sur cassettes les premiers films de l'histoire du cinéma, qui pourront être visionnés gratuitement par le public. Une collection de films d'amateurs, fictions et documentaires, devrait s'organiser dans la région de Lyon afin de créer une cinémathèque régionale.

Des locaux distincts devraient prochainement être construits dans la proximité du château Lumière pour abriter, outre cette cinémathèque, une bibliothèque de cinéma, une « cassetteothèque » pour les musiques de films. Financé à 30 % par la ville et la région de Lyon, à 10 % par le département, l'institut Lumière a déjà été doté, par le ministère de la culture, d'un budget de 2 millions de francs, qui sera porté à 3 millions en 1983.

Se pose maintenant un problème pour la Fondation de la photographie elle-même, qui risque d'être chassée par son ancien petit frère devenu son très grand frère, le cinéma. En trois années d'existence, et sur un éventail de trente-cinq expositions, originales ou copiées à d'autres centres (les Ateliers, Jacques Prévert et ses amis photographes, des rétrospectives d'Edouard Boubat, William Klein, Robert Doisneau), la fondation a reçu quelque cent vingt mille visiteurs, pour la plupart lyonnais. Vue d'un peu loin, il est vrai, du bout de la longnètte parisienne, et après de courtes visites, la fondation semblait voguez paisiblement, dans une bonne croisière de roula, sans folie, sans grand coup de vent. Il faut dire que le bâtiment, joliment vétusta, se prête moins à l'idée de création qu'à celle de conservation, d'hommages posthumes. Maintenant que M. Bernard Chardère la délaisse, pour retourner à son amour premier, le cinéma, la voilà menacée, mais sa continuation, sous cette forme, est-elle vraiment nécessaire ?

M. Robert Delpeire, qui de son côté a été chargé par le ministère de la culture d'une mission en faveur de la photographie (mais, dans ce monde, il est déjà d'avantagé à Monsieur Photo), se retrouve délégué général de la fondation à partir du 6 juillet.

Mais il a, d'autre part, un projet beaucoup plus vital, la création d'un Centre national pour la photographie, qui logiquement devrait s'établir à Paris, et plusieurs éventualités sem-

blent apparaître : ou bien la suppression pure et simple de la Fondation, à laquelle se substituerait le nouveau centre, ou bien la survivance de la fondation, comme lieu d'exposition annexa à l'Institut Lumière, ou comme cellule photographique qui pourrait être animée par la municipalité de Lyon. M. Robert Delpeire doit proposer à M. Jacques Lang, d'ici à une dizaine de jours, les grandes directions de sa politique en faveur de la photo, sur laquelle il travaille depuis trois mois.

H. G.

CINÉMA

Hommages à R. W. Fassbinder

En Allemagne, de nombreuses personnalités du monde du spectacle et de la politique (dont le S.P.D.) ont rendu hommage à Rainer Werner Fassbinder, mort à Munich à l'âge de trente-six ans (le Monde du 11 juin).

En France, M. Jack Lang, ministre de la culture, a déclaré que « le cinéma a perdu un de ses créateurs les plus marquants ». La télévision attendra le 1er juillet pour diffuser sur FR 3, à l'heure tardive — de 22 h 55 un film de 1971, Le Marchand de quinquais, qui avait été déjà annoncé pour le 14 janvier 1982 et remplacé par un programme Tex Avery.

On a pu voir Fassbinder sur ce petit écran jouer le Baal de Brecht, un film de Volker Schlöndorff (au Cinéma du 2, en septembre 1973) mais aucune de ses œuvres personnelles n'a été diffusée jusqu'à présent. Son dernier film, Querelle, d'après Jean Genet, est inscrit à la sélection officielle du Festival de Saint-Sébastien, qui aura lieu du 17 au 26 septembre.

Les causes de la mort de Fassbinder restent inconnues après l'autopsie pratiquée le vendredi 11 juin, qui permet seulement de penser qu'elle n'a pas été délibérément provoquée. Le parquet de Munich a demandé que les analyses toxicologiques, soient pour la première fois, les résultats devraient être rendus publics au début de la semaine prochaine.

Le prix littéraire de la Critique de cinéma a été décerné, cette année, au recueil des œuvres inédites de Jean Renoir (projets de scénarios, films non terminés, publiés aux éditions Gallimard). Cahiers du cinéma, pour son intérêt historique et la qualité de son écriture (le Monde du 28 janvier).

Trois membres de la commission des avances sur recettes viennent de démissionner : Jean-Claude Carrière, Bernard Lوران et Jean-Pierre Scullier. Ils sont, en effet, associés (comme scénariste ou producteur) à des projets de films qui sollicitent l'avance : Un bruit qui court, de Scullier, vient d'être retenu. Les années précédentes, les membres de la commission, en pareil cas, se contentaient souvent de se retirer des délibérations. Cette fois, il était convenu qu'ils renonceraient soit à la présentation de leur projet, soit à leur rôle dans la commission.

هذه احدث الاصل

SPORTS

FOOTBALL

LA XII^e COUPE DU MONDE

Les Français terminent leur préparation en battant les champions d'Espagne

La douzième Coupe du monde de football commencera, dimanche 13 juin, au Nô Camp de Barcelone, par une rencontre Argentine-Belgique, le tenant du titre contre le vice-champion d'Europe. L'équipe de France, qui doit entrer en lice mercredi 16 juin à Bilbao contre l'Angleterre, a terminé sa préparation par un match contre le Real Sociedad de Saint-Sébastien.

La partie, qui fut jouée en trois tiers-temps d'une demi-heure, a été gagnée 3 à 1 par les Français sur le club champion d'Espagne, qui opérait sans ses six internationaux retenus en équipe nationale.

Le directeur des équipes de France, Michel Hidalgo, profita de l'occasion pour tester vingt des vingt-deux sélectionnés, seuls Larios et Soler restant sur le banc de touche. Au cours des trente premières minutes, aucun but ne fut marqué, en dépit des bonnes occasions notamment de Couriol, qui échoua par deux fois alors qu'il était seul à 2 mètres des buts. Au cours de la se-

BOXE

CHAMPIONNAT DU MONDE DES POIDS LOURDS

Larry Holmes bat Gerry Cooney

Le Noir américain Larry Holmes a conservé son titre de champion du monde des poids lourds (version W.B.C.) en battant, vendredi soir 11 juin, à Las-Vegas, son compatriote blanc Gerry Cooney par jet de l'éponge à la treizième reprise.

Ce combat, qui fut à l'avantage de Holmes dès le deuxième round, s'est déroulé dans un climat chargé de racisme. Pour augmenter l'intérêt de la rencontre, qui devait permettre aux deux pugilistes de toucher une bourse de 10 millions de dollars, les organisateurs ont eu effet monnaie en épingle l'antagonisme entre Holmes, surnommé « l'assassin d'Easton » et « gentleman » Cooney, un fils d'Irlande élevé dans la bonne société new-yorkaise.

En dépit d'un handicap d'âge (treize-deux ans contre vingt-cinq), de poids (96,3 kilos contre 102,3) et de taille (1,93 mètre contre 2,03), Holmes, qui fut le « sparring partner » de Joe Frazier et de Muhammad Ali, a pu conserver sa couronne mondiale pour la quatrième fois depuis qu'il a battu aux poings en 1978 son compatriote Ken Norton.

Cooney, qui espérait devenir le troisième boxeur blanc champion des poids lourds depuis quarante ans, après l'Américain Rocky Marciano et le Suédois Ingemar Johansson, ne fut jamais en mesure de placer son crochet gauche qui lui avait assuré la victoire par K.O. au premier round dans le tiers de ses combats.

TENNIS

Wilander à l'aide de Rossignol

(De notre correspondant.)
Gambelle. Pour la première fois depuis 1946, une raquette française gagne à Roland-Garros... répète à qui veut l'entendre M. Laurent Bœuf-Vives, P.D.G. de Rossignol, A la Côte-Saint-André, les cent quarante salariés de l'unité-tout-terrain de fabrication des raquettes de la marque de M. Wilander - qui ne cesse d'augmenter de jour en jour. « Ce brusque démarrage nous rappelle celui que nous avons connu après la victoire de Jean Yarnaud aux Jeux olympiques de St-Moritz en 1960 », déclare l'un des membres de l'équipe-major de Rossignol.

Côté corbeille, à la Bourse, le vent favorable de Roland-Garros a aussi soufflé sur les actions du groupe. Elles ont pris quelques dizaines de francs supplémentaires, marquant ainsi la confiance des épargnants dans le leader mondial du ski, qui a pourtant enregistré, en 1981, un déficit de 25 millions de francs.

C'est en 1977 que Rossignol s'est lancé dans le tennis. Le marché recoupe largement celui du ski. M. Bœuf-Vives pensait profiter du prestige de la marque acquise sur les champs de neige pour s'imposer sur les courts de tennis. Rossignol se lança dans la production de raquettes composées « associant le plastique, la fibre de verre et le métal avec une technologie développée pour le ski. Le produit mis sur le marché ne remporta pas aussitôt le succès escompté. Rossignol racheta alors deux usines aux Etats-Unis, l'une spécialisée dans la fabrication de cadres en bois pour satisfaire la demande des inconditionnels des raquettes traditionnelles, l'autre orientée dans la production de cadres métalliques pour attaquer le marché des bas de gamme. Concurrencée par les produits d'Extrême-Orient, cette dernière unité a été fermée. Désormais, la firme produit des cadres très sophistiqués.

En 1981, Rossignol a vendu 250 000 raquettes. Le chiffre d'affaires tenu du groupe ne représente encore que 7 % du total. Le P.D.G.

de l'entreprise ambitieuse néanmoins de devenir le numéro un mondial de ce sport. Parallèlement à ses efforts sur le plan industriel, Rossignol a mené une politique commerciale et sportive originale. En janvier 1980, les « chercheurs de talents » de la firme engagèrent six joueurs alors presque totalement inconnus. Aujourd'hui, Andreas Gornes, aujourd'hui 14^e joueur mondial, était classé 350^e. Rossignol fit appel également au Sud-Africain Johan Kriek et au Suédois Mats Wilander, aujourd'hui champion de Roland-Garros. L'entreprise daniénoise a encore en réserve les Américains Tim Mayotte et Tim Wilkison. Le leader de l'équipe est l'Argentin José-Luis Clerc. Ses joueurs ont déjà remporté les Internationaux d'Australie, de Rome et de Paris.

Rossignol est bien parti pour présenter, à la fin de la saison de tennis, un palmarès tennisistique aussi fou que celui enregistré pendant l'hiver 81-82. Dix médailles dont cinq d'or coexistent aux championnats du monde de ski, à Seefeld. Mais toutes ces victoires et ces médailles seront-elles suffisantes pour permettre au numéro un du ski de surmonter la « crise élimatoire » qui mit l'entreprise en péril ?

CLAUDE FRANCHILLON.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 13 JUIN

— M. Jean-Pierre Fourcade participe à l'émission « Le grand jury R.T.L. le Monde » sur R.T.L., à 18 h 15.

— M. Michel Ponsardowski, ancien ministre, est l'invité du « Club de la presse » sur Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 14 JUIN

— M. François Léotard, secrétaire général adjoint du P.R., est reçu par Arlette Chabot, sur France-Inter, à 7 h 40.

— M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., député de la Lozère, participe à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.

L'IMPOSSIBLE M. BÉRE (A. v.a.)

Nickel-Boles, 9 (325-72-07).

INDISCRETIONS (A. v.a.)

Nickel-Boles, 9 (325-72-07).

JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.a.)

Basque de l'Image, 9 (329-41-19).

LE KID (A. v.a.)

Théâtre Présent, 19 (203-02-53).

LE LAUREAT (A. v.a.)

Théâtre Présent, 19 (203-02-53).

LE NEMAN ET LA PUTAIN (Fr.)

Olympic Saint-Germain, 9 (222-87-23).

1980 (R. v.a.)

(2 épisodes) (7), Bolo à films, 17 (622-44-21).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.)

U.G.C. Marbeuf, 9 (223-13-45) ; (v.a.), Capé, 9 (508-11-69).

LE MURAGE DE LA VIE (A. v.a.)

Action Christine, 9 (325-47-46).

MON ONCLE (Fr.)

Tampliers, 9 (272-94-56).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL

(A. v.a.), Chay Boles, 9 (354-20-12).

NEW YORK, NEW YORK (A. v.a.)

St-Germain-Huchette, 9 (633-63-20) ; Elysees-Lacoste, 9 (359-36-14).

NOCES DE SANG (Esp. v.a.)

St-Ambroise, 11 (700-89-16) ; L. sp.

LES NOUVEAUX MONSTRES (R. v.a.)

Lacoste, 9 (344-57-34).

ORFÈVE NEGRO (R. v.a.)

Danemont, 12 (343-52-97) ; L. sp.

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.)

(v.a.), Capé, 9 (508-11-69).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.)

(v.a.), Capé, 9 (508-11-69).

LE PRÉ (R. v.a.)

St-Ambroise, 11 (700-89-16).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A. v.a.)

Studio Contrepoint, 9 (325-78-37).

LA RIVIÈRE D'ARGENT (A. v.a.)

Action La Fayette, 9 (678-80-50).

LE SÉQUESTRE EN PERSONNE (A. v.a.)

Elysees Point Show, 9 (223-67-29) ; V.F. Opéra-Night, 2 (266-62-56).

SAO (R. v.a.)

Capé, 9 (508-11-69).

SOLDAT BLEU (A. v.a.)

Épée de Bois, 9 (337-57-47).

SON NOM DE VENISE DANS CAL-CUTTA DESERT (Fr.)

Action République, 11 (805-51-33).

STRAWBERRY BLONDE (A. v.a.)

Action La Fayette, 9 (678-80-50).

TAXI DRIVER (A. v.a.)

(v.a.), Capé, 9 (508-11-69).

TEX AVERRY POLLOCK (A. v.a.)

St-Ambroise, 11 (700-89-16).

TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr.)

14 Juillet-France, 9 (326-58-00).

LE TROUPEAU (Fr. v.a.)

14 Juillet-France, 9 (326-58-00).

LE TUEUR À LA LUNE DE MIEL (A. v.a.)

Olympic-Hall, 9 (273-34-19) ; Olympic-Luxembourg, 6 (633-67-77).

TOMEE LES FILLES ET TAI-TOI (A. v.a.)

Elysees Point Show, 9 (223-67-29).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A. v.a.)

Épée de Bois, 9 (337-57-47).

UN HOMME ET UNE FEMME (Fr.)

Moviet, 1 (260-43-99).

VACANCES ROMAINES (A. v.a.)

Champs, 9 (354-51-60).

LES VALSEUSES (Fr.)

U.G.C. Roulotte, 6 (633-08-22).

Les festivals

INGMAR BERGMAN (v.a.) : Acacias, 17 (704-74-53) ; Sources d'une nuit d'été (som.), 9.

LA NUIT BLANCHE DU CINÉMA ROUGE, Marais, 4 (278-47-36), sum. de 14 h à 7 h du matin.

FANTASTIQUE (v.a.) : Saint-Germain-Huchette, 9 (633-63-20) ; Les Révéla de l'an 2000 (som.) : La nuit des masques (dim.).

MARK BROTHERS (v.a.) : Studio Logos, 9 (354-26-42) : La pêche au trépan (som.). Une nuit à Cavallone (dim.).

LA VILLE, LIEU DU DRAME (v.a.) : Bouquaire, 9 (326-12-12) ; 16 h : Les Yeux de Laura Man ; 18 h : Le Locataire ; 20 h : Témoin ; 22 h : Le Médicament.

FILM MUSICAL (v.a.) : Ambassade, 9 (329-19-08) : Rock around the clock ; Go Johnny go (som.) : La fièvre du samedi soir ; Third world ; AC/DC ; The film ; Blue Suede Shoes ; Roller boogie (dim.).

JOSEPH VON STERNBERG (v.a.) : Action La Fayette, 9 (678-80-50) : Le Paradis des masques (som.) ; La fièvre sur Manhattan (dim.).

LES GRANDS SÉDUCTEURS DU CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9 (770-63-40) : Le Paradis ; Mort en fraude (som.) ; Le Bonheur ; Mort en fraude ; Le Paradis ; Le Message (dim.).

PANORAMA DU COURT MÉTRAGE FRANÇAIS : Musée des Arts, 14 (527-77-55) ; variétés.

SÉLECTION DU FESTIVAL DE CANNES : Musée des Arts, 14 (527-77-55) ; Play Back ; Harlem Nocturne ; Summertime ; Les Trois Invités.

L'ES BUNIES (v.a.) : Éclair, 13 (707-28-04) ; en alternance : Les Ombres du Monté au ciel ; L'ange excommunié ; Viridiana.

JEAN-LUC GODARD EN COULEURS : Olympia, 14 (542-67-42) : Le Mépris (som.) ; Une femme est une femme (dim.).

FRED ASTAIRE (v.a.) : Mac-Mahon, 17 (380-24-81) ; En suivant la flûte (som.) ; Broadway melody (dim.).

PROMOTION DU CINÉMA (v.a.) : Studio 28, 19 (606-36-07) : La passion du Sam-Souci (som.) ; Absence of malice (dim.).

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polac. La sport en France. La rite et les jambes ?
- 21 h 50 Série : La Plantation. D'après Lennie Golmer. Réal. : V. Vogel. Avec L.A. Warren. M. Sarrazin, E. Alphonse. Deuxième épisode : Rocco Corlay souhaite s'emparer des terres voisines, notamment de la plantation. Sarah s'y refuse et tombe amoureux d'un artiste peintre...
- 22 h 50 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Une émission de J.-J. Burgel, E. Gilbert, F.-L. Boulay. Au sommaire : la télévision des autres ; la Hongrie ; un portrait de Michel Platini ; un dossier sur la Pologne.
- 23 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De Michel Drucker. Avec M. Sardou, J. Manasson, E. Charbon, N. Peyron.
- 21 h 40 Feuilletton : Les invités. De J. Robert. Réal. : R. Pigault. Avec A. Falco, J. Desailly, M. Lonsdale, N. Calvan.
- 22 h 35 Documentaire : Carnets de bal. Le chemin du retour, une série de A. Han-Chojon ; réalisation : J.-L. Conolly. Dernier volet d'une série de trois émissions consacrées aux aspects sociologiques du bal populaire : une fête toscane à Paris, sur laquelle plane la nostalgie du pays. Le rythme est d'autant plus alerte que les acteurs se croient transportés en Italie, le temps de quelques ritournelles.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 On sort ce soir : Les amours de Franz. Ballet de R. Petit sur un argument d'E. Charles-Roux. Avec : J.-C. Gil, D. Khalilou, etc. Une suite de tableaux légers et romantiques sur les amours de Franz Schubert.
- 22 h Journal.
- 22 h 30 Prélude à la nuit. Shéhérazade interprétée F. Kreier.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Vie et mort d'une parole, de J.-P. Colin. Avec L. Terzi, S. Anel, etc.
- 21 h 29 Musique enregistrée.
- 21 h 55 Ad lib, avec M. de Breuille.
- 22 h 5, La fuge de samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct de la basilique Saint-Denis) : « Requiem » de Verdi, par l'Orchestre national de France et chœurs de Radio-France, dir. R. Muti ; chef de chœurs, J. Jouanneau, soliste, A. Tomowa-Sintow, soprano, A. Miltcheva, mezzo-soprano, V. Lucchetti, ténor, S. Esté, basse.
- 23 h La nuit sur France-Musique : Entre guillemets : 11 h 5, Poissons d'or ; œuvres de City, Budd, Lusk, Stockhausen, Pärt.

Dimanche 13 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 Orthodoxie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe. Célébrée à Andrézy (Yvelines). Prédicateur : Père S. Rogier.
- 12 h Télé-foot.
- 12 h 50 Les enfants du monde. En direct de Fowehsuegh (Côte d'Ivoire).
- 13 h Journal.
- 13 h 20 Mise en boîte.

Rika Zarai
"CHANTE L'AMI"
30 cm n° 6313 328 NO n° 7200 328
PHILIPS

- 14 h 10 Variétés : Transit. De P. Sabatier. Avec Y. Duval, S. Varian, N. Hagen, R. Springfield, S. Adams, etc.
- 15 h 25 Sports dimanche. Concours hippique : championnat du monde, à Dublin ; Football : finale, à Saint-Denis.
- 17 h Téléfilm : Avoir été (première partie). D'après G. Casanova, réal. Roland-Bernard. Avec P. Desailly, J. Cousin, A. Bertrand (rediffusion).
- 18 h 25 Les animaux du monde. Des oiseaux de mer par milliers, en direct de Fowehsuegh (Côte d'Ivoire).
- 19 h Journal.

mistat foot
LE 45T OFFICIEL ESPANA 82
DISTRIBUTION AUDIOVISUELLE EUROPE

- 19 h 20 Eurovision : Football. Cérémonie d'ouverture, en direct de Barcelone.
- 21 h 55 Portes et un comédien : François Poirier. Réal. : Armand Pataille. Des propos recueillis en septembre 1980 et illustrés avec les images des films et des pièces qu'il a interprétés : Entrée des artistes, Gervais, Bobosse, Premier Bal.
- 22 h 55 Magazine : Pleins feux. De J. Artur et C. Garbino. « En revoir », à l'athlète : Schellmann ; à Chaillet : Peter Gas dancer Company, aux Bouffes du Nord : Les percussions de Strasbourg ; jazz au T.E.P.
- 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h Cette semaine sur A 2.

LA
KOUKOUPE
Jean ROUCAS
Le seul disque non officiel
de la coupe du monde

- 11 h 15 Dimanche Martin. Entrée des artistes.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite).
- 15 h 20, L'école des fans : 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire : 16 h 25, Thé dansant.
- 16 h 50 Série : Mémoires de nuit [4]. « Jean-François », réal. B. Grizelle.
- 18 h La chasse au trésor.
- 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Super Platine 45. Mitchell, Blondey, A. Chanfort, J. Hollyday. C. Couture, etc.
- 21 h 40 Magazine : Moi... je. De B. Bouthier. Ça sent la guerre : La mort douce ; Vous avez dit anglais : Brèves rencontres : Le son du mois. Je n'ai le droit - parfois - de ne donner la mort ? Le point de vue de quelques-uns des membres de l'association des droits pour mourir dans la dignité.
- 22 h 25 Série documentaire : Un homme dans la tourmente. Il. Hottel : les lois de l'hospitalité, réal. J. Berroson. Après le portrait caustique de quelques-uns des figures les plus connues du pouvoir d'adhésion, changement de ton. José Bercou et Jean-Claude Charlier ont enquêté dans quelques-uns des camps et des prisons sur l'Etat-Lit où sont retenus les Haïtiens qui ont fui, pour des raisons économiques ou politiques, leur pays. Un document terrible sur la vie de ces hommes et de ces femmes, ainsi que sur la politique de l'administration Reagan.

PASTOR
"LE COUP DE FOLIE"
LE DISQUE DE L'ÉTÉ
N° 1 FRANÇAIS
Sur disques FLARENASCH-WEA

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Émissions de l'ICEI destinées aux travailleurs immigrés : Mossaïque. Pour son avant-dernière émission avant les vacances, Mossaïque organise une table ronde afin de dresser un bilan de la semaine politique d'immigration ; puis actualités de la semaine et variétés, avec Chano Lobato, Pierre Alardère, le théâtre d'Alfaro, et un hommage à Abdel Halid Hefzi.
- 13 h Les jeux du dimanche.
- 14 h Onze pour une soupe.
- 14 h 30 Festival du jazz à Arrabbes. Marital Solal.
- 15 h 15 Ouvert le dimanche. Im. M. Alard Laurens, présent du journal le Monde.
- 16 h 15 Les Secrets de la mer Rouge. D'après H. de Monfreid. Réal. : C. Guillemot et F. Lary.
- 18 h 45 L'écho des bananes. Le magazine de rock de Vincent Lamy. Cette semaine, Kim Larsen, Magenta, et le groupe Contes.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM. Confirmation du lancement d'Ariane : Course pédestre à la Réunion. Le championnat de pirouette en Polynésie.
- 20 h Magazine : Merci, Bernard. Une émission de J.-M. Ribes. Des sketches, des nouvelles brèves.
- 20 h 35 Cinéma : Sous le signe du tigre. Film français de G. Grangier (1968), avec J. Gabin, S. Flon, C. Deréal, F. Valéry, M. Aucurier, R. Gémone, A. Adam (rediffusion).
- 21 h À la suite d'un essai raté, un constructeur de fusées perd le soutien de ses commanditaires et se heurte à l'indifférence de son épouse. Il décide de disparaître. Un rôle psychologique, un roman et très intéressant, pour Jean Gabin, dans un film de haute conception, tiré d'un roman de Roger Frégny.
- 21 h 55 Courts métrages. « Renoir ou du plaisir à la joie », de R. Leenhardt.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit (Aspects du cinéma italien) : La Mia Signora. Film italien de Y. Bressi, L. Comencini et M. Bologna (1964), avec S. Mangano, A. Sordi, G. Gori, E. Nicolai, M. Florio (v.o. sous-titré).
- Un mari tue les oiseaux auxquels sa femme s'intéresse trop. Pour obtenir un permis de construction d'un mini-musée, le promoteur fait passer une prostituée pour son épouse. Un grand malade reçoit la visite de sa femme égoïste et mesquine. Un homme et une femme échouent une Italian dans un désert où ils attendent leurs composants respectifs. Un mari trompé s'inquiète moins de l'adultère que de l'état de sa Jaguar. Cinq histoires, cinq comédies de mœurs ironiques au gré des relèves par les différents compositeurs de Silvano Mangano et Alberto Sordi. La deuxième, réalisée par Comencini, est la plus originale et la plus forte. Ce film est inédit en France.
- 0 h 10 Prélude à la nuit. Le trio Jack-Daniel.

FRANCE-CULTURE

- 9 h 10, Écoute Israël.
- 9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : La Libre Pensée française.
- 10 h Messe pontificale en la cathédrale de Saint-Brieuc.
- 11 h Regards sur la musique.
- 12 h 5, Allegro.
- 12 h 45, Les heures musicales du Périgord : Trio réchèque (Janacek, Martini, Palestrina).
- 14 h, Sous.
- 14 h 5, La Neige noire, de Guy Shelley. Avec F. Darbon, L. Ewande, etc.
- 15 h 37, Musique enregistrée.
- 16 h 5, Le Lyrique : Les heures musicales du Périgord.
- 17 h 30, Rencontre avec... le R.P. Lalloum.
- 18 h 30, Min non troppo.
- 19 h 10, La cinéma des cinéastes.
- 19 h 40, Alberts : Roussel du télescope et du microscope.
- 20 h 40, Atelier de création radiophonique : Écrite sur le temps.
- 23 h, Musique de chambre : Roussel, Ibert, Hahn, Saint-Saëns, Bizet, Debussy, Poulenc.

FRANCE-MUSIQUE

- 9 h 10, Magazine international.
- 12 h 5, Les après-midi de l'orchestre : « Les Maîtres » Otto Klemperer 1885-1973 ; œuvres de Beethoven, Mozart, Stravinski, Klemperer, Mahler.
- 14 h 4, D'une oeuvre l'autre ; Œuvres de Chopin, Schubert, Bartok, Brahms, Stravinski.
- 17 h, Comment l'entendez-vous ? par M. Shaplan, œuvres de Mozart, Beethoven.
- 19 h, Jazz.
- 20 h, Les chants de la terre.
- 20 h 30, Concert : « Les grands concerts d'orchestre ». Quatrième symphonie en ré mineur, de Schumann. « Premier concert pour piano et orchestre » de Beethoven. « Tableaux d'une exposition », de Moussorgski. Ravel, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. G. Camelli. R. Serkin, piano.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : Zina Francozini : œuvres de Mendelssohn, La Saint-Saëns, O. h. S. Ruptiste ; œuvres de Johannes Brahms.

AVANTAGE PRIX
69 F POLO TENNIS
INTERSPORT La Hutte

FAITS ET CHIFFRES

**Nouveau rendez-vous syndicats - direction
chez Talbot, lundi matin**

slon des pouvoirs publics », il a dû consacrer 45 millions de francs à la construction des dix-neuf usines créant six mille emplois en réajustant le judiciaire (en juin 1978). Puis, de Charbyde, en Soyle, le groupe WYDOT, qui, non content de vendre des *leases*, back — pour 80 millions de francs — les immeubles de l'avenue Montaigne, a soutiré de Dior, d'août 1978 à juin 1981, près de 80 millions de francs, pour financer les opérations de Dior de France en moins de cinq ans, sans compter le préjudice causé à la marque par deux dépôts de bilan successifs — dont le société Dior a pu, par miracle, être tenue à l'écart. « Ces prélèvements ont atteint la substance de Dior et paralysé tout le programme d'investissement », déclare Jacques Rouffé, P.-G. de la société, les de servir de « vache à lait » du groupe ». Faute d'investissements — 3,5 millions de francs en tout et pour tout depuis trois ans — Dior a vu, en effet, s'amenuiser dangereusement la part du chiffre d'affaires total qu'elle réalise directement (de 32,5 % en 1978 à 17,7 % en 1981 et 10,2 % en 1982), les ventes de licence, représentant désormais près de 80 % du total. Comment, dans ces conditions, préserver à terme le prestige de la marque et la maîtrise du groupe ?

Elections professionnelles

salement d'avoir les mains libres. Ses ressources internes sont, en effet, largement suffisantes pour financer le plan le plus ambitieux. De 1962 à 1966, notre capacité d'autofinancement devrait atteindre près de 200 millions de francs, expliquent en substance les dirigeants de la maison de couture, donc nous pouvons disposer d'au moins 200 millions de francs, auxquels nous ajoutons les ressources de notre capacité d'emprunt à moyen et long terme d'au moins 150 millions de francs, aux Etats-Unis et en France... Vaches, vaches, cochons, cochons... Pendant malgré tout, car... d'ailleurs, souvent échoués, l'assistant-major de Dior se refuse à évoquer un chiffre. Il y a trois ans, nous ne sommes qu'à 100 millions aujourd'hui, dit-il. Les Wilton n'envoient la pes déjà fait mériter la sécurité... Une dépendance financière... Une chose est certaine... le nouveau patron de C.S.F. doit venir le dire, — Dior restera dans le groupe. Pour le meilleur et pour le pire...

VERONIQUE MAURUAT.

(1) Ventes directes et redevances provenant des licences cédées.

Le groupe Dior avait notamment un litige avec le fisc, lequel vient d'être réglé, laque valable, a selon ses dirigeants.

● **À l'usine Talbot de Polisy**, les négociations, prévues vendredi à 18 heures et suspendues par la grève, reprennent à 14 heures. Les grévistes dans certains ateliers, ont repris, vendredi vers 22 heures après l'évacuation volontaire des locaux. Les représentants syndicaux (C.G.T., C.F.D.T., P.O., automotons, et C.S.L.) ont exposé, à tour de rôle, leurs positions et les arguments des deux camps de la direction. Du *travail contractuel* a été accompli, a déclaré le directeur, mais les grévistes, *malinistes, exceptionnels* dans les propositions sur les salaires : la C.G.T. a présenté plusieurs objections, la C.F.D.T. a refusé de reprendre lundi à 10 h 30 et la C.G.T. et la C.F.D.T. ont invité le personnel à se manifester, lundi, pour poursuivre ou prononcer la grève.

Contreusement aux indications données par la direction (nos précédents numéros), les grévistes n'ont aucun affrontement entre grévistes et non-grévistes, la maîtrise se contentant de faire le carton dans un local voisin.

Chômage technique à l'usine Peugeot de La Rochelle...

Le conflit Talbot de Polisy a des incidences en Charente-Maritime. En effet, environ un tiers de la main d'œuvre de production de l'usine Peugeot de La Rochelle seront au chômage technique jusqu'au lundi prochain, au minimum pour une semaine. L'usine rochelaise emploie mille neuf cents ouvriers. Les conflits à l'usine Talbot ont provoqué du chômage technique à l'entreprise de carrosserie Hentges de Cernay (Deux-Sèvres), à Cernay.

...et à l'usine Citroën
de Levallois

Le conflit Talbot de Poissy a des incidences en Charente-Maritime. En effet, environ un millier de salariés du personnel de production de l'usine Peugeot de La Rochelle seront au chômage technique à partir de lundi prochain, au minimum pour une semaine. L'usine rochelaise emploie mille neuf cents ouvriers. Le conflit de Poissy a aussi provoqué du chômage technique à l'entreprise de carrosserie Hentges & Cerizay (Deux-Sèvres). — (Corr.)

RECUL DE LA C.G.T.
DANS LES HOUILLÈRES DU NORD

Titre — Les élections des délégués du personnel qui se sont déroulées le 22 septembre 1978 ont bouleversé du Nord-Est de la France ont été marquées par un recensement du fond (- 12 points) et de la surface (+ 13 points). Les bénéficiaires de ce recul sont notamment F.O., la C.F.T.C. et, dans une proportion moindre, la C.F.D.P.

Circumscriptions du fond. Inscriptions : 10 653 ; votants : 7 787 ; exprimés : 7 601 ; ont obtenu : C.F.T.C. 3 461 (45,5 %), C.F.D.P. 1 798 (23,6 %), F.O. 1 781 (23,3 %), C.G.T. 661 (8,6 %).

Circumscriptions de pour. Inscriptions : 8 515 ; votants : 2 081 ; exprimés : 6 978 ; ont obtenu : C.F.T.C. 3 133 (44,8 %), C.F.D.P. 1 471 (21,1 %), F.O. 1 719 (24,6 %), C.G.T. 655 (9,5 %).

La direction de Citroën a annoncé vendredi 11 juin qu'elle a décidé de fermer définitivement les ateliers de l'usine de Levallois (déficit total de trois mille personnes, usinage et montage des moteurs) à partir du 14 et 15 juin prochains. Cette décision, qui a été communiquée aux membres du comité d'établissement, est justifiée, selon la direction, par le fait que la crise du marché des automobiles des particuliers est telle qu'elle entraîne des pertes qui se situent au-delà de ce que la direction peut supporter. Elle démonte également le chômage technique dans la mesure où il n'y a plus pour conséquence le report des élections professionnelles.

Social

● **Lettre ouverte des journalistes d'Antiochme à M. Séguy.** — Une équipe d'icéistes d'Antiochme, composée d'un certain de la C.G.T., a adressé vendredi une « lettre ouverte » à M. Georges Séguy lui demandant de porter à la connaissance du quarante unième congrès l'ensemble du dossier qu'elle a établi sur son attitude vis-à-vis de la direction confédérale.

Après avoir rappelé qu'elles avaient « cru » à l'esprit « nouveau » de M. Séguy, les icéistes, dont M. Séguy, pour quelques jours encore secrétaire général de la C.G.T., avait été l'artisan, déclarent que les icéistes ne comprennent qu'un seul mot à l'égard des journaux qui ont signé qu'elles avaient demandé à maintes reprises qu'un débat s'engage avec M. Séguy, c'est la C.G.T. sur le contenu de leur journal. Demandes restées « sans réponses ».

Les icéistes demandent-elles que...

debat
concept

STATS-UNIS

● L'indice des prix de gros aux Etats-Unis est resté stable en mai. Il avait faiblement progressé en avril (+ 0,1 %), et avait diminué en mars (- 0,1 %) et février (- 0,3 %).

Pour les cinq premiers mois de l'année, les prix de gros ont augmenté de 0,4 %. La hausse en un an est de 3 %. L'indice de mai est inférieur en compte annuel à la baisse de 3,1 % des prix de l'énergie (la cinquième baisse mensuelle consécutive), après celle de 5 % enregistrée en avril. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,7 %, après avoir progressé de 1,6 % le mois précédent.

Pidce d

● Les prix de gros au Japon ont baissé en mai de 0,6 % par rapport au mois d'avril. C'est la première baisse mensuelle enregistrée depuis cinq mois.

Ce mouvement s'explique par le recul des prix des produits importés provoqué par la montée du yen. Les prix du pétrole brut et du sucre brut ont notamment baissé de 2,1 %.

0215 18
mettre

● Les pays et institutions membres du consortium occidental se sont engagés à accorder au Pakistan une aide de 1,35 milliard de dollars, pour l'année budgétaire (1^{er} juillet 1982-30 juin 1983), à l'issue de leur réunion annuelle à Paris les 10 et 11 juin. Le problème du rééchelonnement d'une partie de la dette pakistanaise (pour un montant de 350 millions de dollars) devra être réexaminé ultérieurement.

LESNEY (JOUETS MATCHBOX)
CONNAIT
DE GRAVES DIFFICULTÉS

Lesney, la grande fabrique brit-
annique de jouets et de modèles
réduits commercialisés sous la
marque "Matchbox", connaît de
grandes difficultés financières.
Le 11 juin, deux administrateurs
judiciaires qui la maintiennent
en activité pendant un certain
temps, ont découvert que l'entre-
prise avait couru dans le commerce de
ces derniers temps que des firmes de
Hongkong et des Etats-Unis s'é-
taient emparées de son actif.

Lesney possède des filiales dans
divers pays, notamment en France
(Lesney S.A. à Paris), en Belgi-
que (Lesney N.V. à Anvers), en
Allemagne, aux Pays-Bas, aux
Etats-Unis, en Australie.

Lesney était jadis la plus pro-
sper des fabriques britanniques de
jouets, employant plus de sept
mille cinq cents personnes. Elle
avait produit en 1977, plus de
vingt millions de jouets, pour un
chiffre de plus de 10 millions de
livres en 1977. Mais, depuis quel-
ques années, la santé s'est rapidement dégra-
dée. Lesney a dû fermer ses usines
étrangères et celle des nouveautés
électroniques. Lesney s'est effor-
cée par la diminution du pouvoir
d'achat des salariés, le déstockage
des jouets, la réduction des dépenses
courantes et celle de la publicité
d'arrêter la livre stagnante.

En 1979 et 1981, Lesney avait
accumulé des pertes dépassant
14 millions de livres (15,55 millions
de francs). Malgré d'importantes
coupures de dépenses, la firme a
fermé de plusieurs centaines de
suppression de nombreux em-
ployés, la rentabilité n'a pu être
rétablie.

L'endettement de la compagnie
s'élève à 30 millions de livres, soit
35 millions de francs. Lesney
doit 300 millions de francs à ses
banquiers.

**LES PROGRAMMES
D'INVESTISSEMENTS
DE SACLOR ET D'USINOR**

Les programmes d'investissements de modernisation des usines de Saeclor ont été présentés vendredi 11 juin aux conseils d'administration des deux groupes, entre 1952 et 1954.

Pour Saeclor, les 5,5 milliards de francs de modernisation sont répartis pour la période 1952-1953 et 1953-1954 entre produits longs, produits plats et autres spéciaux.

Pour les produits longs, il est prévu 2,5 milliards de francs, dont 500 millions de francs pour la construction d'un train à fil de Monovetex, 455 millions de francs pour une coulée continue et 500 millions de francs pour la construction d'une aciérie électrique et sa coulée continue également.

Pour les produits plats, 3 milliards de francs, dont 1,5 milliard de francs seront consacrés à la rénovation et à la modernisation des laminoirs de la Sollec : notamment, 500 millions de francs, par exemple, etc. Pour la Solmer, 2,5 milliards de francs, dont 300 millions de francs sont réservés pour la dernière année de la période 1952-1953.

Différentes options sont envisagées, dont l'une prévoit l'arrêt des aciéries de Pompey à partir de 1959.

Pour Uchac, les programmes estiment entre 5 milliards de francs et 8 milliards de francs, entre 1952 et 1954. Sont prévus 2,5 milliards de francs pour la construction des aciéries de produits longs, près de 2 milliards de francs pour les produits plats, dont 2 milliards de francs pour la construction de l'usine de l'acier et de la coulée continue.

Jours aux plus faibles, aux plus innocents :
aux enfants.

Déposés un an, des hommes et des femmes
sement ventée le régénère : aujourd'hui, ils sont
500 membres efficaces, et efficaces.

à agir pour que ce cri se fasse entendre.

Qu'il ne cesse pas qu'un cri de désespoir
fédérise des milliers de personnes de la même
initiative, comme TENEZ DES HOMMES, "EN-
FANTS DU MONDE," à qu'un seul but : "Yous-
Tout. Pour ces enfants. Efficace est.

Secours urgents devant une situation tra-
gique, isolée ou collective...
Sont aux enfants, chez eux, ou accueilli des
abandonnés...

Solutions immédiates : nourrir, soigner. Ou à
leur faire passer l'été, l'hiver, l'été, l'hiver.

ar tous les moyens, de vrais moyens :
les ressources, mais pas seulement des res-
sources. Des mesures pour mettre en place
des solutions efficaces. Pour gérer, contrôler,
notamment. En techniciens de la
sécurité.

avec rigueur. Sans deux-mesures :
chaque franc donné à "ENFANTS du MONDE"
cherche inégalement à l'un de ces en-
fants, dans une famille choisie d'abord, tel en-
fant, telle cause. Il contrôle son action.

ENFANTS du MONDE" est née à Marseille.
Pour fonder de nouvelles antennes dans
toute la France, et au-delà.

Le monde n'est pas si acide pas par un
dieu digne d'être aimé.

donnez-nous les moyens d'agir.
ENFANTS DU MONDE



55 rue de la police 13001 marseille
tel: (91) 54-71-24
CCP 210473 P

Je vous prie de trouver ci-joint ma participation aux actions d'enfants du monde.

nom _____

prénom _____

adresse _____

membre actif ☐ 2013

membre donateur ☐ 1001

membre bienfaiteur ☐ 5001 ou +

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

Un gros crédit bancaire à la Malaisie

La Malaisie s'appuie à lever 1 milliard de dollars par le truchement d'un euro-crédit doté de conditions tout à fait avantageuses pour elle et relativement attrayantes pour les prêteurs. La transaction se présente en deux tranches qui devraient être de montants à peu près équivalents. L'une, d'une durée de dix ans, est accompagnée d'un taux d'intérêt qui sera l'addition d'une marge de 0,375 % au taux inter-bancaire offert à Londres sur les dépôts en euro-dollars (Libor) ; l'autre, s'étendant sur huit ans, portera un intérêt qui sera l'ajout de 0,125 % au taux de base bancaire en vigueur aux États-Unis (*prime rate*). La commission bancaire totale est de 0,375 % sur la partie Libor et 0,4375 % sur l'autre. Ces termes sont très proches de ceux qu'obtiennent actuellement sur l'euro-marché les emprunteurs français du secteur public, à une exception près : la Malaisie peut encore emprunter sur dix ans à partir du Libor, alors que la France doit, dans ce domaine, limiter ses ambitions à huit ans. Toutefois, si l'on compare l'euro-crédit malais à celui de 600 millions de dollars qu'est en train de terminer le Crédit national, la marge et la commission bancaire légèrement moins élevées que celles acquises sur la tranche *prime rate* compensent à peu près l'avantage donné à la Malaisie sur la partie Libor.

C'est la première fois que la Malaisie emprunte à partir du taux de base bancaire américain. Qu'est-ce qui fait donc hésiter si longtemps les grands emprunteurs internationaux à choisir ce taux ? Qu'est-ce qui pousse également les banques américaines à le préférer au Libor ? En répondant à ces deux interrogations, nous apporterons également une réponse à un lecteur malin qui nous a questionné sur ces deux points.

Le taux de base bancaire en vigueur aux États-Unis est, à quelques exceptions près, actuellement de 16,50 % alors que le taux du Libor à six mois oscille aux alentours de 15,50 % seulement. Cette différence de 1,50 % est déjà en elle-même suffisamment importante pour justifier la préférence des emprunteurs pour le Libor. Cela dit, il faut tenir compte de la considération suivante : le Libor, qui est le taux auquel se financent en euro-dollars les banques internationales, est directement un taux de marché monétaire, tandis que le *prime rate*, qui est le taux auquel les banques américaines prêtent à leurs meilleurs clients ou au second degré la situation sur le marché monétaire. Cela signifie que dans le *prime rate* est inclus, non seulement le coût de l'argent à la disposition des banques, mais également leurs frais d'admini-

nistration et leur bénéfice. Par contre, le Libor, qui est le taux auquel les banques empruntent, est brut. Du coup la marge qui, dans un crédit, s'ajoute au taux du Libor, se doit de couvrir tout à la fois les frais et le profit des établissements prêteurs alors que la marge se superposant au *prime rate* est un bénéfice supplémentaire net. Pour compenser cette inégalité, la marge venant en ajout au *prime rate* est, en général, inférieure à celle chapeautant le taux du Libor. Cependant, la différence de 0,125 % ou de 0,25 % entre les marges s'appliquant à l'un ou l'autre taux est, dans la plupart des cas, insuffisante à compenser l'inégalité initiale. Lorsqu'une grande banque américaine, comme par exemple la Bank of America, prête à ses meilleurs clients à un taux de 16,50 %, on estime généralement que son profit est de l'ordre de 0,50 % et qu'en même temps elle inclut dans ce taux un montant de frais divers pouvant aller jusqu'à 0,25 %. Si donc elle prête au Crédit national, pour ne citer que cet emprunteur, avec une marge de 0,10 % venant s'ajouter au *prime rate*, son bénéfice réel est d'environ 0,60 %. Par comparaison, la Banque européenne, qui prête au même débiteur à partir d'une marge de 0,375 % en plus du Libor, retire un profit deux fois moins élevé puisqu'il lui faut déduire ses frais et qu'en théorie, elle ne bénéficie d'aucune plus-value initiale.

Un point est certain. Au cours des dix dernières années, le taux du *prime rate* a été le plus souvent supérieur à celui du Libor. Les débiteurs préfèrent donc emprunter à partir de ce dernier qui leur permet actuellement d'économiser plus de 1 % d'intérêt annuel par rapport au *prime rate*. Malheureusement, les capitaux disponibles se trouvent présentement aux États-Unis et on peut comprendre que les banques américaines choisissent d'utiliser leur propre taux plutôt que celui du marché sur lequel elles ne se financent pas. Cela vaut surtout pour les banques locales éparpillées aux quatre coins des États-Unis.

Les seules à refuser encore le recours au *prime rate* sont les Philippines en Asie du Sud-Est et le Venezuela en Amérique latine. A l'origine, les Philippines ont refusé de le faire car ils craignent que le paiement de vingt banques internationales visant à leur prêter 2 milliards de dollars. Les représentants de la Banque centrale du Venezuela ont motivé leur refus : 1° Parce qu'ils la considèrent comme trop onéreuse ; 2° Parce qu'elle comporte une tranche basée sur le *prime rate*. Les Vénézuéliens ont fait une contre-

proposition et pour l'imposer ont fait comprendre qu'ils n'hésiteront pas à retirer leurs dépôts des banques qui auraient l'impudence de refuser leur contre-offre. On s'amuse bien sur l'euro-marché.

Très peu d'émissions obligataires

Le malaise persiste sur le marché international des capitaux où l'activité est extrêmement réduite. Quelles soient libellées en dollars, en deutschemarks, en yens ou en écus ou en toute autre devise, ou qu'elles se présentent avec des taux d'intérêt fixes ou variables, les émissions ne passent pas la rampe. Les investisseurs internationaux refusent de s'adresser à qui que ce soit. Ils attendent patiemment de savoir vers quelle direction les taux d'intérêt vont se diriger.

La seule euro-emission nouvelle en dollar lancée cette semaine est parvenue à susciter quelque attention parce qu'elle comporte des caractéristiques alléchantes. Il s'agit d'un emprunt à taux variable de 75 millions de dollars et d'une durée de sept ans qui est offert à un prix de 100,50 avec un taux d'intérêt qui sera l'addition d'une marge de 0,375 % au taux du Libor à six mois par la Société pétrolière britannique London and Scottish Marine Oil. A chaque « note » de 5 000 dollars sont attachés cinq warrants qui permettront d'acquiescer autant d'obligations à dix ans dotées d'un taux d'intérêt fixe de 13 % par an. L'originalité consiste dans la possibilité, pour le porteur, de libérer l'achat à son choix des obligations soit en dollars (1 000) soit en sterlings (500). Enfin, l'investisseur pourra également demander le remboursement anticipé, au pair, de son papier en juillet 1988. Cette formule entièrement nouvelle a convaincu.

Parmi les rares euro-secteurs en vogue d'activité, il faut souligner celui du sterling, où la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.) a pu drainer avec bonheur 30 millions sur cinq ans sur un coupon de 14,50 % et un prix au pair. Il s'agissait de la première émission en euro-sterlings depuis plus de deux mois et elle est tombée à point nommé : vendredi, elle se traitait à 99,99,50. Toutefois, la majeure partie de l'emprunt a été placée, non pas auprès d'étrangers, mais auprès d'investisseurs britanniques, ravis de trouver avec les obligations de la B.F.C.E. un rapport de près de 1 % supérieur à ce qu'offre présentement le marché anglais des capitaux.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Grande vigueur du dollar Fortes pressions sur le franc

Après le sommet de Versailles, où un accord sur un processus de stabilisation des monnaies avait, en principe, été conclu, avec un délai de réflexion de six mois tout au moins, les marchés des changes ont à nouveau été agités. L'aggravation du conflit au Liban a favorisé le dollar, monnaie refuge, tandis que le franc était soumis à de fortes pressions en sein du système monétaire européen, touchant même son cours d'intervention vis-à-vis du mark et du florin, d'où des rumeurs de dévaluation des monnaies habituelles avant chaque week-end.

Lundi, une fois retombées les fureurs du feu d'artifice de Versailles, les marchés des changes se sont calmés, les opérateurs se demandant si, par une grâce toute spéciale, les monnaies n'allaient pas se discipliner un peu. C'était compter sans les événements. Les jours suivants, le résultat des élections de Hambourg, très défavorable à la coalition gouvernementale allemande, déprimait le mark au profit du dollar, qui, par ailleurs, était favorisé par le durcissement et l'extension du conflit au Liban : cette monnaie jouait actuellement à nouveau le rôle de valeur refuge de fait, bien que la position géographique des États-Unis, loin des combats, mais aussi de la moindre dépendance de l'OPEP et du renforcement de la puissance militaire américaine, tendent à la suite de violents engagements entre avions syriens et israéliens, le dollar s'envolait à près de 2,42 DM à Francfort, à 250 yens à

Tokyo (au plus haut depuis vingt-cinq ans) et plus de 6,30 F à Paris. Vendredi, en revanche, l'adoption, instaurée, de la version républicaine de la loi de finances, par la Chambre des représentants des États-Unis, grâce à une coalition républicaine et des démocrates conservateurs, provoquant les marchés des changes à contre-pied, et la monnaie américaine se replaçait sensiblement. Personne, à vrai dire, n'attendait un tel vote, d'autant que, les jours précédents, on s'apprêtait à une longue guerre entre le Congrès et la Maison Blanche. La surprise fut grande, bien que la prudence soit toujours de règle, car l'adoption définitive du budget sera longue et la baisse du taux n'est pas assurée (voir ci-dessous). Par-dessus le marché, l'annonce d'un cessez-le-feu au Liban contribuait à faire refluer le cours de la monnaie américaine, vis-à-vis du mark et du yen essentiellement.

Ce reflux, hélas ! ne faisait guère l'affaire du franc, car il ramenait le mark. Depuis plus d'un an, on le sait, notre monnaie profite de toute faiblesse du mark comme ce fut encore le cas en début de la semaine, lorsque l'élection de Hambourg déprima la devise allemande, et, mercredi, en début de matinée, fit retomber son cours à Paris en dessous de 2,60 F, ce qui permit à la Banque de France de racheter un peu de ce qu'elle avait vendu la semaine précédente. Cela ne dura pas longtemps, de nombreux opérateurs étrangers spéculant sur l'annonce,

tout à fait improbable, d'une dévaluation du franc par M. Mitterrand à l'occasion de sa conférence de presse. Le jeudi, toutefois, la réaffirmation, par le chef de l'État, de son attachement au système monétaire européen (sans toutefois faire allusion au maintien des parités), ramenait un peu de calme. La Banque de France achetait des marks en dessous des 2,60 F pour les revendre au-dessus de ce cours.

Vendredi, en revanche, la journée fut très dure, comme la semaine précédente. Outre le « syndrome des week-ends », désormais habituel, la baisse du dollar et la remontée correspondante du mark affaiblissent très vivement le franc. La monnaie allemande montait rapidement à son cours-plafond de 2,6205 F, que la Banque de France devait défendre en vendant plus de 1 milliard de marks (2,6 milliards de francs), le florin se hissant également à son cours-plafond de 2,3706 F. En fin d'après-midi, après la fermeture des bourses de la Banque de France, le franc s'affaiblissait encore, s'écartant virtuellement du système monétaire européen, avec un dollar cotant un montant de 6,35 F (cours record) et un mark à 2,65 F, également cours record.

De nombreux opérateurs estiment alors que le franc doit subir pour un réajustement au sein du S.M.E., prévu, même, pour ce week-end. Ces prévisions allaient s'avérer exactes.

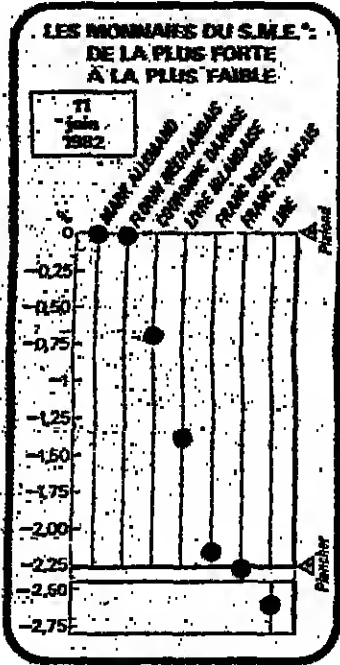
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 11 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEEL	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	1,7590	---	15,9135	48,8997	41,8410	2,2148	37,3214	0,87544
Paris	1,7590	---	16,2337	48,4540	41,3728	2,2171	36,2395	0,87544
Bruxelles	11,1470	6,2800	---	307,89	262,65	13,9891	237,86	4,7378
Zurich	11,8572	6,1600	---	304,64	261,81	13,8426	235,92	4,7085
Frankfurt	3,6298	2,0450	32,5657	---	85,5646	4,5293	77,3449	1,5408
Amsterdam	3,6294	2,0729	32,5256	---	85,6779	4,5328	77,4823	1,5408
Stockholm	4,2422	2,3900	38,1606	116,87	---	5,2834	98,3933	1,9830
Copenhague	4,2362	2,3600	38,3227	116,71	---	5,2833	98,3608	1,9830
Berne	80,1412	45,15	7,1885	21,8782	18,8912	---	77,0653	3,4082
Breil	79,8775	44,50	7,2248	22,0079	18,8559	---	77,0653	3,4082
Oslo	4,6931	2,6440	42,1834	129,29	118,62	5,5958	---	1,9947
Madrid	4,6867	2,6110	42,3872	129,32	118,63	5,5974	---	1,9957
Barcelone	232,76	132,50	211,06	648,16	554,60	29,3576	5,8132	---
Madrid	234,38	138,25	212,38	647,00	554,34	29,3988	5,8195	---
Tokyo	439,31	247,58	39,4119	121,02	105,55	5,4047	93,0811	0,8867
	437,62	243,88	39,5789	120,57	105,38	5,4786	93,5741	0,8863

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 juin, 2,5373 F contre 2,5266 F le vendredi 14 mai.



Les matières premières

Forte baisse de l'étain

L'aggravation de la tension internationale aux événements du Proche-Orient n'a finalement exercé qu'une influence fort limitée tant sur l'or que sur l'argent ou le platine. Les dures réalités de la vie économique ont vite repris le dessus : activité réduite, stocks toujours trop élevés, argent éber.

La récession exerce toujours ses ravages sur les matières premières utilisées à des fins industrielles. METAUX. - Chute des cours de l'étain à Londres, qui enregistrent une baisse de l'ordre de 10 %. Les

achats du directeur du stock régulateur se font de plus en plus réduits sur le marché de Penang. Le sixième accord international de stabilisation des prix pour l'étain mis en application le 1^{er} juillet prochain ? Les négociations sont sceptiques, et, à juste titre, car les représentants des dix-neuf pays producteurs et consommateurs ont interrompu leurs travaux sans résultats concrets. Une prochaine réunion est prévue pour le 23 juin.

La baisse des cours du cuivre s'est poursuivie, mais à un rythme

plus ralenti au Metal Exchange de Londres. De nombreuses fermetures de mines sont envisagées si les prix du métal rouge ne se revalorisent pas.

Légère amélioration des cours du zinc à Londres. Les producteurs européens ont ramené le prix de leur métal à 800 dollars la tonne, en diminution de 60 dollars. Les producteurs américains et canadiens avaient déjà donné l'exemple.

DENRÉES. - Effritement persistant des cours du cacao sur les différents marchés. En effet, le prêt de 75 millions de dollars accordé au directeur du stock régulateur par un consortium de banques brésiliennes ne pourra être jeté dans la mêlée avant la prochaine réunion de l'Organisation internationale du cacao, qui se tiendra du 8 au 16 juillet. Les récoltes de cinq pays africains pour la saison 1981-1982 atteindront 960 000 tonnes, en augmentation de 16 000 tonnes sur celles de la précédente saison. L'augmentation la plus sensible a été enregistrée en Côte d'Ivoire et au Nigeria.

Les cours du café ont été plus soutenus, avec la perspective d'une nouvelle réduction des quotas d'exportation. Les stocks mondiaux, supérieurs à quarante millions de sacs, sont amplement suffisants pour faire face à de nouvelles gelées au Brésil.

CAOUTCHOUC. - Les cours du naturel stagnent à de bas niveaux, tant à Londres qu'à Penang. La crise de l'industrie automobile se répercute sensiblement sur l'utilisation de gomme naturelle.

Marché monétaire et obligataire

Magie et perplexité

« Nous ne possédons pas d'explication vraiment satisfaisante du mouvement des taux d'intérêt à un niveau si élevé », a déclaré, franchement mais un peu piteusement, M. Murray Weidenbaum, président du conseil économique de la Maison Blanche, mercredi, devant la Commission économique mixte du Congrès. « J'attribue la profondeur de la récession au fait que les taux sont restés élevés plus longtemps que ne le prévoyait la plupart des experts ».

Le lendemain, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, interrogé également sur le problème du taux élevé, se bornait à répondre : « C'est un phénomène de levitation ». Ainsi, l'administration américaine ignore la véritable raison de la persistance de taux élevés aux États-Unis et, en désespoir de cause, parle de « magie », ce qui revient à dire que personne ne sait plus très bien où l'on en est. De bons esprits, toutefois, expliquent le phénomène par les « anticipations » des opérateurs, notamment les prêteurs, qui ne croient plus vraiment que les taux vont baisser. Même le vote surprise de la Chambre des représentants, jeudi, sur la réduction du déficit budgétaire, ne les amène pas à considérer que la pression des emprunts du Trésor sur le marché s'atténuera. Peu avant ce vote, M. Donald Regan avait déclaré que l'adoption d'un budget moins déficitaire ne ferait baisser les taux que légèrement (un peu au-dessous de 14 % pour le taux de base bancaire à la fin de l'année contre 16,50 % actuellement). Dans le cas contraire, ajoutait-il, les taux ne baisseraient pas du tout. Apparaissant, on le sait, le secrétaire au Trésor affirmait que tout accord au sujet de la réduction du déficit provoquerait une baisse « dramatique » des taux. Un tel renversement d'attitude traduit bien le désarroi des diri-

geants et des milieux financiers américains. La First National Bank de Boston, qui la semaine dernière, avait limité la Citibank au taux de son taux de base de 16,50 % à 16 %, l'a rétabli à 16,50 %, laissant la Citibank toute seule.

Par ailleurs, M. Beryl Sprinkel, sous-secrétaire au Trésor, a déclaré devant la Commission économique du Congrès qu'il était « fermement opposé » à la création de moyens de paiement supplémentaires. A ses yeux, tout assouplissement de la politique restrictive de la Réserve fédérale (FED) sous la pression des parlementaires serait de nature à relancer les prix comme les taux. « Ceux qui croient qu'une croissance plus rapide de la masse monétaire contribuerait à faire baisser le *level of interest*, s'ils ajoutent, font une confusion, répandant le fondamentalisme, entre la liquidité et le crédit ». Enfin, a-t-il affirmé, il faut que la FED « serre la vis » maintenant pour éviter une explosion de la masse monétaire en juillet, avec le paiement trimestriel des pensions et les déductions fiscales. Ajoutons que, entre juillet et septembre prochains, le Trésor américain aura, en tout état de cause, besoin de lever 50 milliards de dollars supplémentaires.

En Grande-Bretagne, en revanche, à l'initiative de la Banque d'Angleterre, qui a abaissé le niveau de ses interventions sur le marché, les banques ont ramené de 13 % à 12,5 % leur taux de base. C'est la septième réduction depuis l'automne 1981, époque à laquelle ce taux avait été porté à 16 %. Sur l'initiative de la Banque centrale, soucieuse de défendre la livre. Le dernier abaissement avait eu lieu en mars et n'avait pas été répété en raison d'une faiblesse passagère de la livre

lors de l'éclatement du conflit des Malouines.

A Paris, la Banque de France a maintenu à 16 1/4 % son taux d'intervention au jour le jour sur le marché monétaire.

Lent placement de l'emprunt d'Etat

Sur le front des obligations, l'emprunt d'Etat lancé officiellement, le 9 juin, continue à se placer, mais bien lentement. L'étranger est très réticent (et pratiquement absent, vu l'état des marchés des changes) : les investisseurs institutionnels n'ont pas de grandes disponibilités et même les particuliers, ces grands souscripteurs, se font rares. L'oreille.

A vrai dire, toute la faveur des opérateurs va aux emprunts à taux variable, très recherchés sur le marché secondaire, notamment les emprunts immobiliers, qui font prime en ces temps troublés. C'est pourquoi sur le marché primaire devraient être lancés, la semaine prochaine, trois émissions à coupon indexé sur le taux moyen des obligations : garanties (TMO), pour le compte du Crédit du Nord (450 millions de francs), de Nattequipement (500 millions de francs) et de Sileil (250 millions de francs), la Banque hypothécaire européenne étant, vraisemblablement, renvoyée à la semaine suivante. Quant aux rendements, il n'y a guère varié, 15,81 % contre 15,87 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15,61 % contre 15,63 % pour ceux à moins de sept ans, et 16,17 % contre 16,23 % pour ceux du secteur public, selon les indices Paribas.

F. R.

LA REVUE DES VALEURS

Le dollar
et le franc

BOURSE DE PARIS

ASSOUPI depuis plus de quinze jours, la Bourse de Paris a opéré un brusque sursaut cette semaine, permettant aux actions françaises de gagner 1,5 % dans leur ensemble. Doit-on en conclure que la grisaille a laissé la place à une franche bonne humeur sous les colonnes du Palais Brongniart ? « Nous n'en sommes pas là », assure-t-on avec philosophie autour de la corbeille, mais le fait est que les investisseurs se sont sentis les coudes franches tandis que l'éventail offert au choix des investisseurs allait s'élargissant, phénomène qui a été particulièrement marqué vendredi.

En début de semaine, le marché faisait encore grise mine, peu sensible au feu d'artifice qui avait marqué la veille la fin d'un sommet aux résultats jugés à tort ou à raison, bien étriqués pour une semaine royale qui autorisait bien des ambitions. Il est vrai que le ciel de Versailles avait été passablement assombri par les informations en provenance du Liban, où les troupes israéliennes avaient envahi le sud du pays, et la cote abandonnait 0,8 % ce jour-là, laissant au lendemain le soin de jager la situation plus à froid.

Il faut croire que les bruits de la bataille qui se déroulait aux portes de Beyrouth ne sont parvenus qu'efflués rue Vivienne, sinon comment expliquer le redressement progressif observé ensuite par les actions françaises ? En timide progrès mardi et mer-

Sursaut

dredi (0,3 % environ), elles fornaient les feux jendi avec une hausse de 0,7 %, et, sur les avis moins pessimistes de Wall Street, terminaient la semaine sur un gain voisin de 1 %, qui permettait à nombre de titres de secteurs liés à la consommation ou à la technologie (Galeries Lafayette, Promodès, B.S.N., Matra, Manurhin) de regagner quelque faveur auprès d'un public devenu moins distant.

Finalement, le triste sort réservé mercredi à Michelin n'aura constitué qu'une pérépétie. On savait depuis quelque temps déjà que la firme de Clermont-Ferrand n'était pas au mieux de sa forme mais les informations qui commencent à circuler dès le premier son de cloche au sujet de la forte perte consolidée prévisible pour l'année 1981 faisaient apparaître une situation bien plus préoccupante.

Dès l'ouverture, Michelin perdait plus de 4 % et la contre-performance sautait aux yeux de tous les observateurs plantés devant le tableau de la corbeille puisque la séance de cotation commençait justement par ce titre. Dans ces cas-là, l'effet « boule-de-neige » est inévitable et *Bibendum* se dégonflait progressivement jusqu'à perdre un moment près de 12 %, pour accuser un repli final de 10 %

Joué le titre Michelin s'était un peu redressé, et les boursiers préféraient s'occuper des certitudes autant que les inconnues contenues dans cette « deuxième phase » dont le président de la République venait d'annoncer la naissance, en conviant quatre cents journalistes en sœur à assister au prochain baptême.

« Pas de surprises, c'est vrai, mais, surtout, pas de mauvaises surprises pour la Bourse », affirmait-on sous les colonnes, mettant un point d'honneur à souligner tel ou tel passage (les 8 milliards de francs d'économies sur la sécurité sociale ou encore l'intérêt porté au capital-risque) qui reflétait la volonté de M. Mitterrand de tenir compte de certaines réalités.

Préférant définir les orientations qu'il entend assigner au pays, le chef de l'Etat a laissé à son gouvernement le soin de déterminer quelles catégories devaient ultérieurement faire les frais d'une rigueur rendue nécessaire. Cette conférence de presse précédée de « des décisions gouvernementales » indiquait, le 2 juin dernier, M. Pierre Bérégovoy, le secrétaire général de l'Élysée, en annonçant la future prestation de M. Mitterrand. Dans les estaminets qui encadrent le palais de la Bourse, la consigne est claire, désormais : on jugera sur pièces.

SERGE MARTI

Semaine du 7 au 11 juin

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

REDRESSEMENT

L'adoption, jeudi soir, par la Chambre des représentants du budget fédéral défendu par l'administration Reagan, a permis au marché new-yorkais d'enregistrer, vendredi, une nette reprise, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles recouvrant ainsi 4,75 points, au cours de l'ensemble de la semaine, pour s'établir à 809,73 vendredi en clôture, alors qu'il avait cédé près de 75 points depuis le début du mois de mai.

Le soulagement des investisseurs a été d'autant plus évident qu'intervenait dans le même temps l'annonce d'un cessez-le-feu au Liban et, sur le plan intérieur, la stabilité des prix de gros au mois de mai.

	Cours 4 juin	Cours 11 juin
Alcoa	23 1/8	23 7/8
A.T.T.	31 1/4	32
Boeing	16 1/4	16 1/4
Chase Man. Bank	40 1/8	41 5/8
Du Pont de Nem.	32 3/8	32 3/8
Eastman Kodak	71	70 3/4
Exxon	27 7/8	28
Ford	22	22 3/8
General Electric	68 5/8	69
General Foods	36 7/8	36 1/4
General Motors	43 1/4	45 1/4
Goodyear	22 7/8	24
I.B.M.	60 1/4	59 3/4
L.T.T.	23 1/4	23
Modell Oil	24 1/8	24 3/8
Pfizer	52 1/2	55 1/2
Schlumberger	40 1/2	40 7/8
Tesaco	29 1/2	29 1/4
U.A.I. Inc.	17 3/8	17 5/8
Union Carbide	43 1/4	42
U.S. Steel	21 1/4	19 7/8
Westinghouse	24 3/8	25 1/8
Xerox Corp.	30 5/8	32 3/4

LONDRES

IRRÉGULIER

Le Stock Exchange londonien ne s'est pas départi de son hésitation cette semaine. Après un début encourageant en raison de la baisse constatée sur les taux domestiques, la cote a subi le contre-coup des mauvaises nouvelles en provenance des îles Malouines, de la flambée de violence au Liban et de la recrudescence de conflits sociaux en Grande-Bretagne. Un léger redressement est toutefois intervenu à la veille du week-end après le cessez-le-feu intervenu au Proche-Orient.

Indice F.T. du 11 juin : 108,2, contre 107,8 le 10 juin ; indice des actions : 225,4, contre 222,2 ; fonds d'Etat : 70,18, contre 70,16.

	Cours 4 juin	Cours 11 juin
Bovater	212	215
Brit. Petroleum	198	198
Chancellor	198	193
Courtauld	86	81
De Beers (*)	13,90	13,95
Free State Gold	19 1/4	18 7/8
Gr. Univ. Stores	501	503
Imp. Chemical	328	328
Shell	428	428
Vickers	121	123
War Loan	28 7/8	28 3/4

(*) En dollars

TOKYO

DÉPRIMÉ

La Bourse de Tokyo est restée déprimée cette semaine sous l'effet du conflit du Proche-Orient et de la dépréciation du yen, les observateurs se montrant également déçus par l'absence de résultats après le sommet de Versailles. En dépit de la légère reprise observée en fin de semaine après l'adoption par la Chambre des représentants du budget fédéral, l'indice Nikkei Dow Jones a finalement perdu 42,46 yens pour clore la semaine à 7.245,01, l'indice général s'inscrivant à 544,04, en baisse de 0,87 point.

	Cours 4 juin	Cours 11 juin
Alkal	261	270
Casat	717	785
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	717	728
Matsumita Electric	1.040	1.050
Mitsubishi Heavy	1.959	1.977
Sony Corp.	3.470	3.408
Toyota Motors	1.070	1.040

FRANCFORT

REPLI

L'aggravation de la crise des Malouines et la guerre du Liban, en dépit du récent cessez-le-feu, ont lourdement pesé sur le marché et la plupart des secteurs se sont repliés ainsi que le confirme l'indice de la Commerzbank (689,9 vendredi, contre 700,3 la semaine précédente). Une nouvelle montée des taux est intervenue sur le marché obligataire.

	Cours 4 juin	Cours 11 juin
A.E.G.	39	34,50
Bayer	124,00	125,10
Commerzbank	212,00	212,00
Deutsche Bank	141,80	141,40
Hoechst	120,40	109,90
Mannesmann	143,10	143,00
Siemens	219,20	216,50
Volkswagen	151,20	147,00

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
41/2 % 1973 (1)	35.400	62.981.200
Schlumberger	134.125	43.750.895
Permot-Ricard (2)	76.425	29.191.450
C.N.E. 3 %	8.705	21.773.335
France des Pétroles	116.375	15.047.055
Elf Aquitaine	121.425	15.214.355
B.S.N. Gervais Danone	10.125	15.080.020
Moët Hennessy	20.650	14.542.200

(1) Quatre séances seulement.
(2) Deux séances seulement.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	11 juin	Diff.
41/2 % 1973	1.720	- 21
7 % 1973	6.905	+ 5
10.30 % 1975	83,25	- 0,25
10 % 1976	81,20	- 0,30
P.M.E. 10 % 1976	83,80	- 0,25
P.M.E. 11 % 1977	83,60	- 0,40
8.80 % 1977	96,60	- 0,10
10 % 1978	81	- 1,80
9.80 % 1978	78,15	- 0,10
9.45 % 1978	77,90	- 0,10
12 % 1980	79,80	- 0,20
9 % 1979	75,30	- 0,20
10 % 1979	78,20	- 0,10
10.80 % 1979	80,50	- 0,10
12 % 1980	91,10	- 0,02
C.N.E. 3 %	30,40	- 19
C.N.E. 5 % 5.000 F.	101,30	- 0,10
C.N.E. 5.000 F.	101,25	- 0,05
C.N.E. 5.000 F.	101,15	- 0,20
C.N.E. 5.000 F.	100,90	- 0,10

Alimentation

	11 juin	Diff.
Beghin-Sey	212	+ 1
Bouffier	1.661	+ 31
B.S.N. G. Danone	1.525	+ 45
Carrefour	1.565	- 28
Casino	1.337	- 25
Châti	356	- 36
Occidentale (Galo)	423	+ 12
Euro-marché	1.160	+ 35
Guyenne et Gasc.	400	- 21
Marc	777	- 1
Molt-Henrich	423	+ 38
Mimant	338,80	- 2,20
Oléa Caby	204,80	+ 2,80
Permot-Ricard	338	- 2,50
Protonis	330	+ 30
Souris Perrier	178,90	+ 11,90
Radax	1.030	- 10
St-Louis-Bouchon	167	- 10
C.S. Saint-Jean	770,50	- 2
Veau Cléopâtre	1.100	+ 70
Vitapha	830	- 60
Nestlé	133,20	+ 1,20

Banques, assurances

sociétés d'investissement

Le Crédit foncier et immobilier vient de lancer une O.P.A. sur le Crédit foncier international, dont il se partageait le contrôle avec la Compagnie immobilière de Belgique, à raison de 33 % pour cette dernière et de 44 % pour le Crédit foncier et immobilier. Cette opération, qui porte sur 27 000 titres Crédit foncier international (ex-Crédit fon-

cier d'Extrême-Orient) au prix de 4 500 francs belges par titre, permettra à la banque française de détenir près de 72 % de cette société.

La Compagnie bancaire annonce pour le premier trimestre 1982 un bénéfice net consolidé de 99 millions de francs, à comparer aux 386 millions de francs enregistrés pour l'ensemble de l'exercice 1981, ce chiffre ayant été établi après constitution de provisions au titre de l'impôt exceptionnel à la charge des institutions financières au terme du récent collectif budgétaire 1982.

	11 juin	Diff.
Bell Equipement	175,50	- 1,50
B.C.T.	96,50	+ 3,50
Cotelam	179	+ 2,20
Chargers Réunis	198	+ 2
Bancin (Cie)	165	- 7,30
C.F.F.	358	+ 1
C.F.I.	200	+ 17
Eurofrance	369	+ 2
Hémin (La)	1.280	- 4
Imms. P. Monceau	124	+ 7
Lochard	187	+ 7
Lochard	374	+ 21,50
Midi	690	+ 37
O.P. (Ours)	725	+ 27
Paris	725	- 1
Parisiens de réco.	304	- 1
Prêtatall	582	- 10
Schneider	342	- 10
U.C.B.	109	- 1

Industries, textiles, magasins

Après le redressement observé l'année dernière, les *Nouvelles Galeries* ont poursuivi leur activité depuis le début de 1982 sur des bases supérieures aux prévisions, escomptant pour l'ensemble de l'année un chiffre d'affaires de 8,30 milliards de francs, en progrès de 10 % environ par rapport à 1981. La capacité bénéficiaire devrait être préservée au même niveau que l'année dernière, en dépit d'un surcoût d'impôts et de la restructuration à pré-

	11 juin	Diff.
E.F. Agache-Wilmet	36,90	- 1,40
B.I.V.	137,50	- 1,40
C.F.A.O.	530	- 10
Danars-Serviposte	338	+ 5
Dary	888	- 10
D.M.C.	35	+ 1,40
Galeries Lafayette	24	- 9
La Redoute	1.674	+ 60
Printemps	164,50	+ 0,60
André Kieffer	90	+ 8
S.C.O.A.	33,05	- 1,45

Sortie de l'Hexagone sans précipitation

Nous, il ne s'agit pas, pour le groupe B.S.N.-Gervais-Danone et son président, M. Antoine Riboud, de fuir la métropole, mais simplement de définir une stratégie. « Nous savons que nous sommes forts en marketing et en distribution : ayant atteint, en France, une dimension colossale, il nous faut sortir de l'Hexagone, mais sans précipitation », a déclaré M. Riboud aux journalistes. « Notre objectif, c'est de nous développer à l'étranger, sans perdre de vue les opportunités de qualité : c'est pourquoi il n'est pas évident que nous nous retirions, d'autant que la crise mondiale rend ces opportunités plus importantes. Le projet ? C'est le projet de la vente des filiales de verre plat depuis trois ans en Allemagne, au Danemark et en France, pour environ 1,5 milliard de francs. Après l'achat de Danone aux États-Unis (357 millions de francs) et de Libby en Europe (70 millions de francs), il reste à l'achat de Danone, dans le placement, pour la plus grande partie en dollars, est très fructueux. Les objectifs ? Les États-Unis, « qui nous attirent, c'est un continent », l'Extrême-Orient, « c'est plus difficile mais c'est aussi grand et les possibilités de croissance interne sont plus importantes » ; l'Europe du Sud, « il faut y mettre nos clients et les empêcher de passer de mauvaises habitudes en faveur d'autres valeurs ». De plus, la consommation de verre y est encore réduite, et c'est là que nous nous intéressons. L'Europe du Nord, l'Allemagne ? « Elle sera

peut-être déstabilisée, au sujet de récession » (pour la fibre, c'est-à-dire).

Tout en attendant, tapi au centre de sa robe, que les hommes occasionnels se présentent, M. Antoine Riboud s'est fait discret sur la marche des affaires du groupe.

En 1981, les résultats nets ont augmenté de 35 % et, pour 1982, leur progression devrait être de 20 %, pourcentage atteint en avril et dépassé en mai et juin : 411 millions à fin avril, 423 à fin mai, 434 à fin juin, mais, à la fin, c'est de l'industrie lourde, et la complexité de la production n'est pas très grande, avec des stocks de l'ordre de 15 %.

Quant aux structures financières, elles s'améliorent nettement : grâce à la cession du verre plat, les dettes à long terme, qui représentaient 55 % des fonds propres fin 1979, n'en constituent plus que 35 % fin 1982.

Les fonds financiers nets reviennent de 3,1 % du chiffre d'affaires à 2,5 %, et le bénéfice net, en deux ans, est passé de 1,3 % de ce même chiffre d'affaires à 2,3 %.

A propos de l'accord sur les 35 heures en 1984, négocié avec les syndicats, M. Riboud a affirmé avec force : « Notre politique sociale fait partie de notre gestion, et une entreprise qui n'a pas une stratégie sociale se fait bloquer ». A la limitation autoritaire des prix de vente, il a ajouté : « Si elle était déclinée, nous réduirions l'investissement au minimum ». F. R.

voir pour certaines filiales, une vingtaine au total qui seront regroupées au sein de la société française des *Nouvelles Galeries*, une première étape vers l'harmonisation des structures du groupe qui reposent actuellement sur une certaine diversité de situations juridiques et fiscales parfois très différentes.

Bâtiment, travaux publics

	11 juin	Diff.
Auxil. d'entreprises	877	+ 25
Bouygues	690	+ 4
SCHIEG	119,50	+ 1,40
Cintra Français	160,50	- 8
Dumez	1.135	+ 42
J. Lefebvre	200	+ 1
Général d'Entrepr.	339	+ 10
G.T.M.	460	+ 6
Lafarge	264	+ 16
Matons Pétrol	277,50	+ 1,50
Poliet et Chausson	398	- 4

Matériel électrique

services publics

Le personnel de la société oest-allemande A.E.G.-Telefunken, a rejoint le programme de restructuration de l'entreprise présenté par la direction. A la place, le personnel a demandé l'aide de l'Etat en l'invitant à prendre une participation de 40 % environ dans le capital du groupe.

	11 juin	Diff.
Alstom-Atlantique	164	- 2,20
C.E.M.	32,50	- 2,10
CIT-Alcatel	832	+ 2
Voynet	211	+ 19
Thomson S.F.	1.611	- 1
S.E.B.	237	- 0,50
Yéland Electric	810	+ 1
Général des Eaux	314	- 10
Legrand	1.605	- 27
Lyonnais des Eaux	450	- 7
Sanofi-Sin	34	- 5,95
Matra	1.450	+ 170
Meris-Gérin	600	+ 5
Motest Leroy-Somer	409	- 34
Siemens	63,10	- 1,10
P.M. Labini	193	- 7,20
Radio-technique	315	+ 10
S.E.B.	237	- 0,50
Yéland Electric	810	+ 1
L.B.M.	488	- 2,40
L.T.T.	189,90	- 1,10
Schlumberger	332	- 7
Siemens	735	- 8

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,30 F.

Le titre *Machines Bull* a réagi favorablement à la signature de l'accord conclu entre le groupe américain Honeywell Bull Inc et le gouvernement français, aux termes duquel *Machines Bull* va racheter pour la somme de 150 millions de dollars une participation de 27 % dans la CII-Honeywell Bull dont elle détenait alors 80,1 %, le solde (19,9 %) restant aux mains du partenaire américain.

Métallurgie

construction mécanique

En 1981, le groupe *Jeu-mont Schneider* a réalisé un bénéfice net de 85,5 millions de F, en progrès de 11 % sur le précédent exercice, à partir d'un chiffre d'affaires de 4,8 milliards de F, en augmentation de 10 % sur l'année 1980. Pour la société mère seule, le bénéfice net devrait ressortir à environ 70 millions de F cette année contre

	11-6-82	Diff.
Alpi	88,10	- 1,50
Anzup	570	- 30
Avions Dassault-B.	540	- 5
Fives-Lille	146,20	+ 1,20
Chiers-Châtillon	12,15	+ 1,45
Crausot-Louis	89,50	+ 5,70
De Dietrich	374	- 1
FACOM	582	+ 22
Valéo	205	- 11
Forclère (Général)	60,10	- 1,90
Marine-Wendel	44,30	+ 0,20
Métal. Normandie	12,80	+ 0,80
Penho	353	- 12
Peugeot S.A.	147,80	- 4,60
Peclain	137,80	+ 8,80
Pompey	107	+ 1
Sacilor	4,52	+ 0,02
Sagor	948	+ 10
Saintes	27	- 15
Saintes-Dava	52,10	- 2,95
Stalco	4,65	+ 0,35
Stallourec	135	- 2,50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
- 2-3. L'INVASION ISRAÏÉLIENNE AU LIBAN
 - 3. EUROPE
 - POLOGNE : l'Église fait campagne pour la venue du pape au mois d'août.
 - La fin de la visite de M. Reagan en Europe.
 - 4. DIPLOMATIE
 - POLITIQUE**
 - 5. Le projet sur la négociation collective à l'Assemblée nationale.
 - La controverse sur la constitutionnalité de la réforme de la planification.
 - 6. Le congrès du P.R.
 - ÉQUIPEMENT**
 - 8. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. Les banques populaires doivent aider à la réussite de la régionalisation, déclare M. Record à Strasbourg.
 - SOCIÉTÉ**
 - 13. Les remèdes à la délinquance.
 - 14. MÉDECINE.
 - 15. SCIENCES : les Français terminent leur préparation à la Coupe du monde de football en battant les champions d'Espagne.
 - CULTURE**
 - 15. MUSIQUE : le cinquantenaire du Festival de Strasbourg.
 - DANSE : Pour Gisele à la Festival de Lyon.
 - ÉCONOMIE**
 - 18. MONNAIES.
 - 19. AFFAIRES : Dior toute griffée.
 - SOCIAL : tension dans l'assemblée.
 - 20. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
 - 21. LA REVUE DES VALEURS.

RADIO-TELEVISION (17) INFORMATIONS SERVICES (14) :

- Météorologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés.
- Carnet (13) ; Programmes spectacles (16).

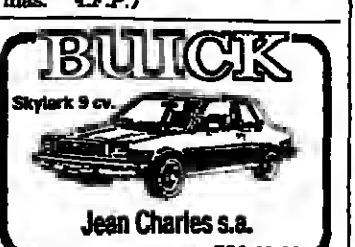
Tenant de mettre fin à la guerre du Golfe

L'IRAK ACCÈPTE LE PASSAGE SUR SON SOL DE TROUPES IRANIENNES DESTINÉES À COMBATTRE ISRAËL

L'Irak a officiellement donné son accord vendredi soir 11 juin pour que des troupes iraniennes traversent son territoire pour se rendre au Liban et en Syrie. Un porte-parole officiel irakien a annoncé que « l'Irak était disposé à examiner les mesures nécessaires au passage de troupes iraniennes, quels que soient le type et l'importance de leurs effectifs, à travers son propre territoire, dès lors que l'Irak n'aurait officiellement son acceptation de ces troupes ». L'Irak avait décidé, jeudi, d'observer un « cessez-le-feu » dans tous les secteurs du front des combats. L'Irak avait répondu à ce cessez-le-feu en affirmant que l'ouverture à travers l'Irak d'une voie permettant aux forces iraniennes de se rendre « sur les fronts du Sud-Liban » était « une quatrième condition » que le régime de Bagdad « ne retirait inconditionnellement des troupes iraniennes, le paiement des dommages de guerre et le retour en Irak des réfugiés qui le souhaitent » (A.F.P.).

● Selon des sources proches des services de renseignements américains, « plusieurs avions transportant des troupes iraniennes » ont été vus vendredi à Damas. L'Irak avait décidé, jeudi, d'observer un « cessez-le-feu » dans tous les secteurs du front des combats. L'Irak avait répondu à ce cessez-le-feu en affirmant que l'ouverture à travers l'Irak d'une voie permettant aux forces iraniennes de se rendre « sur les fronts du Sud-Liban » était « une quatrième condition » que le régime de Bagdad « ne retirait inconditionnellement des troupes iraniennes, le paiement des dommages de guerre et le retour en Irak des réfugiés qui le souhaitent » (A.F.P.).

● Selon des sources proches des services de renseignements américains, « plusieurs avions transportant des troupes iraniennes » ont été vus vendredi à Damas.



Buick
Skyhawk 900
Jean Charles s.a.
25, rue Claude-Terron, Paris-10. 524.43.33

A B C D E F G

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN ARGENTINE

Un mélange d'hymne national et de cantiques

Le pape Jean-Paul II devait quitter l'Argentine, samedi 12 juin, dans l'après-midi au terme d'un voyage d'un peu plus de trente heures pour regagner Rome, où il était attendu dans la matinée de dimanche.

Buenos-Aires. — Pendant la première journée de sa visite en Argentine, Jean-Paul II n'a pu être vu que par les visiteurs de la capitale. Le pape a dit tout ce qu'il avait à dire. Venu prier pour les victimes tombées des deux côtés dans le conflit qui ensangante l'Atlantique sud et dénoncer, une fois de plus, les méfaits de la guerre, il a tout de même, au passage, indiqué aux Argentins que le vrai patriotisme devait « tenir compte de celui des autres » et que l'un et l'autre s'enrichissaient mutuellement. Certains catholiques attendaient néanmoins qu'il se prononce sur d'autres sujets : par exemple, qu'il parle des milliers de « disparus », il défendait vigoureusement les droits de l'homme. L'occasion lui en sera peut-être donnée, ce samedi 12 juin, au cours d'une messe célébrée en présence de la junte militaire.

« Mon voyage est au-dessus de toute intention politique », a dit le pape à son arrivée à l'aéroport, vendredi matin. De tous côtés, en effet, on a souligné qu'il ne venait pas à Buenos-Aires pour demander au gouvernement de Buenos-Aires de reconnaître la « communauté internationale » d'intervenir pour mettre fin à l'escalade, et il a évoqué Hiroshima et Nagasaki pour dire que, chaque fois que le vie de l'homme était mis en péril, on pouvait aller vers de telles catastrophes.

Que ce voyage n'ait aucun caractère politique, c'est vrai, à coup sûr, pour beaucoup d'Argentins. A côté de la ferveur la plus simple, on a rencontré, au cours de la première journée, « l'adoration » la plus exaltée. Des gens sont montés sur les toits pour voir Jean-Paul II le long des trottoirs, cinq kilomètres qui séparent l'aéroport du centre de la capitale. D'autres ont attendu toute la nuit pour avoir une chance de l'apercevoir à la sortie de la cathédrale, où il prononcera son deuxième message de la journée. Chacun avait son drapeau, son portrait du pape, ou une effigie éphémère sur le cœur. La basilique de Luján, où se tient la principale manifestation de vendredi, montre bien, par les événements affichés sur ses murs, que la religion cède quelquefois la place, ici, à l'idolâtrie. Diverses pancartes indiquent en effet que l'eau bénite n'est pas utilisable pour les fers-à-cheval, les chaussures ou les cornes...

C'était un spectacle presque irréel, le matin, que celui de Jean-Paul II dans sa cage de verre anti-balles, au-dessus du semi-remorque avec feu-rouge et tapis rouge qui l'amenait

De nos envoyés spéciaux

d'un rendez-vous à un autre. Derrière les reflets de la vitre, le sourire était à peine visible et le « papa-mobil » dérobait chaque fois le visage à la foule, en la déposant à l'entrée d'un des bâtiments où il s'installait.

« Jean-Paul II, tout le monde l'aime », crient les Argentins massés sur la Place de Mai, entre la cathédrale et la maison rose — le palais présidentiel — qui était son deuxième rendez-vous. Ou bien c'était un chant composé pour la circonstance : « Nous ne voulons pas que tu l'en ailles ». La guerre des Malouines était présente, aussi, sur beaucoup de banderoles et dans nombre de slogans, souvent de la façon la plus simple : « Saint-Père, protégez nos soldats », parfois de manière plus subtile : « Que Dieu protège notre cause, car nous, nous défendons le silence ».

Comment oublier la guerre ?

Comment aurait-on pu oublier la guerre ? Le pape n'a-t-il pas dit qu'il venait ici en « père » parmi des « enfants qui souffrent » ? Il a expliqué lui-même, le 25 mai, dans une lettre aux Argentins, ce qui l'avait amené à proposer au gouvernement de Buenos-Aires cette visite inattendue. Il avait voulu, en raison du conflit, reporter son voyage en Grande-Bretagne. Il ne l'avait pas pu, car ce voyage était prévu de longue date, et le différend, d'arrêt en fait l'annuler. Mais il ne cessait de penser aux Argentins tout au long de son séjour britannique. Et il promettait de venir samedi après à Buenos-Aires pour prier en faveur de la paix.

L'arrivée du « messager de la paix » a suscité des appréhensions de divers côtés. Un editorialiste du quotidien libéral *La Prensa* les exprime ici et là : « L'Argentine ne peut pas accueillir le pape sans que les associations de défense des droits de l'homme ne soient très déçues, quant à elles, de n'avoir pas obtenu une audience du pape, en raison de la brièveté de son séjour. Ce qui les choque, surtout, c'est de savoir que les visites de Jean-Paul II en Grande-Bretagne et en Argentine peuvent donner lieu à des interruptions différentes, car dans le premier pays, il n'a eu de contact avec aucun membre du gouvernement, alors que dans le second, on l'aura vu au moins à quatre reprises aux côtés de la junte ».

LE CONFLIT DES MALOUNES

Les pertes britanniques s'élèveraient à quarante-trois morts et cent trente blessés

De notre correspondant

Londres. — Le ministère britannique de la défense maintient toujours officiellement le silence sur le bilan des pertes subies, mardi 8 juin, lors de l'attaque de l'aviation argentine contre deux navires de débarquement, près de Bluff Cove. Bien que tous les proches aient été informés, le nombre des victimes sera seulement rendu public quand il ne pourra plus être utile aux Argentins. Cependant, pour contraindre la propagande de Buenos-Aires, qui fait état de cinq morts et neuf blessés, on laisse entendre officiellement, à Londres, qu'il pourrait y avoir eu quarante-trois morts et cent trente blessés. D'autres sources parlent de soixante morts ou disparus, et des blessés seraient dans un état grave. Même si le chiffre de quarante-trois victimes se confirmait, l'incident aurait été le plus meurtrier que les forces britanniques aient connu depuis le début du conflit.

Les porte-parole officiels restent très discrets sur les opérations militaires en cours autour de Port Stanley. Les « patrouilles agressives », destinées à tester les lignes de défense argentines et à joindre la meilleure voie pour la reprise de la petite capitale des Malouines, se poursuivent, ainsi que les bombardements navals de la garnison ennemie. Cinq soldats argentins ont été tués au cours d'un accrochage. Il n'y a pas eu de victimes britanniques.

Cependant, le mauvais temps de la semaine dernière a gêné le renforcement des positions britanniques et le transport du matériel et des munitions depuis la tête de pont de San Carlos. Il est probable que le revers enregistré à Bluff Cove retardera de quelques jours encore l'assaut final.

Dans une réponse à une question faite de M. Foot, leader de l'opposition travailliste, Mme Thatcher a, une fois encore, rejeté toute nouvelle initiative diplomatique en vue d'un cessez-le-feu, mais elle a indiqué que les Argentins pouvaient toujours se retirer « dans l'ordre et la dignité ».

On affirme à Londres que l'assaut final contre Port Stanley n'est pas repoussé pour des raisons

politiques. La décision dépend entièrement du commandant en chef sur place. Mais il est normal, ajoute-t-on, que, pour une bataille devant impliquer six mille à sept mille hommes de chaque côté, toutes les précautions soient prises, toutes les lignes de communication et de ravitaillement assurées avant que ne soit donné l'ordre d'attaquer.

D'autre part, selon l'envoyé spécial de la B.B.C. dans le sud du Chili, les autorités de ce pays auraient capté une communication téléphonique entre le général Menéndez, commandant en chef de la garnison argentine à Port Stanley, et ses supérieurs à Buenos-Aires, indiquant que le moral des troupes est très bas. Les soldats argentins, dont beaucoup sont de jeunes conscrits, n'ont reçu ni courrier ni ravitaillement depuis plusieurs jours à cause du blocus de la Royal Navy. Les promesses de les renvoyer bientôt chez eux ne leur ont pas été tenues et l'avance rapide des forces britanniques, si les choses continuent ainsi, leur situation pourrait s'aggraver rapidement, aurait conclu le général Menéndez.

DANIEL VERNET.

CONFIRMÉ DANS SA MISSION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Christian Nucci sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant

A la suite des informations que nous avons publiées dans nos éditions des 11 et 13 juin, relatives aux problèmes juridiques posés par la prolongation de la mission confiée à M. Christian Nucci, député socialiste de l'Isère (ce dernier conserve-t-il son mandat, ou bien doit-il être remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. René Bourget ?), nous avons reçu de M. Louis

M. ROCARD : l'heure de la rigueur socialiste paraît venue

M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du plan et de l'environnement, a été interviewé samedi 12 juin par le *Nouvel Observateur*, que « paraît » sous l'heure de la rigueur socialiste, c'est-à-dire de la rigueur par la justice économique et l'immigration sociale.

M. Rocard affirme également : « Si nous courons un danger, en fait, c'est que la préoccupation de nos grands équilibres financiers s'empare des chances de croissance : à terme, une mauvaise fin toujours par être le reflet de la productivité de l'économie qui s'écroule (...). Il est naturellement malaisé de faire de la croissance au moment où tous nos partenaires économiques font de la récession. Cela doit naturellement provoquer des déséquilibres. Nous savons, par exemple, que c'est notre balance des paiements qui commencent à payer le facture de la croissance (...). Pour empêcher la dérive du commerce extérieur, il faut donc reconstruire le marché intérieur tout en faisant des économies sur les dépenses que nous importons. L'effort dans le domaine des économies d'énergie n'est pas à la hauteur de ce qui est attendu dans le plan, notamment pour la production, la solution n'est pas d'augmenter la mise au point l'effort ».

M. Rocard souligne ensuite que les dépenses de santé augmentent « deux à trois fois plus vite » que la production. La solution n'est pas d'augmenter les dépenses sociales, mais de changer nos comportements en matière de santé.

Le ministre d'Etat regrette enfin de ne pas avoir été invité à la rencontre prévue le 3 juin entre le P.S. et le gouvernement pour débattre de la stratégie économique, et rapporte à une date ultérieure (avant le 25 juin prochain, date à laquelle M. Mammou doit se rendre devant le bureau censuré du parti).

M. CHEVÈNEMENT : faire la preuve qu'un gouvernement de gauche peut répondre à la crise.

Dans un entretien publié par *Témoignage chrétien* daté du 14 au 20 juin, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie, qui avait déclaré, le 28 mai, au *Matin de Paris* : « L'objectif, dans la période actuelle, ce n'est pas de faire la révolution, c'est de faire la réforme », a déclaré : « Pour ce qui est des socialistes, je ne demande qu'une chose : qu'on les juge sur leurs actes. Les socialistes doivent démontrer qu'ils sont capables de faire la preuve qu'un gouvernement de gauche peut répondre à la crise et donc, par un effet d'entraînement, permettre que les choses changent ailleurs, dans d'autres pays ».

● Un petit salon de tourisme, ayant à son bord trois Polonois, s'est posé sous un hangar, ce samedi matin vers 6 heures à l'aéroport de Berlin-Tempelhof (secteur ouest de la ville). Selon un porte-parole des autorités allemandes, les passagers pourraient être des réfugiés politiques.

● M. Jacques Koscinski-Moriet, ambassadeur de France, a été nommé, vendredi 11 juin, par M. Jacques Chirac, membre du conseil politique du R.P.R. Dans le cadre du secrétariat national aux relations extérieures du R.P.R., M. Koscinski-Moriet sera notamment chargé de mission pour les problèmes africains et de coopération.

Mammou, président de l'Assemblée nationale, a mis au point la suite : « Lorsque la présidence de l'Assemblée nationale a été confiée, dans les circonstances de date du 10 juin, que la nouvelle mission confiée à M. Christian Nucci en Nouvelle-Calédonie entraine son remplacement dans ses fonctions de député par son suppléant à compter du 15 juin prochain, elle avait agi en plein accord avec la présidence de la République quant à l'interprétation des textes ».

« C'est en effet le président de la République qui est à l'origine d'une telle interprétation, la seule conforme à la Constitution et au droit ».

« Il n'y a donc jamais eu, contrairement à ce qui a été pu être dit, de mise en cause de la différence d'appréciation dans cette affaire entre la présidence de la République et la présidence de l'Assemblée nationale ».

« Nous avions, en effet, indiqué, sur la loi d'habilitation accordée à l'Etat, que la nouvelle mission de M. Nucci, rattachée au poste de haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie, ne devait pas remettre en cause l'existence de son mandat de député, tandis que le cabinet du président de l'Assemblée nationale, au contraire, que, conformément au code électoral, le député de sa liste provenait de la loi pour les missions confiées aux parlementaires expirant le 15 juin, M. Nucci, avait, à cette date, rempli son mandat de député par son suppléant, M. René Bourget, élu à la présidence de l'Assemblée nationale, selon la loi pour les missions confiées aux parlementaires expirant le 15 juin, M. Nucci, avait, à cette date, rempli son mandat de député par son suppléant ».

« Cette décision, la position du premier ministre dans la lettre de mission adressée au président de l'Assemblée nationale, M. Philippe Seguin, député (R.P.R.), des Vosges, avait indiqué, pour sa part, qu'il reconnaissait que « l'Assemblée nationale » était la seule à avoir le droit de décider de la mission de M. Nucci ».

● L'élection des conventions de la gauche des fédérations. Certains journalistes n'ont pas reçu le matériel (enveloppes, bulletins) pour participer aux élections du 15 juin. Les journalistes titulaires de la carte professionnelle qui seraient dans ce cas doivent se faire connaître sans retard au siège de la commission, 10, rue des Pyramides à Paris (14^e), 200-8070, ou se présenter au bureau de vote ouvert au même endroit, le mercredi 16 juin, entre 9 heures et 18 heures.

● Grève administrative des maîtres-assistants en droit. L'Association nationale des maîtres-assistants des disciplines juridiques, économiques, politiques et de gestion appelle ses adhérents à la grève administrative (réduction des notes, report des délibérations) lors de la présente session d'examen. L'association demande l'ouverture de négociations sur la réforme globale des carrières, la constitution d'un corps unique des enseignants, et enfin que les postes de professeurs actuellement vacants soient pourvus par transaction, sur place, des emplois de maîtres-assistants.

● Un petit salon de tourisme, ayant à son bord trois Polonois, s'est posé sous un hangar, ce samedi matin vers 6 heures à l'aéroport de Berlin-Tempelhof (secteur ouest de la ville). Selon un porte-parole des autorités allemandes, les passagers pourraient être des réfugiés politiques.

● M. Jacques Koscinski-Moriet, ambassadeur de France, a été nommé, vendredi 11 juin, par M. Jacques Chirac, membre du conseil politique du R.P.R. Dans le cadre du secrétariat national aux relations extérieures du R.P.R., M. Koscinski-Moriet sera notamment chargé de mission pour les problèmes africains et de coopération.

Le numéro du « Monde » daté 12 juin 1982 a été tiré à 325 476 exemplaires.



CapeLou
37, rue de la République - PARIS XI
Même Téléphone - TEL. 457.46.55

مكتبة الأمل